

Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7060

L 304

21^e année

30 octobre 1978

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

.....

II Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

78/884/CEE :

★ Convention du 9 octobre 1978 relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice	1
Version danoise de la convention de 1968 et du protocole de 1971	17
Version anglaise de la convention de 1968 et du protocole de 1971	36
Version irlandaise de la convention de 1968 et du protocole de 1971	55
Déclaration commune	74
Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*)	77
Protocole annexé à la convention (*)	93
Déclaration commune	96
Protocole du 3 juin 1971 concernant l'interprétation par la Cour de justice de la convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*)	97
Déclaration commune	101

(*) Ces textes sont publiés tels que modifiés par la convention d'adhésion. Ils ont été mis à jour par les services du Conseil des Communautés européennes sur la base des textes officiels.

Prix : 14,20 FF/105 FB

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

CONVENTION

relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, ainsi qu'au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice

[signée le 9 octobre 1978 (*)]

(78/884/CEE)

PRÉAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

CONSIDÉRANT que le royaume de Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en devenant membres de la Communauté, se sont engagés à adhérer à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et au protocole concernant l'interprétation de cette convention par la Cour de justice, et à entamer à cet effet des négociations avec les États membres originaires de la Communauté pour y apporter les adaptations nécessaires,

ONT DÉCIDÉ de conclure la présente convention et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES:

Renaat VAN ELSLANDE,
ministre de la justice ;

SA MAJESTÉ LA REINE DE DANEMARK :

Nathalie LIND,
ministre de la justice;

(*) La date d'entrée en vigueur de la convention sera publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* par les soins du secrétariat général du Conseil.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE :

Dr. Hans-Jochen VOGEL,
ministre fédéral de la justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Alain PEYREFITTE,
garde des sceaux,
ministre de la justice ;

LE PRÉSIDENT DE L'IRLANDE :

Gerard COLLINS,
ministre de la justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE :

Paolo BONIFACIO,
ministre de la justice ;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG :

Robert KRIEPS,
ministre de l'éducation nationale,
ministre de la justice ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Prof. Mr. J. DE RUITER
ministre de la justice ;

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

The Right Honourable the Lord ELWYN-JONES, C.H.,
Lord High Chancellor of Great Britain ;

LESQUELS, réunis au sein du Conseil, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT :

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Le royaume de Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord adhè-

rent à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, signée à Bruxelles le 27 septembre 1968, ci-après dénommée « convention de 1968 », et au protocole concernant son interprétation par la Cour de justice, signé à Luxembourg le 3 juin 1971, ci-après dénommé « protocole de 1971 ».

Article 2

Les adaptations de la convention de 1968 et du protocole de 1971 figurent aux titres II à IV de la présente convention.

TITRE II

ADAPTATIONS DE LA CONVENTION DE 1968

Article 3

L'article 1^{er} premier alinéa de la convention de 1968 est complété par les dispositions suivantes :

« Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales douanières ou administratives ».

Article 4

L'article 3 deuxième alinéa de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Ne peuvent être invoqués contre elles notamment :

- en Belgique: l'article 15 du Code civil (*Burgerlijk Wetboek*) et l'article 638 du Code judiciaire (*Gerechtelijk Wetboek*),
- au Danemark : l'article 248 paragraphe 2 de la loi sur la procédure civile (*Lov om retters pleje*) et le chapitre 3 article 3 de la loi sur la procédure civile au Groenland (*Lov for Grønland om retters pleje*),
- en république fédérale d'Allemagne : l'article 23 du Code de procédure civile (*Zivilprozeßordnung*),
- en France : les articles 14 et 15 du Code civil,
- en Irlande : les dispositions relatives à la compétence fondée sur un acte introductif d'instance signifié ou notifié au défendeur qui se trouve temporairement en Irlande,
- en Italie : l'article 2 et l'article 4 n^{os} 1 et 2 du Code de procédure civile (*Codice di procedura civile*),
- au Luxembourg : les articles 14 et 15 du Code civil,
- aux Pays-Bas : l'article 126 troisième alinéa et l'article 127 du Code de procédure civile (*Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering*),
- au Royaume-Uni : les dispositions relatives à la compétence fondée sur :

- a) un acte introductif d'instance signifié ou notifié au défendeur qui se trouve temporairement au Royaume-Uni ;
- b) l'existence au Royaume-Uni de biens appartenant au défendeur ;
- c) la saisie par le demandeur de biens situés au Royaume-Uni.»

Article 5

1. L'article 5 point 1 de la convention de 1968 est remplacé, dans le texte en langue française, par les dispositions suivantes :

« 1. en matière contractuelle, devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée ; »

2. L'article 5 point 1 de la convention de 1968 est remplacé, dans le texte en langue néerlandaise, par les dispositions suivantes :

« 1. ten aanzien van verbintenissen uit overeenkomst : voor het gerecht van de plaats, waar de verbintenis, die aan de eis ten grondslag ligt, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd ; »

3. L'article 5 point 2 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. en matière d'obligation alimentaire, devant le tribunal du lieu où le créancier d'aliments a son domicile ou sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une demande accessoire à une action relative à l'état des personnes, devant le tribunal compétent selon la loi du for pour en connaître, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité d'une des parties ; »

4. L'article 5 de la convention de 1968 est complété par les dispositions suivantes :

« 6. en sa qualité de fondateur, de *trustee* ou de bénéficiaire d'un *trust* constitué soit en application de la loi, soit par écrit ou par une convention verbale, confirmée par écrit, devant les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel le *trust* a son domicile ;

7. s'il s'agit d'une contestation relative au paiement de la rémunération réclamée en raison de l'assistance ou du sauvetage dont a bénéficié une cargaison ou un fret, devant le tribunal dans le ressort duquel cette cargaison ou le fret s'y rapportant :

a) a été saisi pour garantir ce paiement

ou

b) aurait pu être saisi à cet effet, mais une caution ou autre sûreté a été donnée ;

cette disposition ne s'applique que s'il est prétendu que le défendeur a un droit sur la cargaison ou sur le fret ou qu'il avait un tel droit au moment de cette assistance ou de ce sauvetage. »

Article 6

Le titre II section 2 de la convention de 1968 est complété par l'article suivant :

« Article 6 bis

Lorsque, en vertu de la présente convention, un tribunal d'un État contractant est compétent pour connaître des actions en responsabilité du fait de l'utilisation ou de l'exploitation d'un navire, ce tribunal ou tout autre que lui substitue la loi interne de cet État, connaît aussi des demandes relatives à la limitation de cette responsabilité. »

Article 7

L'article 8 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8

L'assureur domicilié sur le territoire d'un État contractant peut être attrait :

1. devant les tribunaux de l'État où il a son domicile

ou

2. dans un autre État contractant, devant le tribunal du lieu où le preneur d'assurance a son domicile

ou

3. s'il s'agit d'un coassureur, devant le tribunal d'un État contractant saisi de l'action formée contre l'apérteur de la coassurance.

Lorsque l'assureur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État contractant, mais possède une succursale, une agence ou tout autre établissement dans un État contractant, il est considéré pour les contestations relatives à leur exploitation comme ayant son domicile sur le territoire de cet État. »

Article 8

L'article 12 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 12

Il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente section que par des conventions :

1. postérieures à la naissance du différend

ou

2. qui permettent au preneur d'assurance, à l'assuré ou au bénéficiaire de saisir d'autres tribunaux que ceux indiqués à la présente section

ou

3. qui, passées entre un preneur d'assurance et un assureur ayant, au moment de la conclusion du contrat, leur domicile ou leur résidence habituelle dans un même État contractant, ont pour effet, alors même que le fait dommageable se produirait à l'étranger, d'attribuer compétence aux tribunaux de cet État sauf si la loi de celui-ci interdit de telles conventions

ou

4. conclues par un preneur d'assurance n'ayant pas son domicile dans un État contractant, sauf s'il s'agit d'une assurance obligatoire ou qui porte sur un immeuble situé dans un État contractant

ou

5. qui concernent un contrat d'assurance en tant que celui-ci couvre un ou plusieurs des risques énumérés à l'article 12 bis. »

Article 9

Le titre II section 3 de la convention de 1968 est complété par l'article suivant :

« Article 12 bis

Les risques visés à l'article 12 point 5 sont les suivants :

1. tout dommage :

a) aux navires de mer, aux installations au large des côtes et en haute mer ou aux aéronefs, causé par des événements survenant en relation avec leur utilisation à des fins commerciales ;

b) aux marchandises autres que les bagages des passagers, durant un transport réalisé par ces navires ou aéronefs soit en totalité, soit en combinaison avec d'autres modes de transport ;

2. toute responsabilité, à l'exception de celle des dommages corporels aux passagers ou à leurs bagages :

a) résultant de l'utilisation ou de l'exploitation des navires, installations ou aéronefs,

conformément au point 1 sous a) ci-dessus, pour autant que la loi de l'État contractant d'immatriculation de l'aéronef n'interdise pas les clauses attributives de juridiction dans l'assurance de tels risques ;

b) du fait de marchandises durant un transport visé au point 1 sous b) ci-dessus ;

3. toute perte pécuniaire liée à l'utilisation ou à l'exploitation des navires, installations ou aéronefs conformément au point 1 sous a) ci-dessus, notamment celle du fret ou du bénéfice d'affrètement ;

4. tout risque lié accessoirement à l'un de ceux visés aux points 1 à 3 ci-dessus. »

Article 10

Le titre II section 4 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

«Section 4

Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs

Article 13

En matière de contrat conclu par une personne pour un usage pouvant être considéré comme étranger à son activité professionnelle, ci-après dénommée « le consommateur », la compétence est déterminée par la présente section, sans préjudice des dispositions de l'article 4 et de l'article 5 point 5 :

1. lorsqu'il s'agit d'une vente à tempérament d'objets mobiliers corporels ;

2. lorsqu'il s'agit d'un prêt à tempérament ou d'une autre opération de crédit liés au financement d'une vente de tels objets ;

3. pour tout autre contrat ayant pour objet une fourniture de services ou d'objets mobiliers corporels si :

a) la conclusion du contrat a été précédée dans l'État du domicile du consommateur d'une proposition spécialement faite ou d'une publicité

et que

b) le consommateur a accompli dans cet État les actes nécessaires à la conclusion de ce contrat.

Lorsque le cocontractant du consommateur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État contractant, mais possède une succursale, une agence ou tout autre établissement dans un État contractant, il est considéré pour les contestations relatives à leur exploitation comme ayant son domicile sur le territoire de cet État.

La présente section ne s'applique pas au contrat de transport.

Article 14

L'action intentée par un consommateur contre l'autre partie au contrat peut être portée soit devant les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel est domiciliée cette partie, soit devant les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel est domicilié le consommateur.

L'action intentée contre le consommateur par l'autre partie au contrat ne peut être portée que devant les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel est domicilié le consommateur.

Ces dispositions ne portent pas atteinte au droit d'introduire une demande reconventionnelle devant le tribunal saisi d'une demande originaire conformément à la présente section.

Article 15

Il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente section que par des conventions :

1. postérieures à la naissance du différend

ou

2. qui permettent au consommateur de saisir d'autres tribunaux que ceux indiqués à la présente section

ou

3. qui, passées entre le consommateur et son cocontractant ayant, au moment de la conclusion du contrat, leur domicile ou leur résidence habituelle dans un même État contractant, attribuent compétence aux tribunaux de cet État sauf si la loi de celui-ci interdit de telles conventions. »

Article 11

L'article 17 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 17

Si les parties, dont l'une au moins a son domicile sur le territoire d'un État contractant, sont convenues d'un tribunal ou de tribunaux d'un État contractant pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, ce tribunal ou les tribunaux de cet État sont seuls compétents. Cette convention attributive de juridiction doit être conclue soit par écrit, soit verbalement avec confirmation écrite, soit, dans le commerce international, en une forme admise par les usages dans ce domaine et que les parties connaissent ou sont censées connaître. Lorsqu'une telle convention est conclue par des par-

ties dont aucune n'a son domicile sur le territoire d'un État contractant, les tribunaux des autres États contractants ne peuvent connaître du différend tant que le tribunal ou les tribunaux désignés n'ont pas décliné leur compétence.

Le tribunal ou les tribunaux d'un État contractant auxquels l'acte constitutif d'un *trust* attribue compétence sont exclusivement compétents pour connaître d'une action contre un fondateur, un *trustee* ou un bénéficiaire d'un *trust*, s'il s'agit de relations entre ces personnes ou de leurs droits ou obligations dans le cadre du *trust*.

Les conventions attributives de juridiction ainsi que les stipulations similaires d'actes constitutifs de *trust* sont sans effet si elles sont contraires aux dispositions des articles 12 et 15 ou si les tribunaux à la compétence desquels elles dérogent sont exclusivement compétents en vertu de l'article 16.

Si une convention attributive de juridiction n'a été stipulée qu'en faveur de l'une des parties, celle-ci conserve le droit de saisir tout autre tribunal compétent en vertu de la présente convention. »

Article 12

L'article 20 deuxième alinéa de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le juge est tenu de surseoir à statuer aussi longtemps qu'il n'est pas établi que ce défendeur a été mis à même de recevoir l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent en temps utile pour se défendre ou que toute diligence a été faite cette fin. »

Article 13

1. L'article 27 point 2 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2. si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant, régulièrement et en temps utile, pour qu'il puisse se défendre ; »

2. L'article 27 de la convention de 1968 est complété par les dispositions suivantes :

« 5. si la décision est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un État non contractant entre les mêmes parties dans un litige ayant le même objet et la même cause, lorsque cette dernière décision réunit les

conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis. »

Article 14

L'article 30 de la convention de 1968 est complété par l'alinéa suivant :

« L'autorité judiciaire d'un État contractant devant laquelle est invoquée la reconnaissance d'une décision rendue en Irlande ou au Royaume-Uni et dont l'exécution est suspendue dans l'État d'origine du fait de l'exercice d'un recours peut surseoir à statuer. »

Article 15

L'article 31 de la convention de 1968 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, au Royaume-Uni, ces décisions sont mises à exécution en Angleterre et au pays de Galles, en Écosse ou en Irlande du Nord, après avoir été enregistrées en vue de leur exécution, sur requête de toute partie intéressée, dans l'une ou l'autre de ces parties du Royaume-Uni, suivant le cas. »

Article 16

L'article 32 premier alinéa de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La requête est présentée :

- en Belgique, au tribunal de première instance ou à la rechtbank van eerste aanleg,
- au Danemark, à l'underret,
- en république fédérale d'Allemagne, au président d'une chambre du Landgericht,
- en France, au président du tribunal de grande instance,
- en Irlande, à la High Court,
- en Italie, à la corte d'appello,
- au Luxembourg, au président du tribunal d'arrondissement,
- aux Pays-Bas, au président de l'arrondissementsrechtbank,
- au Royaume-Uni :

1. en Angleterre et au pays de Galles, à la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, à la Magistrates' Court saisie par l'intermédiaire du Secretary of State;

2. en Écosse, à la Court of Session ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, à la Sheriff Court saisie par l'intermédiaire du Secretary of State ;
3. en Irlande du Nord, à la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, à la Magistrates' Court saisie par l'intermédiaire du Secretary of State. »

Article 17

L'article 37 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 37

Le recours est porté, selon les règles de la procédure contradictoire :

- en Belgique, devant le tribunal de première instance ou la rechtbank van eerste aanleg,
- au Danemark, devant le landsret,
- en république fédérale d'Allemagne, devant l'Oberlandesgericht,
- en France, devant la cour d'appel,
- en Irlande, devant la High Court,
- en Italie, devant la corte d'appello,
- au Luxembourg, devant la Cour supérieure de justice siégeant en matière d'appel civil,
- aux Pays-Bas, devant l'arrondissementsrechtbank,
- au Royaume-Uni :
 1. en Angleterre et au pays de Galles, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court ;
 2. en Écosse, devant la Court of Session ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Sheriff Court ;
 3. en Irlande du Nord, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court.

La décision rendue sur le recours ne peut faire l'objet :

- en Belgique, en France, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, que d'un pourvoi en cassation,
- au Danemark, que d'un recours devant le højesteret, avec l'autorisation du ministre de la justice,

- en république fédérale d'Allemagne, que d'une *Rechtsbeschwerde*,
- en Irlande, que d'un recours sur un point de droit devant la Supreme Court,
- au Royaume-Uni, que d'un seul recours sur un point de droit. »

Article 18

L'article 38 de la convention de 1968 est complété par l'adjonction, après le premier alinéa, d'un nouvel alinéa ainsi conçu :

« Lorsque la décision a été rendue en Irlande ou au Royaume-Uni, toute voie de recours prévue dans l'État d'origine est considérée comme un recours ordinaire pour l'application du premier alinéa. »

Article 19

L'article 40 premier alinéa de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Si sa requête est rejetée, le requérant peut former un recours :

- en Belgique, devant la cour d'appel ou le hof van beroep,
- au Danemark, devant le landsret,
- en république fédérale d'Allemagne, devant l'Oberlandesgericht,
- en France, devant la cour d'appel,
- en Irlande, devant la High Court,
- en Italie, devant la corte d'appello,
- au Luxembourg, devant la Cour supérieure de justice siégeant en matière d'appel civil,
- aux Pays-Bas, devant le gerechtshof,
- au Royaume-Uni:
 1. en Angleterre et au pays de Galles, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court ;
 2. en Écosse, devant la Court of Session ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Sheriff Court ;
 3. en Irlande du Nord, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court.

Article 20

L'article 41 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 41

La décision rendue sur le recours prévu à l'article 40 ne peut faire l'objet :

- en Belgique, en France, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, que d'un pourvoi en cassation,
- au Danemark, que d'un recours devant le højesteret, avec l'autorisation du ministre de la justice,
- en république fédérale d'Allemagne, que d'une *Rechtsbeschwerde*,
- en Irlande, que d'un recours sur un point de droit, devant la Supreme Court,
- au Royaume-Uni, que d'un seul recours sur un point de droit. »

Article 21

L'article 44 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 44

Le requérant qui, dans l'État où la décision a été rendue, a bénéficié en tout ou en partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens, bénéficie, dans la procédure prévue aux articles 32 à 35, de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'État requis.

Le requérant qui demande l'exécution d'une décision rendue au Danemark par une autorité administrative en matière d'obligation alimentaire peut invoquer dans l'État requis le bénéfice des dispositions du premier alinéa s'il produit un document établi par le ministère de la justice danois et attestant qu'il remplit les conditions économiques pour pouvoir bénéficier en tout ou partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens. »

Article 22

L'article 46 point 2 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

- « 2. s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document

établissant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été signifié ou notifié à la partie défaillante. »

Article 23

L'article 53 de la convention de 1968 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour déterminer si un *trust* a son domicile sur le territoire d'un État contractant dont les tribunaux sont saisis, le juge applique les règles de son droit international privé. »

Article 24

L'article 55 de la convention de 1968 est complété par l'adjonction des conventions suivantes, insérées à leur place dans la liste suivant l'ordre chronologique :

- la convention entre le Royaume-Uni et la France sur l'exécution réciproque des jugements en matière civile et commerciale, accompagnée d'un protocole, signée à Paris le 18 janvier 1934,
- la convention entre le Royaume-Uni et la Belgique sur l'exécution réciproque des jugements en matière civile et commerciale, accompagnée d'un protocole, signée à Bruxelles le 2 mai 1934,
- la convention entre le Royaume-Uni et la république fédérale d'Allemagne sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile et commerciale, signée à Bonn le 14 juillet 1960,
- la convention entre le Royaume-Uni et la République italienne sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile et commerciale, signée à Rome le 7 février 1964, accompagnée d'un protocole signé à Rome le 14 juillet 1970,
- la convention entre le Royaume-Uni et le royaume des Pays-Bas sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile, signée à La Haye le 17 novembre 1967.

Article 25

1. L'article 57 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 57

La présente convention ne déroge pas aux conventions auxquelles les États contractants sont ou seront parties et qui, dans des matières particulières, règlent la compétence judiciaire, la reconnaissance ou l'exécution des décisions.

Elle ne préjuge pas l'application des dispositions qui, dans des matières particulières, règlent la compétence judiciaire, la reconnaissance ou l'exécution des décisions et qui sont ou seront contenues dans les actes des institutions des Communautés européennes ou dans les législations nationales harmonisées en exécution de ces actes. »

2. En vue d'assurer son interprétation uniforme, l'article 57 premier alinéa est appliqué de la manière suivante :

- a) la convention de 1968 modifiée ne fait pas obstacle à ce qu'un tribunal d'un État contractant partie à une convention relative à une matière particulière puisse fonder sa compétence sur une telle convention, même si le défendeur est domicilié sur le territoire d'un État contractant non partie à une telle convention. Le tribunal saisi applique, en tout cas, l'article 20 de la convention de 1968 modifiée ;
- b) les décisions rendues dans un État contractant par un tribunal ayant fondé sa compétence sur une convention relative à une matière particulière sont reconnues et exécutées dans les autres États contractants conformément à la convention de 1968 modifiée.

Si une convention relative à une matière particulière et à laquelle sont parties l'État d'origine et l'État requis détermine les conditions de reconnaissance et d'exécution des décisions, il est fait application de ces conditions. Il peut, en tout cas, être fait application des dispositions de la convention de 1968 modifiée qui concernent la procédure relative à la reconnaissance et à l'exécution des décisions.

Article 26

L'article 59 de la convention de 1968 est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, aucun État contractant ne peut s'engager envers un État tiers à ne pas reconnaître une décision rendue dans un autre État contractant par une juridiction dont la compétence est fondée sur l'existence dans cet État de biens appartenant

au défendeur ou sur la saisie par le demandeur de biens qui y existent :

1. si la demande porte sur la propriété ou la possession desdits biens, vise à obtenir l'autorisation d'en disposer ou est relative à un autre litige les concernant

ou

2. si les biens constituent la garantie d'une créance qui fait l'objet de la demande. »

Article 27

L'article 60 de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 60

La présente convention s'applique au territoire européen des États contractants, y compris le Groenland, aux départements et territoires français d'outre-mer ainsi qu'à Mayotte.

Le royaume des Pays-Bas peut déclarer au moment de la signature ou de la ratification de la présente convention ou à tout moment ultérieur, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes, que la présente convention est applicable aux Antilles néerlandaises. À défaut d'une telle déclaration, les procédures se déroulant sur le territoire européen du Royaume à la suite d'un pourvoi en cassation contre les décisions de tribunaux des Antilles néerlandaises sont considérées comme des procédures se déroulant devant ces tribunaux.

Par dérogation au premier alinéa, la présente convention ne s'applique pas :

1. aux îles Féroé, sauf déclaration contraire du royaume de Danemark ;
2. aux territoires européens situés hors du Royaume-Uni et dont celui-ci assume les relations internationales, sauf déclaration contraire du Royaume-Uni pour un tel territoire.

Ces déclarations peuvent être faites à tout moment, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Les procédures d'appel introduites au Royaume-Uni contre des décisions rendues par les tribu-

naux situés dans un des territoires visés au troisième alinéa point 2 sont considérées comme des procédures se déroulant devant ces tribunaux.

Les affaires qui, au royaume de Danemark, sont traitées d'après la loi sur la procédure civile pour les îles Féroé (*Lov for Faeroerne om retters pleje*) sont considérées comme des affaires se déroulant devant les tribunaux des îles Féroé. »

Article 28

L'article 64 sous c) de la convention de 1968 est remplacé par les dispositions suivantes :

« c) les déclarations reçues en application de l'article 60 ; »

TITRE III

ADAPTATIONS DU PROTOCOLE ANNEXÉ À LA CONVENTION DE 1968

Article 29

Le protocole annexé à la convention de 1968 est complété par les articles suivants :

« Article V bis

En matière d'obligation alimentaire, les termes « juge », « tribunal » et « juridiction » comprennent les autorités administratives danoises.

Article V ter

Dans les litiges entre le capitaine et un membre de l'équipage d'un navire de mer immatriculé au Danemark ou en Irlande, relatifs aux rémunérations ou aux autres conditions de service, les juridictions d'un État contractant doivent contrôler si l'agent diplomatique ou consulaire dont relève le navire a été informé du litige. Elles doivent surseoir à statuer aussi longtemps que cet agent n'a pas été informé. Elles doivent, même d'office, se dessaisir si cet agent, dûment informé, a exercé les attributions que lui reconnaît en la matière une convention consulaire ou, à défaut d'une telle convention, a soulevé des objections sur la compétence dans le délai imparti.

Article V quater

Lorsque, dans le cadre de l'article 69 paragraphe 5 de la convention relative au brevet européen pour le marché commun, signée à Luxembourg le 15 décembre 1975, les articles 52 et 53 de la présente convention sont appliqués aux dispositions relatives à la *residence*, selon le texte anglais de la première convention, le terme *residence* employé dans ce texte est réputé avoir la même portée que le terme « domicile » figurant dans les articles 52 et 53 précités.

Article V quinquies

Sans préjudice de la compétence de l'Office européen des brevets selon la convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich le 5 octobre 1973, les juridictions de chaque État contractant sont seules compétentes, sans considération de domicile, en matière d'inscription ou de validité d'un brevet européen délivré pour cet État et qui n'est pas un brevet communautaire en application des dispositions de l'article 86 de la convention relative au brevet européen pour le marché commun, signée à Luxembourg le 15 décembre 1975. »

TITRE IV

ADAPTATIONS DU PROTOCOLE DE 1971

Article 30

L'article 1^{er} du protocole de 1971 est complété par l'alinéa suivant :

« La Cour de justice des Communautés européennes est également compétente pour statuer sur l'interprétation de la convention relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention du 27 septembre 1968 ainsi qu'au présent protocole. »

Article 31

L'article 2 point 1 du protocole de 1971 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1. — en Belgique : la Cour de cassation (het Hof van Cassatie) et le Conseil d'État (de Raad van State),
— au Danemark : højesteret,

- en république fédérale d'Allemagne : die obersten Gerichtshöfe des Bundes,
- en France : la Cour de cassation et le Conseil d'État,
- en Irlande : the Supreme Court,
- en Italie : la Corte suprema di cassazione,
- au Luxembourg : la Cour supérieure de justice siégeant comme Cour de cassation,
- aux Pays-Bas : de Hoge Raad,
- au Royaume-Uni : the House of Lords et les juridictions saisies sur la base de l'article 37 deuxième alinéa ou de l'article 41 de la convention ; »

Article 32

L'article 6 du protocole de 1971 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 6

Le présent protocole s'applique au territoire européen des États contractants, y compris le Groenland, aux départements et territoires français d'outre-mer ainsi qu'à Mayotte.

Le royaume des Pays-Bas peut déclarer, au moment de la signature ou de la ratification du présent protocole ou à tout moment ultérieur, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes, que le présent protocole est applicable aux Antilles néerlandaises.

Par dérogation au premier alinéa, le présent protocole ne s'applique pas :

1. aux îles Féroé, sauf déclaration contraire du royaume de Danemark ;
2. aux territoires européens situés hors du Royaume-Uni et dont celui-ci assume les relations internationales, sauf déclaration contraire du Royaume-Uni pour un tel territoire.

Ces déclarations peuvent être faites à tout moment, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes. »

Article 33

L'article 10 sous d) du protocole de 1971 est remplacé par les dispositions suivantes :

- « d) les déclarations reçues en application de l'article 6. »

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 34

1. La convention de 1968 et le protocole de 1971 modifiés par la présente convention ne sont applicables qu'aux actions judiciaires intentées et aux actes authentiques reçus postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention dans l'État d'origine et, lorsque la reconnaissance ou l'exécution d'une décision ou d'un acte authentique est demandée, dans l'État requis.

2. Toutefois, dans les rapports entre les six États parties à la convention de 1968, les décisions rendues après la date d'entrée en vigueur de la présente convention à la suite d'actions intentées avant cette date sont reconnues et exécutées conformément aux dispositions du titre III de la convention de 1968 modifiée.

3. En outre, dans les rapports entre les six États parties à la convention de 1968 et les trois États mentionnés à l'article 1^{er} de la présente convention, de même que dans les rapports entre ces trois derniers, les décisions rendues après la date d'entrée en vigueur de la présente convention dans les rapports entre l'État d'origine et l'État requis à la suite d'actions intentées avant cette date sont reconnues et exécutées conformément aux dispositions du titre III de la convention de 1968 modifiée, si la compétence était fondée sur des règles conformes aux dispositions du titre II modifié ou aux dispositions prévues par une convention qui était en vigueur entre l'État d'origine et l'État requis lorsque l'action a été intentée.

Article 35

Si, par un écrit antérieur à l'entrée en vigueur de la présente convention, les parties en litige à propos d'un contrat étaient convenues d'appliquer à ce contrat le droit irlandais ou le droit d'une partie du Royaume-Uni, les tribunaux de l'Irlande ou de cette partie du Royaume-Uni conservent la faculté de connaître de ce litige.

Article 36

Pendant trois années suivant l'entrée en vigueur de la convention de 1968 à l'égard respectivement du royaume de Danemark et de l'Irlande, la compétence en matière maritime dans chacun de ces États est déterminée non seulement conformément aux dispo-

sitions de ladite convention, mais également conformément aux points 1 à 6 ci-après. Toutefois, ces dispositions cesseront d'être applicables dans chacun de ces États au moment où la convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles le 10 mai 1952, sera en vigueur à son égard.

1. Une personne domiciliée sur le territoire d'un État contractant peut être atraite pour une créance maritime devant les tribunaux de l'un des États mentionnés ci-dessus lorsque le navire sur lequel porte la créance ou tout autre navire dont elle est propriétaire a fait l'objet d'une saisie judiciaire sur le territoire de ce dernier État pour garantir la créance, ou aurait pu y faire l'objet d'une saisie alors qu'une caution ou une autre sûreté a été donnée, dans les cas suivants :

- a) si le demandeur est domicilié sur le territoire de cet État ;
- b) si la créance maritime est née dans cet État ;
- c) si la créance maritime est née au cours d'un voyage pendant lequel la saisie a été faite ou aurait pu être faite ;
- d) si la créance provient d'un abordage ou d'un dommage causé par un navire, par exécution ou omission d'une manœuvre ou par inobservation des règlements, soit à un autre navire, soit aux choses ou personnes se trouvant à bord ;
- e) si la créance est née d'une assistance ou d'un sauvetage ;
- f) si la créance est garantie par une hypothèque maritime ou un mort-gage sur le navire saisi.

2. Peut être saisi le navire auquel la créance maritime se rapporte ou tout autre navire appartenant à celui qui était, au moment où est née la créance maritime, propriétaire du navire auquel cette créance se rapporte. Toutefois, pour les créances prévues au point 5 sous o), p) ou q), seul le navire sur lequel porte la créance pourra être saisi.

3. Des navires seront réputés avoir le même propriétaire lorsque toutes les parts de propriété appartiennent à une même ou aux mêmes personnes.

4. En cas d'affrètement d'un navire avec remise de la gestion nautique, lorsque l'affréteur répond seul d'une créance maritime se rapportant au navire,

celui-ci peut être saisi ou tout autre navire appartenant à cet affréteur, mais aucun autre navire appartenant au propriétaire ne peut être saisi en vertu de cette créance maritime. Il en est de même dans tous les cas où une personne autre que le propriétaire est tenue d'une créance maritime.

5. On entend par « créance maritime » l'allégation d'un droit ou d'une créance ayant l'une ou plusieurs des causes suivantes :

- a) dommages causés par un navire soit par abordage, soit autrement ;
- b) pertes de vies humaines ou dommages corporels causés par un navire ou provenant de l'exploitation d'un navire ;
- c) assistance et sauvetage ;
- d) contrats relatifs à l'utilisation ou la location d'un navire par charte-partie ou autrement ;
- e) contrats relatifs au transport des marchandises par un navire en vertu d'une charte-partie, d'un connaissement ou autrement ;
- f) pertes ou dommages aux marchandises et bagages transportés par un navire ;
- g) avarie commune ;
- h) prêt à la grosse ;
- i) remorquage ;
- j) pilotage ;
- k) fournitures, quel qu'en soit le lieu, de produits ou de matériel faites à un navire en vue de son exploitation ou de son entretien ;
- l) construction, réparations, équipement d'un navire ou frais de cale ;
- m) salaires des capitaine, officiers ou hommes d'équipage ;
- n) débours du capitaine et ceux effectués par les chargeurs, les affréteurs et les agents pour le compte du navire ou de son propriétaire ;
- o) la propriété contestée d'un navire ;
- p) la copropriété d'un navire ou sa possession, ou son exploitation, ou les droits aux produits d'exploitation d'un navire en copropriété ;
- q) toute hypothèque maritime et tout mort-gage.

6. Au Danemark, l'expression « saisie judiciaire » couvre, en ce qui concerne les créances maritimes visées sous o) et p) ci-dessus, le *forbud* pour autant que cette procédure soit la seule admise en l'espèce par les articles 646 à 653 de la loi sur la procédure civile (*Lov om rettens pleje*).

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 37

Le secrétaire général du Conseil des Communautés européennes remet aux gouvernements du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord une copie certifiée conforme de la convention de 1968 et du protocole de 1971, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise.

Les textes de la convention de 1968 et du protocole de 1971, établis en langue anglaise, en langue danoise et en langue irlandaise sont annexés à la présente convention (*). Les textes établis en langue anglaise, en langue danoise et en langue irlandaise font foi dans les mêmes conditions que les textes originaux de la convention de 1968 et du protocole de 1971.

Article 38

La présente convention sera ratifiée par les États signataires. Les instruments de ratification seront

déposés auprès du secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Article 39

La présente convention entrera en vigueur, dans les rapports entre les États qui l'auront ratifiée, le premier jour du troisième mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification par les États membres originaires de la Communauté et un nouvel État membre.

Elle entrera en vigueur, pour chaque nouvel État membre ratifiant postérieurement, le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de son instrument de ratification.

Article 40

Le secrétaire général du Conseil des Communautés européennes notifiera aux États signataires :

- a) le dépôt de tout instrument de ratification ;
- b) les dates d'entrée en vigueur de la présente convention pour les États contractants.

Article 41

La présente convention, rédigée en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue anglaise, en langue danoise, en langue française, en langue irlandaise, en langue italienne et en langue néerlandaise, les sept textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du secrétariat du Conseil des Communautés européennes. Le secrétaire général en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des États signataires.

(*) Voir pages 17, 36 et 55 du présent Journal officiel.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne konvention.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Übereinkommen gesetzt.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have affixed their signatures below this Convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas de la présente convention.

Dá fhianú sin, cuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an gCoinbhinsiún seo.

In fede di che, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce alla presente convenzione.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Verdrag hebben gesteld.

Udfærdiget i Luxembourg, den niende oktober nitten hundrede og otteoghalvfjerds.

Geschehen zu Luxemburg am neunten Oktober neunzehnhundertachtundsiebzig.

Done at Luxembourg on the ninth day of October in the year one thousand nine hundred and seventy-eight.

Fait à Luxembourg, le neuf octobre mil neuf cent soixante-dix-huit.

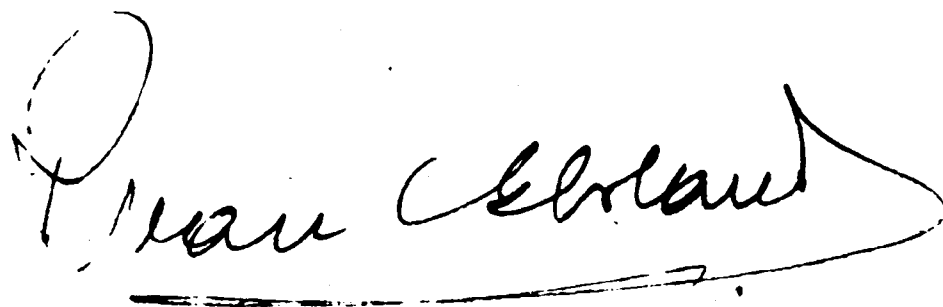
Arna dhéanamh i Lucsamburg, an naoú lá de Dheireadh Fómhair sa bhliain míle naoi gcéad seachtó a hocht.

Fatto a Lussemburgo, addì nove ottobre millenovecentosettantotto.

Gedaan te Luxemburg, de negende oktober negentienhonderd achtenzeventig.

Pour Sa Majesté le roi des Belges

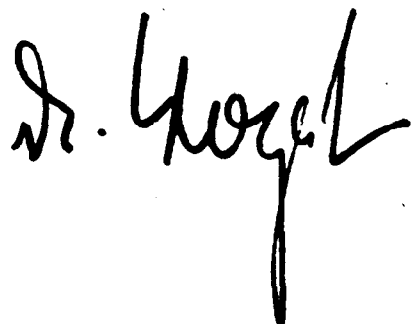
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Jean-Claude", with a long horizontal stroke extending to the right.

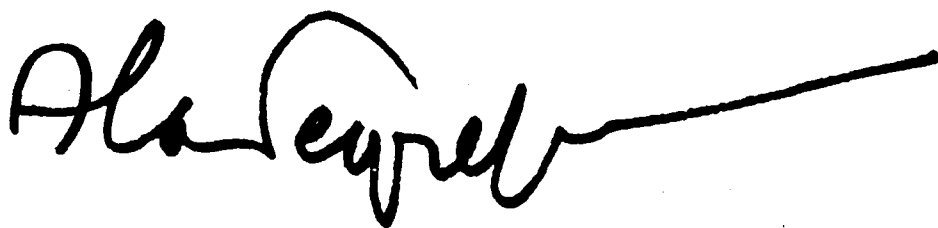
For Hendes Majestæt Danmarks Dronning

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Nathalie Lind", with a long horizontal stroke extending to the right.

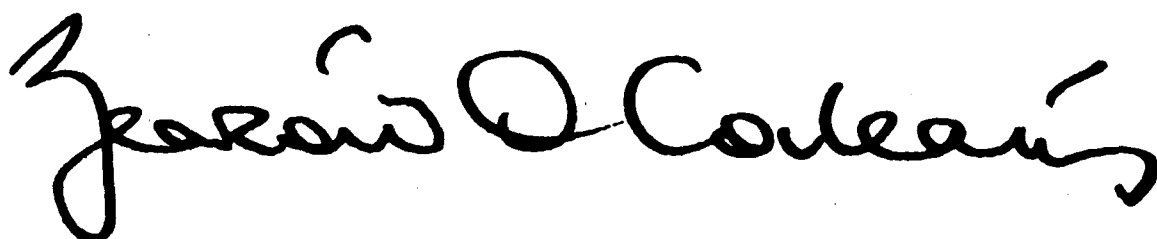
Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Dr. Hoyer", with a long horizontal stroke extending to the right.

Pour le président de la République française

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Alain Lequer", with a long horizontal stroke extending to the right.

Thar ceann Uachtarán na hÉireann

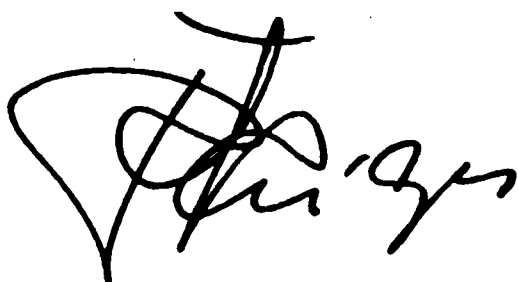
A handwritten signature in black ink, appearing to read "Seán O'Connell", with a long horizontal stroke extending to the right.

Per il presidente della Repubblica italiana

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sandro Pertini', written in a cursive style.

✓

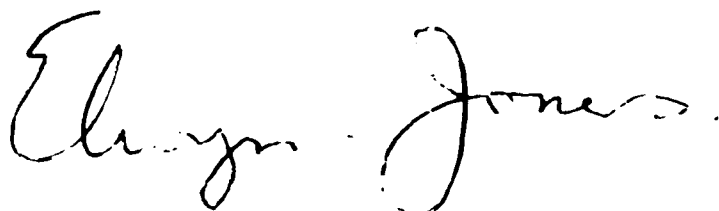
Pour Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean', written in a cursive style.

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Beatrix', written in a cursive style.

For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Elizabeth Jones', written in a cursive style.

KONVENTION

om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handelssager

PRÆAMBEL

DE HØJE KONTRAHERENDE PARTER I TRAKTATEN OM OPRETTELSE AF DET EUROPÆISKE ØKONOMISKE FÆLLESSKAB HAR —

i ønsket om at gennemføre bestemmelserne i artikel 220 i nævnte traktat, hvorefter de har forpligtet sig til at tilvejebringe en forenkling af formaliteterne vedrørende gensidig anerkendelse og fuldbyrdelse af retsafgørelser,

i bestræbelserne for inden for Fællesskabet at styrke retsbeskyttelsen for de der bosiddende personer, og

ud fra den betragtning, at det med henblik herpå er nødvendigt at fastlægge deres retters internationale kompetence, at lette anerkendelsen af retsafgørelser og at indføre en hurtig procedure for at sikre fuldbyrdelsen af sådanne afgørelser samt af officielt bekræftede dokumenter og retsforlig —

vedtaget at indgå denne konvention og har med dette mål for øje udpeget som befuldmægtigede:

HANS MAJESTÆT BELGIERNES KONGE:

Pierre HARMEL,
udenrigsminister;

PRÆSIDENTEN FOR FORBUNDSREPUBLIKKEN TYSKLAND:

Willy BRANDT,
vicekansler, udenrigsminister;

PRÆSIDENTEN FOR DEN FRANSKE REPUBLIK:

Michel DEBRÉ,
udenrigsminister;

PRÆSIDENTEN FOR DEN ITALIENSKE REPUBLIK:

Giuseppe MEDICI,
udenrigsminister;

HANS KONGELIGE HØJHED STORHERTUGEN AF LUXEMBOURG:

Pierre GRÉGOIRE,
udenrigsminister;

HENDES MAJESTÆT DRONNINGEN AF NEDERLANDENE:

J.M.A.H. LUNS,
udenrigsminister;

SOM, FORSAMLET I RADET, efter at have udvekslet deres fuldmagter og fundet dem i god og behørig form,

ER BLEVET ENIGE OM FØLGENDE BESTEMMELSER:

AFSNIT I

ANVENDELSESOMRÅDE

Artikel 1

Denne konvention finder anvendelse på borgerlige sager, herunder handelssager, uanset domsmyndighedens art.

Den finder ikke anvendelse på:

1. fysiske personers retlige status samt deres rets- og handleevne, formueforholdet mellem ægtefæller samt arv efter loven eller testamente;
2. konkurs, akkord og andre lignende ordninger;
3. social sikring;
4. voldgift.

AFSNIT II

KOMPETENCE

Afdeling 1

Almindelige bestemmelser

Artikel 2

Med forbehold af bestemmelserne i denne konvention skal personer, der har bopæl på en kontraherende stats område, uanset deres nationalitet, sagsøges ved retterne i denne stat.

Personer, som ikke er statsborgere i den stat, hvor de har bopæl, er undergivet de kompetenceregler, der gælder for landets egne statsborgere.

Artikel 3

Personer, der har bopæl på en kontraherende stats område, kan kun sagsøges ved retterne i en anden

kontraherende stat i medfør af de regler, der er fastsat i afdeling 2-6 i dette afsnit.

I særdeleshed kan følgende bestemmelser ikke gøres gældende imod dem:

- i Belgien: artikel 15 i Borgerlig Lovbog (Code civil) og bestemmelserne i artikel 52, 52 bis og 53 i værnetingsloven af 25. marts 1976 (loi sur la compétence);
- Forbundsrepublikken Tyskland: artikel 23 i civilprocesloven (Zivilprozeßordnung);
- i Frankrig: artikel 14 og 15 i Borgerlig Lovbog (Code civil);
- i Italien: artikel 2 og artikel 4, nr. 1 og 2, i civilprocesloven (Codice di procedura civile);
- i Luxembourg: artikel 14 og 15 i Borgerlig Lovbog (Code civil);
- i Nederlandene: artikel 126, stk. 3, og artikel 127 i civilprocesloven (Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering).

Artikel 4

Såfremt sagsøgte ikke har bopæl på en kontraherende stats område, afgøres retternes kompetence i hver enkelt kontraherende stat efter statens egen lovgivning, dog med forbehold af bestemmelserne i artikel 16.

Over for en sagsøgt, der ikke har bopæl på en kontraherende stats område, kan enhver, der har bopæl på en kontraherende stats område, uanset sin nationalitet, i lighed med landets egne statsborgere påberåbe sig de kompetenceregler, som gælder der, herunder navnlig de regler, der er nævnt i artikel 3, stk. 2.

Afdeling 2

Specielle kompetenceregler

Artikel 5

En person, der har bopæl på en kontraherende stats område, kan sagsøges i en anden kontraherende stat:

1. i sager om kontraktforhold, ved retten på det sted, hvor den forpligtelse, der ligger til grund for sagen, er opfyldt eller skal opfyldes;
2. i sager om underholdspligt, ved retten på det sted, hvor den berettigede har sin bopæl eller sit sædvanlige opholdssted;
3. i sager om erstatning uden for kontrakt, ved retten på det sted, hvor skadetilføjelsen er foregået;
4. i sager, i hvilke der påstås erstatning eller genoprettelse af en tidligere tilstand i anledning af en strafbar handling, ved den ret, hvor straffesagen er anlagt, såfremt denne ret i henhold til den nationale lovgivning kan påkende borgerlige krav;
5. i sager vedrørende driften af en filial, et agentur eller en lignende virksomhed, ved retten på det sted, hvor virksomheden er beliggende.

Artikel 6

En person, der har bopæl på en kontraherende stats område, kan endvidere sagsøges:

1. såfremt der er flere sagsøgte, ved retten i den retskreds, hvor en af de sagsøgte har bopæl;
2. som tredjemand i sager om opfyldelse af en forpligtelse eller ved intervention, ved den ret, hvor den oprindelige sag er anlagt, medmindre denne kun er anlagt for at unddrage sagsøgte hans almindelige værneting;
3. i sager om modfordringer, der udspringer af den samme kontrakt eller det samme forhold, som hovedfordringen støttes på, ved den ret hvor sagen om hovedfordringen er indbragt.

Afdeling 3

Kompetence i forsikringssager

Artikel 7

I forsikringssager afgøres kompetencen efter bestemmelserne i denne afdeling, dog med forbehold af artikel 4 og artikel 5, nr. 5.

Artikel 8

En forsikringsgiver, der har bopæl på en kontraherende stats område, kan sagsøges enten ved retterne i denne stat eller i en anden kontraherende stat ved retten på det sted, hvor forsikringstageren har bopæl, eller i tilfælde, hvor flere forsikringsgivere er sagsøgt, ved retterne i en kontraherende stat, hvor en af de sagsøgte har bopæl.

Såfremt den lovgivning, der gælder for vedkommende ret, indeholder bestemmelser om en sådan kompe-

tence, kan forsikringsgiveren endvidere i en anden kontraherende stat end den, hvor han har bopæl, sagsøges ved retten i den kreds, hvor den person, som har formidlet afslutningen af forsikringsaftalen, har bopæl, når denne bopæl er anført i forsikringspolice eller forsikringsbegæringen.

En forsikringsgiver, som uden at have bopæl på en kontraherende stats område, har en filial eller et agentur i en af disse stater, anses for at have bopæl på denne stats område i sager vedrørende driften af den pågældende filial eller det pågældende agentur.

Artikel 9

I sager om ansvarsforsikring eller forsikring af fast ejendom kan forsikringsgiveren endvidere sagsøges ved retten på det sted, hvor skadetilføjelsen er foregået. Det samme gælder, når fast ejendom og løsøre er omfattet af samme forsikringsaftale og genstand for samme skadestilfælde.

Artikel 10

I sager om ansvarsforsikring kan forsikringsgiveren endvidere sagsøges ved den ret, hvor skadelidte har anlagt sag mod den sikrede, såfremt den lovgivning, der gælder for denne ret, indeholder hjemmel dertil.

Bestemmelserne i artikel 7, 8 og 9 finder anvendelse i tilfælde, hvor skadelidte anlægger sag direkte mod forsikringsgiveren, såfremt der er hjemmel for et direkte sagsanlæg.

Såfremt lovgivningen om et sådant direkte sagsanlæg indeholder hjemmel til at inddrage forsikringstageren eller den sikrede i sagen, er den samme ret også kompetent i forhold til disse personer.

Artikel 11

Med forbehold af bestemmelserne i artikel 10, stk. 3, kan forsikringsgiveren kun anlægge sag ved retterne i den kontraherende stat, på hvis område sagsøgte har bopæl, hvad enten sagsøgte er forsikringstager, sikret eller begunstiget.

Bestemmelserne i denne afdeling berører ikke retten til at fremsætte modfordringer ved den ret, der behandler det oprindelige krav i overensstemmelse med bestemmelserne i denne afdeling.

Artikel 12

Bestemmelserne i denne afdeling kan kun fraviges ved aftale:

1. såfremt denne er indgået, efter at tvisten er opstået, eller

2. såfremt aftalen giver forsikringstageren, den sikrede eller den begunstigede ret til at anlægge sag ved andre retter end dem, der er nævnt i denne afdeling, eller
3. såfremt aftalen er indgået mellem en forsikringstager og en forsikringsgiver, der har bopæl i samme kontraherende stat, med det formål, at retterne i denne stat skal være kompetente også i tilfælde af, at skadetilføjelsen er foregået i udlandet, medmindre en sådan aftale ikke er tilladt efter lovgivningen i den pågældende stat.

Afdeling 4

Kompetence ved visse former for kreditkøb og lån

Artikel 13

I sager om køb om løseregenstande, hvor købesummen skal betales i rater, eller om lån, der skal tilbagebetales i rater og er direkte bestemt til finansiering af køb af sådanne genstande, afgøres kompetencen efter bestemmelserne i denne afdeling, dog med forbehold af artikel 4 og artikel 5, nr. 5.

Artikel 14

En sælger eller en långiver, der har bopæl på en kontraherende stats område, kan sagsøges enten ved retterne i den pågældende stat, eller ved retterne i den kontraherende stat, på hvis område køberen eller låntageren har bopæl.

Sælgeren kan kun anlægge sag mod køberen, og långiveren kan kun anlægge sag mod låntageren, ved retterne i den stat, på hvis område sagsøgte har bopæl.

Disse bestemmelser berører ikke retten til at fremsætte modfordringer ved den ret, der behandler det oprindelige krav i overensstemmelse med bestemmelserne i denne afdeling.

Artikel 15

Bestemmelserne i denne afdeling kan kun fraviges ved aftale:

1. såfremt denne er indgået efter at tvisten er opstået, eller
2. såfremt aftalen giver køberen eller låntageren ret til at anlægge sag ved andre retter end dem, der er nævnt i denne afdeling, eller
3. såfremt aftalen er indgået mellem en køber og en sælger eller mellem en låntager og en långiver, der har bopæl eller sædvanligt opholdssted i samme

kontraherende stat, og aftalen tillægger retterne i denne stat kompetence, medmindre en sådan aftale ikke er tilladt efter lovgivningen i den pågældende stat.

Afdeling 5

Enekompetence

Artikel 16

Enekompetente, uden hensyn til bopæl, er:

1. i sager om rettigheder over fast ejendom samt om leje eller forpagtning af fast ejendom, retterne i den kontraherende stat, hvor ejendommen er beliggende;
2. i sager om gyldighed, ugyldighed eller opløsning af selskaber eller juridiske personer, der har deres hjemsted på en kontraherende stats område, eller om beslutninger truffet af disses organer, retterne i den pågældende stat;
3. i sager om gyldigheden af indførelse i offentlige registre, retterne i den kontraherende stat, på hvis område registrene føres;
4. i sager om registrering eller gyldighed af patenter, varemærker, mønstre og modeller samt andre lignende rettigheder, der medfører deponering eller registrering, retterne i den kontraherende stat, på hvis område der er ansøgt om deponering eller registrering, eller hvor deponering eller registrering er foretaget eller ifølge bestemmelserne i en international konvention anses for at være foretaget;
5. i sager om fuldbyrdelse af retsafgørelser, retterne i den kontraherende stat, hvor fuldbyrdelsesstedet er beliggende.

Afdeling 6

Aftaler om kompetence

Artikel 17

Såfremt parterne i tilfælde, hvor mindst én af dem har bopæl på en kontraherende stats område, ved en skriftlig aftale eller ved en mundtlig aftale, der er skriftligt bekræftet, har vedtaget, at en ret eller retterne i en kontraherende stat skal være kompetente til at påkende allerede opståede tvister eller fremtidige tvister i anledning af et bestemt retsforhold, er alene denne ret eller retterne i den pågældende stat kompetente.

Aftaler om retternes kompetence er ugyldige, såfremt de strider mod bestemmelserne i artikel 12 og 15, eller såfremt de udelukker kompetencen for de retter, som i medfør af artikel 16 er enekompetente.

Såfremt aftalen om retternes kompetence kun er indgået til fordel for én af parterne, bevarer denne retten til at anlægge sag ved enhver anden ret, der er kompetent efter denne konvention.

Artikel 18

For så vidt retten i en kontraherende stat ikke allerede er kompetent i medfør af andre bestemmelser i denne konvention, bliver den kompetent, når sagsøgte giver møde for den. Denne regel finder ikke anvendelse, såfremt sagsøgte kun giver møde for at bestride rettens kompetence, eller såfremt en anden ret i medfør af artikel 16 er enekompetent.

Afdeling 7

Prøvelse af kompetencen og af sagens antagelse til påkendelse

Artikel 19

En ret i en kontraherende stat, for hvilken der som det væsentligste indbringes en retsvist, der i medfør af artikel 16 henhører under en i en anden kontraherende stat beliggende rets enekompetence, skal på embeds vegne erklære sig inkompetent.

Artikel 20

Såfremt en sagsøgt, der har bopæl på en kontraherende stats område, er sagsøgt ved en ret i en anden kontraherende stat, men ikke giver møde, skal den pågældende ret på embeds vegne erklære sig inkompetent, såfremt den ikke er kompetent efter reglerne i denne konvention.

Retten skal udsætte påkendelsen, indtil det er fastslået, at sagsøgte har haft mulighed for at modtage sagens indledende processkrift i så god tid, at han har kunnet varetage sine interesser under sagen, eller at alle hertil fornødne foranstaltninger har været truffet.

Bestemmelserne i artikel 15 i Haager-konventionen af 15. november 1965 om forkyndelse i udlandet af retslige og udenretslige dokumenter i sager om civile eller kommercielle spørgsmål træder i stedet for bestemmelserne i foregående stykke, såfremt det indledende processkrift i sagen skal fremsendes i medfør af nævnte konvention.

Afdeling 8

Litispændens og indbyrdes sammenhængende krav

Artikel 21

Såfremt krav, der har samme genstand og hviler på samme grundlag, fremsættes mellem de samme parter

for retter i forskellige kontraherende stater, skal enhver anden ret end den, ved hvilken sagen først er anlagt, på embeds vegne erklære sig inkompetent til fordel for denne ret.

Den ret, som herefter skulle erklære sig inkompetent, kan udsætte afgørelsen, såfremt den anden rets kompetence bestrides.

Artikel 22

Såfremt krav, som er indbyrdes sammenhængende, fremsættes for retter i forskellige kontraherende stater, og sagerne verserer for disse retter i første instans, kan enhver anden ret end den, ved hvilken sagen først er anlagt, udsætte afgørelsen.

Denne ret kan ligeledes på begæring af en af parterne erklære sig inkompetent, forudsat at dens lovgivning tillader forening af indbyrdes sammenhængende krav, og at den ret, ved hvilken sagen først er anlagt, er kompetent til at påkende begge krav.

Ved indbyrdes sammenhængende krav forstås i denne artikel krav, der er så snævert forbundne, at det er ønskeligt at behandle og påkende dem samtidigt for at undgå uforenelige afgørelser i tilfælde af, at kravene blev påkendt hver for sig.

Artikel 23

Såfremt kravene henhører under flere retters enekompetence, skal enhver anden ret, end den ved hvilken sagen først er anlagt, erklære sig inkompetent til fordel for denne ret.

Afdeling 9

Foreløbige, herunder sikrende retsmidler

Artikel 24

De foreløbige, herunder sikrende retsmidler, der er fastsat i en kontraherende stats lovgivning, kan kræves anvendt af den pågældende stats retslige myndigheder, selv om en ret i en anden kontraherende stat i medfør af denne konvention er kompetent til at påkende sagens realitet.

AFSNIT III

ANERKENDELSE OG FULDBYRDELSE

Artikel 25

I denne konvention forstås ved »retsafgørelse« enhver afgørelse truffet af en ret i en kontraherende stat,

uanset hvorledes den betegnes, såsom dom, kendelse eller fuldbyrdelsesordre, herunder justitssekretærens fastsættelse af sagsomkostninger.

Afdeling 1

Anerkendelse

Artikel 26

Retsafgørelser, der er truffet i en kontraherende stat, skal anerkendes i de øvrige kontraherende stater, uden at der stilles krav om anvendelse af en særlig fremgangsmåde.

Bestrides et krav, kan en berettiget part, der som det væsentligste påberåber sig anerkendelsen, efter fremgangsmåden i afdeling 2 og 3 i dette afsnit få fastslået, at retsafgørelsen skal anerkendes.

Gøres anerkendelsen gældende under en verserende sag ved en ret i en kontraherende stat, og har anerkendelsen betydning for afgørelsen, er denne ret kompetent til at afgøre spørgsmålet om anerkendelse.

Artikel 27

En retsafgørelse kan ikke anerkendes:

1. såfremt en anerkendelse vil stride mod grundlæggende retsprincipper i den stat, som begæringen rettes til;
2. såfremt det indledende processkrift i sagen ikke forskriftsmæssigt er blevet forkyndt for eller meddelt den udeblevne sagsøgte i så god tid, at han har kunnet varetage sine interesser under sagen;
3. såfremt afgørelsen er uforenelig med en afgørelse mellem de samme parter truffet i den stat, som begæringen rettes til;
4. såfremt retten i domsstaten ved sin afgørelse har afgjort et præjudicielt spørgsmål om fysiske persons retlige status eller deres rets- og handleevne, om formueforholdet mellem ægtefæller eller om arv efter loven eller testamente i modstrid med en bestemmelse i den internationale privatret i den stat, som begæringen rettes til, medmindre afgørelsen fører til samme resultat som i det tilfælde, hvor bestemmelserne i sidstnævnte stats internationale privatret havde været anvendt.

Artikel 28

En retsafgørelse kan endvidere ikke anerkendes, såfremt bestemmelserne i afsnit II, afdeling 3, 4 og 5, er tilsidesat, eller der foreligger tilfælde, som omfattes af artikel 59.

Ved prøvelsen af de i foranstående stykke nævnte kompetenceregler er den myndighed, som begæringen rettes til, bundet af de faktiske omstændigheder, på hvilke retten i domsstaten har støttet sin kompetence.

Med forbehold af bestemmelserne i stk. 1 kan kompetencen for retterne i domsstaten ikke efterprøves; kompetencereglerne er ikke omfattet af de i artikel 27, nr. 1, omhandlede grundlæggende retsprincipper.

Artikel 29

Den udenlandske retsafgørelse kan i intet tilfælde efterprøves med hensyn til sagens realitet.

Artikel 30

Gøres anerkendelse af en afgørelse, der er truffet i en kontraherende stat, gældende ved en ret i en anden kontraherende stat, kan denne udsætte sagen, såfremt afgørelsen er blevet anfægtet ved ordinær appel eller genoptagelse.

Afdeling 2

Fuldbyrdelse

Artikel 31

De i en kontraherende stat trufne retsafgørelser, som er eksigible i den pågældende stat, kan fuldbyrdes i en anden kontraherende stat, når de på begæring af en berettiget part er forsynet med fuldbyrdelsespåtegning i sidstnævnte stat.

Artikel 32

Begæringen skal fremsættes:

- i Belgien, over for »tribunal de première instance« eller »rechtbank van eerste aanleg«;
- i Forbundsrepublikken Tyskland, over for formanden for et »Kammer des Landgerichts«;
- i Frankrig, over for præsidenten for »tribunal de grande instance«;
- i Italien, over for »corte d'appello«;
- i Luxembourg, over for præsidenten for »tribunal d'arrondissement«;
- i Nederlandene, over for præsidenten for »arrondissementsrechtbank«.

Rettens stedlige kompetence afgøres efter den parts bopæl, mod hvem fuldbyrdelsen begæres. Såfremt

denne part ikke har bopæl på den stats område, som begæringen rettes til, er stedet for fuldbyrdelsen afgørende for kompetencen.

Artikel 33

Fremgangsmåden ved fremsættelse af begæringen afgøres efter lovgivningen i den stat, som begæringen rettes til.

Den, som fremsætter begæringen, skal vælge en processuel bopæl i retskredsen for den ret, som begæringen er indgivet til. Såfremt lovgivningen i den stat, som begæringen rettes til, ikke har regler om et sådant valg af bopæl, skal den, som fremsætter begæringen, udpege en procesfuldmægtig.

De dokumenter, som er nævnt i artikel 46 og 47, skal vedlægges begæringen.

Artikel 34

Den ret, som behandler begæringen, skal træffe sin afgørelse snarest muligt, uden at den part, mod hvem fuldbyrdelsen begæres, på dette tidspunkt af sagens behandling kan fremsætte bemærkninger over for retten.

Begæringen kan kun afslås af en af de i artikel 27 og 28 anførte grunde.

Den udenlandske afgørelse kan i intet tilfælde efterprøves med hensyn til sagens realitet.

Artikel 35

Justitssekretæren drager omsorg for, at den, der har fremsat begæringen, straks og på den måde, der er foreskrevet i lovgivningen i den stat, begæringen er rettet til, får underretning om den afgørelse, der er truffet vedrørende begæringen.

Artikel 36

Såfremt fuldbyrdelse tillades, kan den part, mod hvem fuldbyrdelsen begæres, anfægte afgørelsen ved appel eller genoptagelse inden en måned efter, at afgørelsen er forkyndt.

Såfremt den pågældende part har bopæl i en anden kontraherende stat end den, hvor afgørelsen, der tillader fuldbyrdelse, er truffet, er fristen for appel eller genoptagelse to måneder og løber fra den dag, hvor afgørelsen er blevet forkyndt for ham personligt eller på hans bopæl. Denne frist kan ikke forlænges på grund af afstanden.

Artikel 37

Appel skal ske, og begæring om genoptagelse skal indgives i overensstemmelse med reglerne om kontradiktorisk procedure:

- i Belgien, til »tribunal de première instance« eller »rechtbank van eerste aanleg«;
- i Forbundsrepublikken Tyskland, til »Oberlandesgericht«;
- i Frankrig, til »cour d'appel«;
- i Italien, til »corte d'appello«;
- i Luxembourg, til »Cour supérieure de Justice« som appellinstans i borgerlige sager;
- i Nederlandene, til »arrondissementsrechtbank«.

Afgørelsen i appel- eller genoptagelsessagen kan kun anfægtes ved en kassationsappel og i Forbundsrepublikken Tyskland ved en »Rechtsbeschwerde«.

Artikel 38

Den ret, der behandler appel- eller genoptagelsessagen, kan efter begæring fra den part, som har indbragt sagen, udsætte sin afgørelse, såfremt den udenlandske afgørelse i domsstaten er anfægtet ved ordinær appel eller genoptagelse, eller såfremt fristen herfor endnu ikke er udløbet; i sidstnævnte tilfælde kan retten fastsætte en frist for iværksættelse af appel eller indgivelse af begæring om genoptagelse.

Den pågældende ret kan endvidere gøre fuldbyrdelsen betinget af, at der stilles en sikkerhed, som fastsættes af retten.

Artikel 39

Så længe den i artikel 36 fastsatte frist for appel eller genoptagelse ikke er udløbet, og så længe der ikke er truffet afgørelse i appel- eller genoptagelsessagen, kan der kun anvendes sikrende retsmidler vedrørende den parts formuegoder, mod hvem fuldbyrdelsen begæres.

Den afgørelse, der tillader fuldbyrdelse, giver også hjemmel til at anvende sådanne retsmidler.

Artikel 40

Såfremt begæringen afslås, kan ansøgeren appellere eller indgive begæring om genoptagelse:

- i Belgien, til »cour d'appel« eller »hof van beroep«;

- i Forbundsrepublikken Tyskland, til »Oberlandesgericht«;
- i Frankrig, til »cour d'appel«;
- i Italien, til »corte d'appello«;
- i Luxembourg, til »Cour supérieure de Justice« som appelinstans i borgerlige sager;
- i Nederlandene, til »gerechtshof«.

Den part, mod hvem fuldbyrdelsen begæres, skal tilsiges til at give møde ved den ret, for hvilken appel- eller genoptagelsessagen er indbragt. Såfremt han ikke giver møde, finder bestemmelserne i artikel 20, stk. 2 og 3, anvendelse, selv om den pågældende part ikke har bopæl på en kontraherende stats område.

Artikel 41

Den afgørelse, der træffes i den i artikel 40 nævnte appel- eller genoptagelsessag, kan kun anfægtes ved en kassationsappel og i Forbundsrepublikken Tyskland ved en »Rechtsbeschwerde«.

Artikel 42

Såfremt der ved den udenlandske afgørelse er taget stilling til flere krav, og fuldbyrdelse ikke kan tillades for så vidt angår dem alle, skal retten tillade fuldbyrdelse af et eller flere af dem.

Den, som fremsætter begæringen, kan begære delvis fuldbyrdelse.

Artikel 43

Udenlandske retsafgørelser, hvorved der fastsættes en tvangsbøde, er kun eksigible i den stat, som begæringen rettes til, såfremt bødens størrelse er endeligt fastsat af retterne i domsstaten.

Artikel 44

Har den, som fremsætter begæringen, haft fri proces i den stat, hvor afgørelsen er truffet, er han uden videre berettiget til fri proces i forbindelse med den i artikel 32-35 omhandlede fremgangsmåde.

Artikel 45

Det kan ikke pålægges den part, som i en kontraherende stat begærer fuldbyrdelse af en retsafgørelse, der er truffet i en anden kontraherende stat, at stille sikkerhed eller depositum af nogen art med den begrundelse, at han er udlænding eller ikke har bopæl eller ophold i det pågældende land.

Afdeling 3

Fælles bestemmelser

Artikel 46

Den part, der søger anerkendelse af en retsafgørelse eller begærer fuldbyrdelse af en sådan, skal fremlægge:

1. en genpart af afgørelsen, der opfylder de nødvendige betingelser med hensyn til godtgørelse af dens ægthed;
2. hvor det drejer sig om en udeblivelsesdom, det originale dokument eller en bekræftet genpart, hvoraf det fremgår, at det indledende processkrift i sagen er blevet forkyndt for eller meddelt den udeblevne part.

Artikel 47

Den part, der begærer fuldbyrdelse, skal endvidere fremlægge:

1. et dokument, hvoraf det fremgår, at retsafgørelsen efter domsstatens lovgivning er eksigibel og er forkyndt;
2. i givet fald et dokument, der godtgør, at der er meddelt ansøgeren fri proces i domsstaten.

Artikel 48

Såfremt de i artikel 46, nr. 2, og artikel 47, nr. 2, nævnte dokumenter ikke fremlægges, kan retten fastsætte en frist for deres tilvejebringelse eller anerkende tilsvarende dokumenter eller, såfremt den anser sagen for tilstrækkeligt oplyst, fritage for kravet om en sådan fremlæggelse.

Såfremt retten kræver det, skal der foretages en oversættelse af dokumenterne; oversættelsen skal bekræftes af en person, der er bemyndiget hertil i en af de kontraherende stater.

Artikel 49

Der kræves ingen legalisering eller opfyldelse af tilsvarende formalitet med hensyn til de i artikel 46, 47 og artikel 48, andet afsnit, nævnte dokumenter eller eventuelle procesfuldmagter.

AFSNIT IV

OFFICIELT BEKRÆFTEDE DOKUMENTER OG RETSFORLIG

Artikel 50

Officielt bekræftede dokumenter, der er udstedt og eksigible i en kontraherende stat, skal efter begæring

forsynes med fuldbyrdelsespåtegning i en anden kontraherende stat i overensstemmelse med den i artikel 31 og følgende fastsatte fremgangsmåde. Begæringen kan kun afslås, såfremt en fuldbyrdelse af det officielt bekræftede dokument vil stride mod grundlæggende retsprincipper i den stat, som begæringen rettes til.

Det fremlagte dokument skal med hensyn til godtgørelse af dets ægthed opfylde de betingelser, der stilles i den stat, hvor dokumentet er udstedt.

Bestemmelserne i afsnit III, afdeling 3, finder anvendelse i givet fald.

Artikel 51

Forlig, der er indgået for retten under en retssag, og som er eksigible i den stat, hvor de er indgået, kan fuldbyrdes i den stat, som begæringen rettes til, på samme betingelser som officielt bekræftede dokumenter.

AFSNIT V

ALMINDELIGE BESTEMMELSER

Artikel 52

Ved afgørelsen af, om en part har en bopæl i den kontraherende stat, for hvis domstole sagen er indbragt, skal retten anvende denne stats interne lovgivning.

Har en part ikke bopæl i den stat, ved hvis retter sagen er anlagt, skal retten ved afgørelsen af, om parten har bopæl i en anden kontraherende stat, anvende sidstnævnte stats lovgivning.

Såfremt en parts bopæl efter lovgivningen i det land, hvor han er statsborger, afhænger af en anden persons bopæl eller en myndigheds hjemsted, skal denne stats lovgivning dog anvendes ved afgørelsen af, hvor parten har bopæl.

Artikel 53

Selskabers og juridiske personers hjemsted skal ved anvendelsen af denne konvention ligestilles med fysiske personers bopæl. Ved afgørelsen af, hvor dette hjemsted er beliggende, skal retten dog anvende de internationale privatretlige regler, som gælder for den.

AFSNIT VI

OVERGANGSBESTEMMELSER

Artikel 54

Bestemmelserne i denne konvention finder kun anvendelse på retssager, der er anlagt, og på officielt

bekræftede dokumenter, der er udstedt efter konventionens ikrafttræden.

Retsafgørelser, som er truffet efter denne konventions ikrafttrædelsesdato i sager, der er anlagt før dette tidspunkt, skal dog anerkendes og fuldbyrdes efter bestemmelserne i afsnit III, såfremt de anvendte kompetenceregler er i overensstemmelse med de regler, der er fastsat i afsnit II eller i en konvention, der, da sagen blev anlagt, var gældende mellem domsstaten og den stat, som begæringen er rettet til.

AFSNIT VII

FORHOLDET TIL ANDRE KONVENTIONER

Artikel 55

Med forbehold af bestemmelserne i artikel 54, stk. 2, og artikel 56 træder denne konvention, for så vidt angår de stater, der er parter i den, i stedet for følgende konventioner, der er indgået mellem to eller flere af disse stater:

- konventionen mellem Belgien og Frankrig om retternes kompetence samt gyldighed og fuldbyrdelse af retsafgørelser, voldgiftskendelser og officielt bekræftede dokumenter, undertegnet i Paris den 8. juli 1899;
- konventionen mellem Belgien og Nederlandene om retternes stedlige kompetence, om konkurs samt om gyldighed og fuldbyrdelse af retsafgørelser, voldgiftskendelser og officielt bekræftede dokumenter, undertegnet i Bruxelles den 28. marts 1925;
- konventionen mellem Frankrig og Italien om fuldbyrdelse af domme i civile og kommercielle sager, undertegnet i Rom den 3. juni 1930;
- konventionen mellem Tyskland og Italien om anerkendelse og fuldbyrdelse af retsafgørelser i civile og kommercielle sager, undertegnet i Rom den 9. marts 1936;
- konventionen mellem Forbundsrepublikken Tyskland og kongeriget Belgien om gensidig anerkendelse og fuldbyrdelse i civile og kommercielle sager af retsafgørelser, voldgiftskendelser og officielt bekræftede dokumenter, undertegnet i Bonn den 30. juni 1958;
- konventionen mellem kongeriget Nederlandene og Den italienske Republik om anerkendelse og fuldbyrdelse af retsafgørelser i civile og kommercielle sager, undertegnet i Rom den 17. april 1959;
- konventionen mellem kongeriget Belgien og Den italienske Republik om anerkendelse og fuldbyrdelse af retsafgørelser og andre eksigible doku-

menter i civile og kommercielle sager, undertegnet i Rom den 6. april 1962;

- konventionen mellem kongeriget Nederlandene og Forbundsrepublikken Tyskland om gensidig anerkendelse og fuldbyrdelse af retsafgørelser og andre eksigible dokumenter i civile og kommercielle sager, undertegnet i Haag den 30. august 1962,

og for så vidt den er i kraft:

- traktaten mellem Belgien, Nederlandene og Luxembourg om retternes kompetence, om konkurs samt om gyldighed og fuldbyrdelse af retsafgørelser, voldgiftskendelser og officielt bekræftede dokumenter, undertegnet i Bruxelles den 24. november 1961.

Artikel 56

Den traktat og de konventioner, der er nævnt i artikel 55, bevarer deres gyldighed på de sagsområder, hvor denne konvention ikke finder anvendelse.

De bevarer ligeledes deres gyldighed for så vidt angår retsafgørelser, der er truffet, og officielt bekræftede dokumenter, der er udstedt før denne konventions ikrafttræden.

Artikel 57

Denne konvention berører ikke konventioner, som de kontraherende stater har tiltrådt eller vil tiltræde, og som på særlige områder fastsætter regler for retternes kompetence samt for anerkendelse og fuldbyrdelse af retsafgørelser.

Artikel 58

Bestemmelserne i denne konvention berører ikke rettigheder, der er indrømmet schweiziske statsborgere ved den mellem Frankrig og Det schweiziske Edsforbund den 15. juli 1869 indgåede konvention om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af domme i borgerlige sager.

Artikel 59

Denne konvention er ikke til hinder for, at en kontraherende stat inden for rammerne af en konvention om anerkendelse og fuldbyrdelse af domme over for en tredjestat forpligter sig til ikke at anerkende en retsafgørelse, som i en anden kontraherende stat er truffet mod en sagsøgt, der har sin bopæl eller sit sædvanlige opholdssted på denne tredjestats område, såfremt afgørelsen i et af de i artikel 4 nævnte tilfælde kun har kunnet støttes på en af de kompetenceregler, som er nævnt i artikel 3, andet afsnit.

AFSNIT VIII

AFSLUTTENDE BESTEMMELSER

Artikel 60

Denne konvention gælder for de kontraherende stater europæiske områder, for de franske oversøiske departementer og for de franske oversøiske territorier.

Kongeriget Nederlandene kan i forbindelse med undertegnelsen eller ratifikationen af denne konvention eller på ethvert senere tidspunkt ved en meddelelse til generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber erklære, at denne konvention skal gælde for Surinam og De nederlandske Antiller. Såfremt der ikke afgives en sådan erklæring med hensyn til De nederlandske Antiller, anses retssager, der verserer inden for kongerigets europæiske område som følge af en kassationsappel vedrørende afgørelser truffet af retterne på De nederlandske Antiller, som sager, der verserer for disse retter.

Artikel 61

Denne konvention skal ratificeres af signatarstaterne. Ratifikationsdokumenterne skal deponeres hos generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber.

Artikel 62

Denne konvention træder i kraft den første dag i den tredje måned, der følger efter deponeringen af det sidste ratifikationsdokument.

Artikel 63

De kontraherende stater anerkender, at enhver stat, som bliver medlem af Det europæiske økonomiske Fællesskab, skal erklære sig indforstået med, at denne konvention anvendes som grundlag for de forhandlinger, der er nødvendige for, mellem de kontraherende stater og den pågældende stat, at sikre gennemførelsen af artikel 220, sidste stykke, i traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab.

De nødvendige tilpasninger kan fastsættes i en særlig konvention mellem de kontraherende stater på den ene side og den pågældende stat på den anden side.

Artikel 64

Generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber giver signatarstaterne meddelelse om:

- a) deponeringen af ethvert ratifikationsdokument;
- b) datoen for denne konventions ikrafttræden;
- c) erklæringer modtaget i henhold til artikel 60, andet afsnit;
- d) erklæringer modtaget i henhold til artikel IV i protokollen;
- e) meddelelser i henhold til artikel VI i protokollen.

Artikel 65

Den protokol, der efter fælles aftale mellem de kontraherende stater er knyttet som bilag til denne konvention, udgør en integrerende del af konventionen.

Artikel 66

Denne konvention er indgået for ubegrænset tid.

Artikel 67

Enhver kontraherende stat kan fremsætte anmodning om ændring af denne konvention. I så fald indkalder formanden for Rådet for De europæiske Fællesskaber til en konference med henblik på ændring af konventionen.

Artikel 68

Denne konvention, udfærdiget i ét eksemplar på fransk, italiensk, nederlandsk og tysk, hvilke fire tekster har samme gyldighed, deponeres i arkiverne i sekretariat for Rådet for De europæiske Fællesskaber. Generalsekretæren fremsender en bekræftet genpart til hver af signatarstaternes regeringer.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne konvention.

Udfærdiget i Bruxelles, den syvogtyvende september nitten hundrede og otteogtres.

For Hans Majestæt belgiernes konge,

Pierre HARMEL

For præsidenten for Forbundsrepublikken Tyskland,

Willy BRANDT

For præsidenten for Den franske Republik,

Michel DEBRÉ

For præsidenten for Den italienske Republik,

Giuseppe MEDICI

For Hans kongelige Højhed storhertugen af Luxembourg,

Pierre GRÉGOIRE

For Hendes Majestæt dronningen af Nederlandene,

J.M.A.H. LUNS

PROTOKOL

De høje kontraherende parter er blevet enige om følgende bestemmelser, der knyttes som bilag til konventionen:

Artikel I

Enhver person, der har bopæl i Luxembourg, og som i henhold til artikel 5, nr. 1, sagsøges ved en ret i en anden kontraherende stat, kan gøre indsigelse mod den pågældende rets kompetence. Såfremt sagsøgte ikke giver måde, skal denne ret på embeds vegne erklære sig for inkompetent.

Enhver aftale om kompetence som nævnt i artikel 17 får kun gyldighed for en person, der har bopæl i Luxembourg, såfremt den pågældende udtrykkeligt og specielt har accepteret aftalen.

Artikel II

Med forbehold af mere gunstige nationale bestemmelser kan personer, der har bopæl i en kontraherende stat, og mod hvem der indledes retsforfølgning for en uagtsom lovovertrædelse ved retter kompetente i straffesager i en anden kontraherende stat, hvor de pågældende ikke er statsborgere, selv når de ikke personligt giver møde, til deres forsvar vælge personer, der er bemyndiget hertil.

Den ret, der behandler sagen, kan dog bestemme, at den pågældende skal give møde personligt; såfremt dette ikke sker, skal den afgørelse, der er truffet med hensyn til et borgerligt krav, uden at den pågældende har haft mulighed for at varetage sine interesser under sagen, ikke anerkendes eller fuldbyrdes i de øvrige kontraherende stater.

Artikel III

Ingen form for skat, afgift eller gebyr, som beregnes i forhold til sagens værdi, må i forbindelse med behandlingen af en begæring om fuldbyrdelsespåtegning opkræves i den stat, som begæringen rettes til.

Artikel IV

De inden- og udenretslige dokumenter, der udfærdiges inden for en kontraherende stats område, og som skal meddeles eller forkyndes for personer, der befinder sig inden for en anden kontraherende stats område, skal fremsendes i overensstemmelse med de

fremgangsmåder, der er fastsat ved konventioner eller aftaler indgået mellem de kontraherende stater.

Medmindre modtagerstaten ved en erklæring rettet til generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber modsætter sig dette, kan de pågældende dokumenter ligeledes fremsendes direkte af vedkommende offentligt godkendte personer i den stat, hvor dokumenterne er udfærdiget, til vedkommende offentligt godkendte personer i den stat, på hvis område dokumentets adressat befinder sig. I dette tilfælde fremsender vedkommende offentligt godkendte person i domsstaten en genpart af dokumentet til vedkommende offentligt godkendte person i den stat, begæringen rettes til, når den pågældende er kompetent til at aflevere det til adressaten. Denne aflevering sker efter de regler, der er foreskrevet i lovgivningen i den stat, som begæringen rettes til. Afleveringen bekræftes ved en attestation, som sendes direkte til vedkommende offentligt godkendte person i den stat, hvor dokumentet er udfærdiget.

Artikel V

Den i artikel 6, nr. 2, og artikel 10 fastsatte kompetence i sager om opfyldelse af en forpligtelse eller ved intervention kan ikke gøres gældende i Forbundsrepublikken Tyskland. I denne stat kan enhver, der har bopæl inden for en anden kontraherende stats område, inddrages i sagen i henhold til civilproceslovens artikel 68, 72, 73 og 74 vedrørende procesunderretning.

De retsafgørelser, der træffes i de øvrige kontraherende stater i medfør af artikel 6, nr. 2, og artikel 10, skal anerkendes og fuldbyrdes i Forbundsrepublikken Tyskland i overensstemmelse med afsnit III. De retsvirkninger, som domme, afsagt i Forbundsrepublikken Tyskland, har over for tredjemand i henhold til artikel 68, 72, 73 og 74 i civilprocesloven, skal ligeledes anerkendes i de andre kontraherende stater.

Artikel VI

De kontraherende stater skal meddele generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber teksterne til lovbestemmelser, som medfører ændringer enten med hensyn til de bestemmelser i deres lovgivning, der er nævnt i konventionen, eller med hensyn til de retter, der er anført i afsnit III, afdeling 2, i konventionen.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne protokol.

Udfærdiget i Bruxelles, den syvogtyvende september nitten hundrede og otteogtres.

For Hans Majestæt belgiernes konge,

Pierre HARMEL

For præsidenten for Forbundsrepublikken Tyskland,

Willy BRANDT

For præsidenten for Den franske Republik,

Michel DEBRÉ

For præsidenten for Den italienske Republik,

Giuseppe MEDICI

For Hans kongelige Højhed storhertugen af Luxembourg,

Pierre GRÉGOIRE

For Hendes Majestæt dronningen af Nederlandene,

J.M.A.H. LUNS

FÆLLESERKLÆRING

Regeringerne for kongeriget Belgien, Forbundsrepublikken Tyskland, Den franske Republik, Den italienske Republik, storhertugdømmet Luxembourg og kongeriget Nederlandene —

som på tidspunktet for undertegnelsen af konventionen om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handelssager,

ønsker at sikre en så effektiv gennemførelse som muligt af konventionens bestemmelser,

tilstræber at undgå, at forskellige fortolkninger af konventionens bestemmelser skal skade dens enhedskarakter, og

erkender, at der eventuelt kan opstå positive eller negative kompetencekonflikter ved konventionens anvendelse —

erklærer sig rede til:

1. at undersøge disse spørgsmål, og i særdeleshed at undersøge muligheden for at tillægge De europæiske Fællesskabers Domstol kompetence på visse områder, og i påkommende tilfælde indlede forhandlinger om en aftale med henblik herpå,
2. at etablere kontakter med regelmæssige mellemrum mellem deres repræsentanter.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne fælleserklæring.

Udfærdiget i Bruxelles, den syvogtyvende september nitten hundrede og otteogtres.

Pierre HARMEL

Willy BRANDT

Michel DEBRÉ

Giuseppe MEDICI

Pierre GRÉGOIRE

J.M.A.H. LUNS

PROTOKOL

vedrørende Domstolens fortolkning af konventionen af 27. september 1968 om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handelssager

DE HØJE KONTRAHERENDE PARTER I TRAKTATEN OM OPRETTELSE AF DET EUROPÆISKE ØKONOMISKE FÆLLESSKAB HAR —

under henvisning til den erklæring, der er knyttet som bilag til konventionen om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handelssager, undertegnet i Bruxelles den 27. september 1968 —

vedtaget at afslutte en protokol, ved hvilken der tillægges De europæiske Fællesskabers Domstol kompetence til at fortolke den nævnte konvention, og har med dette mål for øje udpeget som befuldmægtigede:

HANS MAJESTÆT BELGIERNES KONGE:

Alfons VRANCKX,
justitsminister;

PRÆSIDENTEN FOR FORBUNDSREPUBLIKKEN TYSKLAND:

Gerhard JAHN,
forbundsjustitsminister;

PRÆSIDENTEN FOR DEN FRANSKE REPUBLIK:

René PLEVEN,
seglbevarer,
justitsminister;

PRÆSIDENTEN FOR DEN ITALIENSKE REPUBLIK:

Erminio PENNACCHINI,
understatssekretær i justitsministeriet;

HANS KONGELIGE HØJHED STORHERTUGEN AF LUXEMBOURG:

Eugène SCHAUS,
justitsminister,
viceministerpræsident;

HENDES MAJESTÆT DRONNINGEN AF NEDERLANDENE:

C.H.F. POLAK,
justitsminister;

SOM, FORSAMLET I RÅDET, efter at have udvekslet deres fuldmagter og fundet dem i god og behørig form,

ER BLEVET ENIGE OM FØLGENDE BESTEMMELSER:

Artikel 1

De europæiske Fællesskabers Domstol har kompetence til at træffe afgørelse med hensyn til fortolkningen af konventionen om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handelssager, og af den til denne konvention som bilag knyttede protokol, undertegnet i Bruxelles den 27. september 1968, samt af nærværende protokol.

Artikel 2

Følgende retter kan anmode Domstolen om at træffe præjudiciel afgørelse vedrørende et fortolknings spørgsmål:

1. i Belgien: la Cour de Cassation — het Hof van Cassatie og le Conseil d'État — de Raad van State,
i Forbundsrepublikken Tyskland: die obersten Gerichtshöfe des Bundes,
i Frankrig: la Cour de Cassation og le Conseil d'État,
i Italien: la Corte Suprema di Cassazione,
i Luxembourg: la Cour supérieure de Justice i dens egenskab af kassationsret,
i Nederlandene: de Hoge Raad;
2. retterne i de kontraherende stater, såfremt de træffer afgørelse som appelinstant;
3. i de i konventionens artikel 37 anførte tilfælde, de i samme artikel nævnte retter.

Artikel 3

1. Såfremt et spørgsmål vedrørende fortolkningen af konventionen og de øvrige i artikel 1 nævnte tekster rejses under en retssag ved en i artikel 2, nr. 1, anført ret, skal denne ret, hvis den skønner, at en afgørelse af dette spørgsmål er nødvendig, for at den kan afsige dom, anmode Domstolen om at afgøre spørgsmålet.

2. Såfremt et sådant spørgsmål rejses ved en i artikel 2, nr. 2 og 3, anført ret, kan denne ret på de i stk. 1 fastsatte betingelser anmode Domstolen om at afgøre spørgsmålet.

Artikel 4

1. Den kompetente myndighed i en kontraherende stat kan anmode Domstolen om at udtale sig om et spørgsmål vedrørende fortolkningen af konventionen og de øvrige i artikel 1 nævnte tekster, såfremt afgørelser truffet af retter i denne stat er i modstrid

med den fortolkning, der er anlagt af Domstolen eller kommet til udtryk i en afgørelse truffet af en i artikel 2, nr. 1 og 2, nævnt ret i en anden kontraherende stat. Bestemmelserne i dette stykke gælder kun for retskraftige afgørelser.

2. Den fortolkning, som anlægges af Domstolen i anledning af en sådan anmodning, er uden virkning for de afgørelser, der har givet anledning til anmodningen om en fortolkning.

3. Det offentlige øverste repræsentant ved kassationsretterne i de kontraherende stater eller enhver anden myndighed udpeget af en kontraherende stat har kompetence til at anmode Domstolen om en fortolkning i henhold til stk. 1.

4. Justitssekretæren ved Domstolen giver meddelelse om anmodningen til de kontraherende stater, samt til Kommissionen og Rådet for De europæiske Fællesskaber, som inden to måneder fra denne meddelelse kan indgive indlæg eller andre skriftlige udtalelser til Domstolen.

5. Den i nærværende artikel fastlagte fremgangsmåde giver ikke anledning til hverken opkrævning eller godtgørelse af gebyrer og sagsomkostninger.

Artikel 5

1. Medmindre andet er bestemt i denne protokol, finder de bestemmelser i traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab og i den dertil knyttede protokol vedrørende statuten for Domstolen, der gælder ved Domstolens afgørelse af præjudicielle spørgsmål, tilsvarende anvendelse på fremgangsmåden ved fortolkning af konventionen og de øvrige i artikel 1 nævnte tekster.

2. Domstolens procesreglement tilpasses og suppleres om nødvendigt i henhold til artikel 188 i traktaten om oprettelse af Det europæiske økonomiske Fællesskab.

Artikel 6

Denne protokol gælder for de kontraherende staters europæiske områder, for de franske oversøiske departementer og for de franske oversøiske territorier.

Kongeriget Nederlandene kan i forbindelse med undertegnelsen eller ratifikationen af denne protokol eller på ethvert senere tidspunkt ved en meddelelse til generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber erklære, at denne protokol skal gælde for Surinam og De nederlandske Antiller.

Artikel 7

Denne protokol skal ratificeres af signatarstaterne. Ratifikationsdokumenterne skal deponeres hos generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber.

Artikel 8

Denne protokol træder i kraft den første dag i den tredje måned, der følger efter deponeringen af det sidste ratifikationsdokument. Den træder dog tidligst i kraft samtidig med konventionen af 27. september 1968 om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handels-sager.

Artikel 9

De kontraherende stater anerkender, at enhver stat, som bliver medlem af Det europæiske økonomiske Fællesskab, og på hvilken artikel 63 i konventionen om retternes kompetence og om fuldbyrdelsen af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handelssager, finder anvendelse, skal godkende bestemmelserne i denne protokol, med forbehold af de nødvendige tilpasninger.

Artikel 10

Generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber giver signatarstaterne meddelelse om:

- a) deponeringen af ethvert ratifikationsdokument;
- b) datoen for denne protokols ikrafttræden;

c) erklæringer modtaget i henhold til artikel 4, stk. 3;

d) erklæringer modtaget i henhold til artikel 6, stk. 2.

Artikel 11

De kontraherende stater skal meddele generalsekretæren for Rådet for De europæiske Fællesskaber teksterne til lovbestemmelser, som medfører en ændring i listen over de i artikel 2, nr. 1, nævnte retter.

Artikel 12

Denne protokol er indgået for ubegrænset tid.

Artikel 13

Enhver kontraherende stat kan fremsætte anmodning om ændring af denne protokol. I så fald indkalder formanden for Rådet for De europæiske Fællesskaber til en konference med henblik på ændring af protokollen.

Artikel 14

Denne protokol, udfærdiget i ét eksemplar på fransk, italiensk, nederlandsk og tysk, hvilke fire tekster har samme gyldighed, deponeres i arkiverne i sekretariatet for Rådet for De europæiske Fællesskaber. Generalsekretæren fremsender en bekræftet genpart til hver af signatarstaternes regeringer.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne protokol.

Udfærdiget i Luxembourg, den tredje juni nitten hundrede og enoghalvfjerds.

For Hans Majestæt belgiernes konge,

Alfons VRANCKX

For præsidenten for Forbundsrepublikken Tyskland,

Gerhard JAHN

For præsidenten for Den franske Republik,

René PLEVEN

For præsidenten for Den italienske Republik,

Erminio PENNACCHINI

For Hans kongelige Højhed storhertugen af Luxembourg,

Eugène SCHAUS

For Hendes Majestæt dronningen af Nederlandene,

C.H.F. POLAK

FÆLLESERKLÆRING

Regeringerne for kongeriget Belgien, Forbundsrepublikken Tyskland, Den franske Republik, Den italienske Republik, storhertugdømmet Luxembourg og kongeriget Nederlandene —

som på tidspunktet for undertegnelsen af protokollen vedrørende Domstolens fortolkning af konventionen af 27. september 1968 om retternes kompetence og om fuldbyrdelse af retsafgørelser i borgerlige sager, herunder handelssager,

ønsker at sikre en så effektiv og ensartet gennemførelse som muligt af protokollens bestemmelser —

erklærer sig rede til i samarbejde med Domstolen at foranstalte en udveksling af oplysninger vedrørende de afgørelser, der af de retter, som er anført i artikel 2, nr. 1, i nævnte protokol, træffes ved anvendelse af konventionen og protokollen af 27. september 1968.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne fælleserklæring.

Udfærdiget i Luxembourg, den tredje juni nitten hundrede og enoghalvfjerds.

For Hans Majestæt belgiernes konge,

Alfons VRANCKX

For præsidenten for Forbundsrepublikken Tyskland,

Gerhard JAHN

For præsidenten for Den franske Republik,

René PLEVEN

For præsidenten for Den italienske Republik,

Erminio PENNACCHINI

For Hans kongelige Højhed storhertugen af Luxembourg,

Eugène SCHAUS

For Hendes Majestæt dronningen af Nederlandene,

C.H.F. POLAK

CONVENTION

on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters

PREAMBLE

THE HIGH CONTRACTING PARTIES TO THE TREATY ESTABLISHING THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY,

Desiring to implement the provisions of Article 220 of that Treaty by virtue of which they undertook to secure the simplification of formalities governing the reciprocal recognition and enforcement of judgments of courts or tribunals,

Anxious to strengthen in the Community the legal protection of persons therein established,

Considering that it is necessary for this purpose to determine the international jurisdiction of their courts, to facilitate recognition and to introduce an expeditious procedure for securing the enforcement of judgments, authentic instruments and court settlements,

Have decided to conclude this Convention and to this end have designated as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

Mr Pierre HARMEL,
Minister for Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

Mr Willy BRANDT,
Vice-Chancellor, Minister for Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

Mr Michel DEBRÉ,
Minister for Foreign Affairs;

THE PRESIDENT OF THE ITALIAN REPUBLIC:

Mr Giuseppe MEDICI,
Minister for Foreign Affairs;

HIS ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUKE OF LUXEMBOURG:

Mr Pierre GRÉGOIRE
Minister for Foreign Affairs;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS:

Mr J.M.A.H. LUNS,
Minister for Foreign Affairs;

WHO, meeting within the Council, having exchanged their Full Powers, found in good and due form,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

TITLE I

SCOPE

Article 1

This Convention shall apply in civil and commercial matters whatever the nature of the court or tribunal.

The Convention shall not apply to:

1. the status or legal capacity of natural persons, rights in property arising out of a matrimonial relationship, wills and succession;
2. bankruptcy, proceedings relating to the winding-up of insolvent companies or other legal persons, judicial arrangements, compositions and analogous proceedings;
3. social security;
4. arbitration.

TITLE II

JURISDICTION

Section 1

General provisions

Article 2

Subject to the provisions of this Convention, persons domiciled in a Contracting State shall, whatever their nationality, be sued in the courts of that State.

Persons who are not nationals of the State in which they are domiciled shall be governed by the rules of jurisdiction applicable to nationals of that State.

Article 3

Persons domiciled in a Contracting State may be sued in the courts of another Contracting State only by

virtue of the rules set out in Sections 2 to 6 of this Title.

In particular the following provisions shall not be applicable as against them:

- in Belgium: Article 15 of the civil code (*Code civil*), or the provisions of Articles 52, 52 *bis* and 53 of the law of 25 March 1976 on jurisdiction (*loi sur la compétence*);
- in the Federal Republic of Germany: Article 23 of the code of civil procedure (*Zivilprozeßordnung*);
- in France: Articles 14 and 15 of the civil code (*Code civil*);
- in Italy: Article 2 and Article 4, Nos 1 and 2, of the code of civil procedure (*Codice di procedura civile*);
- in Luxembourg: Articles 14 and 15 of the civil code (*Code civil*);
- in the Netherlands: Articles 126 (3) and 127 of the code of civil procedure (*Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering*).

Article 4

If the defendant is not domiciled in a Contracting State, the jurisdiction of the courts of each Contracting State shall, subject to the provisions of Article 16, be determined by the law of that State.

As against such a defendant, any person domiciled in a Contracting State may, whatever his nationality, avail himself in that State of the rules of jurisdiction there in force, and in particular those specified in the second paragraph of Article 3, in the same way as the nationals of that State.

Section 2

Special jurisdiction

Article 5

A person domiciled in a Contracting State may, in another Contracting State, be sued:

1. in matters relating to a contract, in the courts for the place of performance of the obligation in question;
2. in matters relating to maintenance, in the courts for the place where the maintenance creditor is domiciled or habitually resident;
3. in matters relating to tort, delict or quasi-delict, in the courts for the place where the harmful event occurred;
4. as regards a civil claim for damages or restitution which is based on an act giving rise to criminal proceedings, in the court seised of those proceedings, to the extent that that court has jurisdiction under its own law to entertain civil proceedings;
5. as regards a dispute arising out of the operations of a branch, agency or other establishment, in the courts for the place in which the branch, agency or other establishment is situated.

Article 6

A person domiciled in a Contracting State may also be sued:

1. where he is one of a number of defendants, in the courts for the place where any one of them is domiciled;
2. as a third party in an action on a warranty or guarantee or in any other third party proceedings, in the court seised of the original proceedings, unless these were instituted solely with the object of removing him from the jurisdiction of the court which would be competent in his case;
3. on a counterclaim arising from the same contract or facts on which the original claim was based, in the court in which the original claim is pending.

Section 3

Jurisdiction in matters relating to insurance

Article 7

In matters relating to insurance, jurisdiction shall be determined by this Section, without prejudice to the provisions of Articles 4 and 5 (5).

Article 8

An insurer domiciled in a Contracting State may be sued, either in the courts of that State, or in another Contracting State in the courts for the place where the policy-holder is domiciled, or, if two or more insurers are the defendants, in the courts of the Contracting State where any one of them is domiciled.

An insurer may also, if there is provision for such jurisdiction in the law of the court seised of the matter, be sued in a Contracting State other than that of his domicile in the courts for the place where the agent who acted as intermediary in the making of the contract of insurance has his domicile, provided that this domicile is mentioned in the insurance policy or proposal.

An insurer who is not domiciled in a Contracting State but has a branch or an agency in one of the Contracting States shall, in disputes arising out of the operations of the branch or agency, be deemed to be domiciled in that State.

Article 9

In respect of liability insurance or insurance of immovable property, the insurer may in addition be sued in the courts for the place where the harmful event occurred. The same applies if movable and immovable property are covered by the same insurance policy and both are adversely affected by the same contingency.

Article 10

In respect of liability insurance, the insurer may also, if the law of the court permits it, be joined in proceedings which the injured party has brought against the insured.

The provisions of Articles 7, 8 and 9 shall apply to actions brought by the injured party directly against the insurer, where such direct actions are permitted.

If the law governing such direct actions provides that the policy-holder or the insured may be joined as a party to the action, the same court shall have jurisdiction over them.

Article 11

Without prejudice to the provisions of the third paragraph of Article 10, an insurer may bring proceedings only in the courts of the Contracting State in which the defendant is domiciled, irrespective of whether he is the policy-holder, the insured or a beneficiary.

The provisions of this Section shall not affect the right to bring a counterclaim in the court in which, in accordance with this Section, the original claim is pending.

Article 12

The provisions of this Section may be departed from only by an agreement:

1. which is entered into after the dispute has arisen or

2. which allows the policy-holder, the insured or a beneficiary to bring proceedings in courts other than those indicated in this Section or
3. which is concluded between a policy-holder and an insurer, both of whom are domiciled in the same Contracting State, and which has the effect of conferring jurisdiction on the courts of that State even if the harmful event were to occur abroad, provided that such an agreement is not contrary to the law of that State.

Section 4

Jurisdiction in matters relating to instalment sales and loans

Article 13

In matters relating to the sale of goods on instalment credit terms, or to loans expressly made to finance the sale of goods and repayable by instalments, jurisdiction shall be determined by this Section, without prejudice to the provisions of Articles 4 and 5 (5).

Article 14

A seller or lender who is domiciled in a Contracting State may be sued either in the court of that State or in the courts of the Contracting State in which the buyer or borrower is domiciled.

Proceedings may be brought by a seller against a buyer or by a lender against a borrower only in the courts of the State in which the defendant is domiciled.

These provisions shall not affect the right to bring a counterclaim in the court in which, in accordance with this Section, the original claim is pending.

Article 15

The provisions of this Section may be departed from only by an agreement:

1. which is entered into after the dispute has arisen or
2. which allows the buyer or the borrower to bring proceedings in courts other than those indicated in this Section or
3. which is concluded between a buyer and a seller, or between a borrower and a lender, both of whom are domiciled or habitually resident in the same Contracting State, and which confers

jurisdiction on the courts of that State, provided that such an agreement is not contrary to the law of that State.

Section 5

Exclusive jurisdiction

Article 16

The following courts shall have exclusive jurisdiction, regardless of domicile:

1. in proceedings which have as their object rights *in rem* in, or tenancies of, immovable property, the courts of the Contracting State in which the property is situated;
2. in proceedings which have as their object the validity of the constitution, the nullity or the dissolution of companies or other legal persons or associations of natural or legal persons, or the decisions of their organs, the courts of the Contracting State in which the company, legal person or association has its seat;
3. in proceedings which have as their object the validity of entries in public registers, the courts of the Contracting State in which the register is kept;
4. in proceedings concerned with the registration or validity of patents, trade marks, designs, or other similar rights required to be deposited or registered, the courts of the Contracting State in which the deposit or registration has been applied for, has taken place or is under the terms of an international convention deemed to have taken place;
5. in proceedings concerned with the enforcement of judgments, the courts of the Contracting State in which the judgment has been or is to be enforced.

Section 6

Prorogation of jurisdiction

Article 17

If the Parties, one or more of whom is domiciled in a Contracting State, have, by agreement in writing or by an oral agreement evidenced in writing, agreed that a court or the courts of a Contracting State are to have jurisdiction to settle any disputes which have arisen or which may arise in connection with a particular legal relationship, that court or those courts shall have exclusive jurisdiction.

Agreements conferring jurisdiction shall have no legal force if they are contrary to the provisions of Article 12 or 15, or if the courts whose jurisdiction they purport to exclude have exclusive jurisdiction by virtue of Article 16.

If the agreement conferring jurisdiction was concluded for the benefit of only one of the parties, that party shall retain the right to bring proceedings in any other court which has jurisdiction by virtue of this Convention.

Article 18

Apart from jurisdiction derived from other provisions of this Convention, a court of a Contracting State before whom a defendant enters an appearance shall have jurisdiction. This rule shall not apply where appearance was entered solely to contest the jurisdiction, or where another court has exclusive jurisdiction by virtue of Article 16.

Section 7

Examination as to jurisdiction and admissibility

Article 19

Where a court of a Contracting State is seised of a claim which is principally concerned with a matter over which the courts of another Contracting State have exclusive jurisdiction by virtue of Article 16, it shall declare of its own motion that it has no jurisdiction.

Article 20

Where a defendant domiciled in one Contracting State is sued in a court of another Contracting State and does not enter an appearance, the court shall declare of its own motion that it has no jurisdiction unless its jurisdiction is derived from the provisions of this Convention.

The court shall stay the proceedings so long as it is not shown that the defendant has been able to receive the document instituting the proceedings in sufficient time to enable him to arrange for his defence, or that all necessary steps have been taken to this end.

The provisions of the foregoing paragraph shall be replaced by those of Article 15 of the Hague Convention of 15 November 1965 on the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters, if the document instituting the proceedings or notice thereof had to be transmitted abroad in accordance with that Convention.

Section 8

Lis Pendens — related actions

Article 21

Where proceedings involving the same cause of action and between the same parties are brought in

the courts of different Contracting States, any court other than the court first seised shall of its own motion decline jurisdiction in favour of that court.

A court which would be required to decline jurisdiction may stay its proceedings if the jurisdiction of the other court is contested.

Article 22

Where related actions are brought in the courts of different Contracting States, any court other than the court first seised may, while the actions are pending at first instance, stay its proceedings.

A court other than the court first seised may also, on the application of one of the parties, decline jurisdiction if the law of that court permits the consolidation of related actions and the court first seised has jurisdiction over both actions.

For the purposes of this Article, actions are deemed to be related where they are so closely connected that it is expedient to hear and determine them together to avoid the risk of irreconcilable judgments resulting from separate proceedings.

Article 23

Where actions come within the exclusive jurisdiction of several courts, any court other than the court first seised shall decline jurisdiction in favour of that court.

Section 9

Provisional, including protective, measures

Article 24

Application may be made to the courts of a Contracting State for such provisional, including protective, measures as may be available under the law of that State, even if, under this Convention, the courts of another Contracting State have jurisdiction as to the substance of the matter.

TITLE III

RECOGNITION AND ENFORCEMENT

Article 25

For the purposes of this Convention, 'judgment' means any judgment given by a court or tribunal of a

Contracting State, whatever the judgment may be called, including a decree, order, decision or writ of execution, as well as the determination of costs or expenses by an officer of the court.

Section 1

Recognition

Article 26

A judgment given in a Contracting State shall be recognized in the other Contracting States without any special procedure being required.

Any interested party who raises the recognition of a judgment as the principal issue in a dispute may, in accordance with the procedures provided for in Sections 2 and 3 of this Title, apply for a decision that the judgment be recognized.

If the outcome of proceedings in a court of a Contracting State depends on the determination of an incidental question of recognition that court shall have jurisdiction over that question.

Article 27

A judgment shall not be recognized:

1. if such recognition is contrary to public policy in the State in which recognition is sought;
2. where it was given in default of appearance, if the defendant was not duly served with the document which instituted the proceedings in sufficient time to enable him to arrange for his defence;
3. if the judgment is irreconcilable with a judgment given in a dispute between the same parties in the State in which recognition is sought;
4. if the court of the State in which the judgment was given, in order to arrive at its judgment, has decided a preliminary question concerning the status or legal capacity of natural persons, rights in property arising out of a matrimonial relationship, wills or succession in a way that conflicts with a rule of the private international law of the State in which the recognition is sought, unless the same result would have been reached by the application of the rules of private international law of that State.

Article 28

Moreover, a judgment shall not be recognized if it conflicts with the provisions of Section 3, 4 or 5 of Title II, or in a case provided for in Article 59.

In its examination of the grounds of jurisdiction referred to in the foregoing paragraph, the court or authority applied to shall be bound by the findings of fact on which the court of the State in which the judgment was given based its jurisdiction.

Subject to the provisions of the first paragraph, the jurisdiction of the court of the State in which the judgment was given may not be reviewed; the test of public policy referred to in Article 27 (1) may not be applied to the rules relating to jurisdiction.

Article 29

Under no circumstances may a foreign judgment be reviewed as to its substance.

Article 30

A court of a Contracting State in which recognition is sought of a judgment given in another Contracting State may stay the proceedings if an ordinary appeal against the judgment has been lodged.

Section 2

Enforcement

Article 31

A judgment given in a Contracting State and enforceable in that State shall be enforced in another Contracting State when, on the application of any interested party, the order for its enforcement has been issued there.

Article 32

The application shall be submitted:

- in Belgium, to the 'tribunal de première instance' or 'rechtbank van eerste aanleg',
- in the Federal Republic of Germany, to the presiding judge of a chamber of the 'Landgericht',
- in France, to the presiding judge of the 'tribunal de grande instance',
- in Italy, to the 'corte d'appello',
- in Luxembourg, to the presiding judge of the 'tribunal d'arrondissement',
- in the Netherlands, to the presiding judge of the 'arrondissementsrechtbank'.

The jurisdiction of local courts shall be determined by reference to the place of domicile of the party

against whom enforcement is sought. If he is not domiciled in the State in which enforcement is sought, it shall be determined by reference to the place of enforcement.

Article 33

The procedure for making the application shall be governed by the law of the State in which enforcement is sought.

The applicant must give an address for service of process within the area of jurisdiction of the court applied to. However, if the law of the State in which enforcement is sought does not provide for the furnishing of such an address, the applicant shall appoint a representative *ad litem*.

The documents referred to in Articles 46 and 47 shall be attached to the application.

Article 34

The court applied to shall give its decision without delay; the party against whom enforcement is sought shall not at this stage of the proceedings be entitled to make any submissions on the application.

The application may be refused only for one of the reasons specified in Articles 27 and 28.

Under no circumstances may the foreign judgment be reviewed as to its substance.

Article 35

The appropriate officer of the court shall without delay bring the decision given on the application to the notice of the applicant in accordance with the procedure laid down by the law of the State in which enforcement is sought.

Article 36

If enforcement is authorized, the party against whom enforcement is sought may appeal against the decision within one month of service thereof.

If that party is domiciled in a Contracting State other than that in which the decision authorizing enforcement was given, the time for appealing shall be two months and shall run from the date of service, either on him in person or at his residence. No extension of time may be granted on account of distance.

Article 37

An appeal against the decision authorizing enforcement shall be lodged in accordance with the rules governing procedure in contentious matters:

- in Belgium, with the 'tribunal de première instance' or 'rechtbank van eerste aanleg',
- in the Federal Republic of Germany, with the 'Oberlandesgericht',
- in France, with the 'cour d'appel',
- in Italy, with the 'corte d'appello',
- in Luxembourg, with the 'Cour supérieure de Justice' sitting as a court of civil appeal,
- in the Netherlands, with the 'arrondissementsrechtbank'.

The judgment given on the appeal may be contested only by an appeal in cassation or, in the Federal Republic of Germany, by a 'Rechtsbeschwerde'.

Article 38

The court with which the appeal under the first paragraph of Article 37 is lodged may, on the application of the appellant, stay the proceedings if an ordinary appeal has been lodged against the judgment in the State in which that judgment was given or if the time for such an appeal has not yet expired; in the latter case, the court may specify the time within which such an appeal is to be lodged.

The court may also make enforcement conditional on the provision of such security as it shall determine.

Article 39

During the time specified for an appeal pursuant to Article 36 and until any such appeal has been determined, no measures of enforcement may be taken other than protective measures taken against the property of the party against whom enforcement is sought.

The decision authorizing enforcement shall carry with it the power to proceed to any such protective measures.

Article 40

If the application for enforcement is refused, the applicant may appeal:

- in Belgium, to the 'Cour d'appel' or 'hof van beroep';

- in the Federal Republic of Germany, to the 'Oberlandesgericht';
- in France, to the 'cour d'appel';
- in Italy, to the 'corte d'appello';
- in Luxembourg, to the 'Cour supérieure de Justice' sitting as a court of civil appeal;
- in the Netherlands, to the 'gerechtshof'.

The party against whom enforcement is sought shall be summoned to appear before the appellate court. If he fails to appear, the provisions of the second and third paragraphs of Article 20 shall apply even where he is not domiciled in any of the Contracting States.

Article 41

A judgment given on an appeal provided for in Article 40 may be contested only by an appeal in cassation or, in the Federal Republic of Germany, by a 'Rechtsbeschwerde'.

Article 42

Where a foreign judgment has been given in respect of several matters and enforcement cannot be authorized for all of them, the court shall authorize enforcement for one or more of them.

An applicant may request partial enforcement of a judgment.

Article 43

A foreign judgment which orders a periodic payment by way of a penalty shall be enforceable in the State in which enforcement is sought only if the amount of the payment has been finally determined by the courts of the State in which the judgment was given.

Article 44

An applicant who has been granted legal aid in the State in which the judgment was given shall automatically also qualify for legal aid in the procedures provided for in Articles 32 to 35.

Article 45

No security, bond or deposit, however described, shall be required of a party who in one Contracting State applies for enforcement of a judgment given in another Contracting State on the ground that he is a foreign national or that he is not domiciled or resident in the State in which enforcement is sought.

Section 3

Common provisions

Article 46

A party seeking recognition or applying for enforcement of a judgment shall produce:

1. a copy of the judgment which satisfies the conditions necessary to establish its authenticity;
2. in the case of a judgment given in default, the original or a certified true copy of the document which establishes that the party in default was served with the document instituting the proceedings.

Article 47

A party applying for enforcement shall also produce:

1. documents which establish that, according to the law of the State in which it has been given, the judgment is enforceable and has been served;
2. where appropriate, a document showing that the applicant is in receipt of legal aid in the State in which the judgment was given.

Article 48

If the documents specified in Articles 46 (2) and 47 (2) are not produced, the court may specify a time for their production, accept equivalent documents or, if it considers that it has sufficient information before it, dispense with their production.

If the court so requires, a translation of the documents shall be produced; the translation shall be certified by a person qualified to do so in one of the Contracting States.

Article 49

No legalization or other similar formality shall be required in respect of the documents referred to in Article 46 or 47 or the second paragraph of Article 48, or in respect of a document appointing a representative *ad litem*.

TITLE IV

AUTHENTIC INSTRUMENTS AND COURT SETTLEMENTS

Article 50

A document which has been formally drawn up or registered as an authentic instrument and is

enforceable in one Contracting State shall, in another Contracting State, have an order for its enforcement issued there, on application made in accordance with the procedures provided for in Article 31 *et seq.* The application may be refused only if enforcement of the instrument is contrary to public policy in the State in which enforcement is sought.

The instrument produced must satisfy the conditions necessary to establish its authenticity in the State of origin.

The provisions of Section 3 of Title III shall apply as appropriate.

Article 51

A settlement which has been approved by a court in the course of proceedings and is enforceable in the State in which it was concluded shall be enforceable in the State in which enforcement is sought under the same conditions as authentic instruments.

TITLE V GENERAL PROVISIONS

Article 52

In order to determine whether a party is domiciled in the Contracting State whose courts are seised of the matter, the court shall apply its internal law.

If a party is not domiciled in the State whose courts are seised of the matter, then, in order to determine whether the party is domiciled in another Contracting State, the court shall apply the law of that State.

The domicile of a party shall, however, be determined in accordance with his national law if, by that law, his domicile depends on that of another person or on the seat of an authority.

Article 53

For the purposes of this Convention, the seat of a company or other legal person or association of natural or legal persons shall be treated as its domicile. However, in order to determine that seat, the court shall apply its rules of private international law.

TITLE VI TRANSITIONAL PROVISIONS

Article 54

The provisions of this Convention shall apply only to legal proceedings instituted and to documents

formally drawn up or registered as authentic instruments after its entry into force.

However, judgments given after the date of entry into force of this Convention in proceedings instituted before that date shall be recognized and enforced in accordance with the provisions of Title III if jurisdiction was founded upon rules which accorded with those provided for either in Title II of this Convention or in a convention concluded between the State of origin and the State addressed which was in force when the proceedings were instituted.

TITLE VII RELATIONSHIP TO OTHER CONVENTIONS

Article 55

Subject to the provisions of the second paragraph of Article 54, and of Article 56, this Convention shall, for the States which are parties to it, supersede the following conventions concluded between two or more of them:

- the Convention between Belgium and France on jurisdiction and the validity and enforcement of judgments, arbitration awards and authentic instruments, signed at Paris on 8 July 1899,
- the Convention between Belgium and the Netherlands on jurisdiction, bankruptcy, and the validity and enforcement of judgments, arbitration awards and authentic instruments, signed at Brussels on 28 March 1925,
- the Convention between France and Italy on the enforcement of judgments in civil and commercial matters, signed at Rome on 3 June 1930,
- the Convention between Germany and Italy on the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters, signed at Rome on 9 March 1936,
- the Convention between the Federal Republic of Germany and the Kingdom of Belgium on the mutual recognition and enforcement of judgments, arbitration awards and authentic instruments in civil and commercial matters, signed at Bonn on 30 June 1958,
- the Convention between the Kingdom of the Netherlands and the Italian Republic on the recognition and enforcement of judgments in civil and commercial matters, signed at Rome on 17 April 1959,
- the Convention between the Kingdom of Belgium and the Italian Republic on the recognition and enforcement of judgments and other enforceable

instruments in civil and commercial matters, signed at Rome on 6 April 1962,

- the Convention between the Kingdom of the Netherlands and the Federal Republic of Germany on the mutual recognition and enforcement of judgments and other enforceable instruments in civil and commercial matters, signed at The Hague on 30 August 1962,

and, in so far as it is in force:

- the Treaty between Belgium, the Netherlands and Luxembourg on jurisdiction, bankruptcy, and the validity and enforcement of judgments, arbitration awards and authentic instruments, signed at Brussels on 24 November 1961.

Article 56

The Treaty and the conventions referred to in Article 55 shall continue to have effect in relation to matters to which this Convention does not apply.

They shall continue to have effect in respect of judgments given and documents formally drawn up or registered as authentic instruments before the entry into force of this Convention.

Article 57

This Convention shall not affect any conventions to which the Contracting States are or will be parties and which, in relation to particular matters, govern jurisdiction and the recognition and enforcement of judgments.

Article 58

This Convention shall not affect the rights granted to Swiss nationals by the Convention concluded on 15 June 1869 between France and the Swiss Confederation on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil matters.

Article 59

This Convention shall not prevent a Contracting State from assuming, in a convention on the recognition and enforcement of judgments, an obligation towards a third State not to recognize judgments given in other Contracting States against defendants domiciled or habitually resident in the third State where, in cases provided for in Article 4, the judgment could only be founded on a ground of jurisdiction specified in the second paragraph of Article 3.

TITLE VIII

FINAL PROVISIONS

Article 60

This Convention shall apply to the European territories of the Contracting States, to the French overseas departments and to the French overseas territories.

The Kingdom of the Netherlands may declare at the time of signing or ratifying this Convention or at any later time, by notifying the Secretary-General of the Council of the European Communities, that this Convention shall be applicable to Surinam and the Netherlands Antilles. In the absence of such declaration with respect to the Netherlands Antilles, proceedings taking place in the European territory of the Kingdom as a result of an appeal in cassation from the judgment of a court in the Netherlands Antilles shall be deemed to be proceedings taking place in the latter court.

Article 61

This Convention shall be ratified by the signatory States. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the Council of the European Communities.

Article 62

This Convention shall enter into force on the first day of the third month following the deposit of the instrument of ratification by the last signatory State to take this step.

Article 63

The Contracting States recognize that any State which becomes a member of the European Economic Community shall be required to accept this Convention as a basis for the negotiations between the Contracting States and that State necessary to ensure the implementation of the last paragraph of Article 220 of the Treaty establishing the European Economic Community.

The necessary adjustments may be the subject of a special convention between the Contracting States of the one part and the new Member State of the other part.

Article 64

The Secretary-General of the Council of the European Communities shall notify the signatory States of:

- (a) the deposit of each instrument of ratification;
- (b) the date of entry into force of this Convention;
- (c) any declaration received pursuant to the second paragraph of Article 60;
- (d) any declaration received pursuant to Article IV of the Protocol;
- (e) any communication made pursuant to Article VI of the Protocol.

Article 65

The Protocol annexed to this Convention by common accord of the Contracting States shall form an integral part thereof.

Article 66

This Convention is concluded for an unlimited period.

Article 67

Any Contracting State may request the revision of this Convention. In this event, a revision conference shall be convened by the President of the Council of the European Communities.

Article 68

This Convention, drawn up in a single original in the Dutch, French, German and Italian languages, all four texts being equally authentic, shall be deposited in the archives of the Secretariat of the Council of the European Communities. The Secretary-General shall transmit a certified copy to the Government of each signatory State.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed this Convention.

Done at Brussels this twenty-seventh day of September in the year one thousand nine hundred and sixty-eight.

For His Majesty the King of the Belgians,

Pierre HARMEL

For the President of the Federal Republic of Germany,

Willy BRANDT

For the President of the French Republic,

Michel DEBRÉ

For the President of the Italian Republic,

Giuseppe MEDICI

For His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg,

Pierre GRÉGOIRE

For Her Majesty the Queen of the Netherlands,

J.M.A.H. LUNS

PROTOCOL

The High Contracting Parties have agreed upon the following provisions, which shall be annexed to the Convention:

Article I

Any person domiciled in Luxembourg who is sued in a court of another Contracting State pursuant to Article 5 (1) may refuse to submit to the jurisdiction of that court. If the defendant does not enter an appearance the court shall declare of its own motion that it has no jurisdiction.

An agreement conferring jurisdiction, within the meaning of Article 17, shall be valid with respect of a person domiciled in Luxembourg only if that person has expressly and specifically so agreed.

Article II

Without prejudice to any more favourable provisions of national laws, persons domiciled in a Contracting State who are being prosecuted in the criminal courts of another Contracting State of which they are not nationals for an offence which was not intentionally committed may be defended by persons qualified to do so, even if they do not appear in person.

However, the court seised of the matter may order appearance in person; in the case of failure to appear, a judgment given in the civil action without the person concerned having had the opportunity to arrange for his defence need not be recognized or enforced in the other Contracting States.

Article III

In proceedings for the issue of an order for enforcement, no charge, duty or fee calculated by reference to the value of the matter in issue may be levied in the State in which enforcement is sought.

Article IV

Judicial and extrajudicial documents drawn up in one Contracting State which have to be served on persons in another Contracting State shall be transmitted in accordance with the procedures laid down in the

conventions and agreements concluded between the Contracting States.

Unless the State in which service is to take place objects by declaration to the Secretary-General of the Council of the European Communities, such documents may also be sent by the appropriate public officers of the State in which the document has been drawn up directly to the appropriate public officers of the State in which the addressee is to be found. In this case the officer of the State of origin shall send a copy of the document to the officer of the State addressed who is competent to forward it to the addressee. The document shall be forwarded in the manner specified by the law of the State addressed. The forwarding shall be recorded by a certificate sent directly to the officer of the State of origin.

Article V

The jurisdiction specified in Articles 6 (2) and 10 in actions on a warranty or guarantee or in any other third party proceedings may not be resorted to in the Federal Republic of Germany. In that State, any person domiciled in another Contracting State may be sued in the courts in pursuance of Articles 68, 72, 73 and 74 of the code of civil procedure (*Zivilprozeßordnung*) concerning third-party notices.

Judgments given in the other Contracting States by virtue of Article 6 (2) or 10 shall be recognized and enforced in the Federal Republic of Germany in accordance with Title III. Any effects which judgments given in that State may have on third parties by application of Articles 68, 72, 73 and 74 of the code of civil procedure (*Zivilprozeßordnung*) shall also be recognized in the other Contracting States.

Article VI

The Contracting States shall communicate to the Secretary-General of the Council of the European Communities the text of any provisions of their laws which amend either those articles of their laws mentioned in the Convention or the lists of courts specified in Section 2 of Title III of the Convention.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed this Protocol.

Done at Brussels this twenty-seventh day of September in the year one thousand nine hundred and sixty-eight.

For His Majesty the King of the Belgians,

Pierre HARMEL

For the President of the Federal Republic of Germany,

Willy BRANDT

For the President of the French Republic,

Michel DEBRÉ

For the President of the Italian Republic,

Giuseppe MEDICI

For His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg,

Pierre GRÉGOIRE

For Her Majesty the Queen of the Netherlands,

J.M.A.H. LUNS

JOINT DECLARATION

The Governments of the Kingdom of Belgium, the Federal Republic of Germany, the French Republic, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands,

On signing the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters,

Desiring to ensure that the Convention is applied as effectively as possible,

Anxious to prevent differences of interpretation of the Convention from impairing its unifying effect,

Recognizing that claims and disclaimers of jurisdiction may arise in the application of the Convention,

Declare themselves ready:

1. to study these questions and in particular to examine the possibility of conferring jurisdiction in certain matters on the Court of Justice of the European Communities and, if necessary, to negotiate an agreement to this effect;
2. To arrange meetings at regular intervals between their representatives.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed this Joint Declaration.

Done at Brussels this twenty-seventh day of September in the year one thousand nine hundred and sixty-eight.

Pierre HARMEL

Willy BRANDT

Michel DEBRÉ

Giuseppe MEDICI

Pierre GRÉGOIRE

J.M.A.H. LUNS

PROTOCOL

**on the interpretation by the Court of Justice of the Convention of 27 September 1968
on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters**

**THE HIGH CONTRACTING PARTIES TO THE TREATY ESTABLISHING THE
EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY,**

Having regard to the Declaration annexed to the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters, signed at Brussels on 27 September 1968,

Have decided to conclude a Protocol conferring jurisdiction on the Court of Justice of the European Communities to interpret that Convention, and to this end have designated as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

Mr Alfons VRANCKX,
Minister of Justice;

THE PRESIDENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

Mr Gerhard JAHN,
Federal Minister of Justice;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC:

Mr René PLEVEN,
Keeper of the Seals,
Minister of Justice;

THE PRESIDENT OF THE ITALIAN REPUBLIC:

Mr Erminio PENNACCHINI,
Under-Secretary of State in the Ministry of Justice;

HIS ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUKE OF LUXEMBOURG:

Mr Eugène SCHAUS,
Minister of Justice,
Deputy Prime Minister;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS:

Mr C.H.F. POLAK,
Minister of Justice;

WHO, meeting within the Council, having exchanged their Full Powers, found in good and due form,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Article 1

The Court of Justice of the European Communities shall have jurisdiction to give rulings on the interpretation of the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters and of the Protocol annexed to that Convention, signed at Brussels on 27 September 1968, and also on the interpretation of the present Protocol.

Article 2

The following courts may request the Court of Justice to give preliminary rulings on questions of interpretation:

1. in Belgium: la Cour de Cassation — het Hof van Cassatie and le Conseil d'État — de Raad van State,
in the Federal Republic of Germany: die obersten Gerichtshöfe des Bundes,
in France: la Cour de Cassation and le Conseil d'État,
in Italy: la Corte Suprema di Cassazione,
in Luxembourg: la Cour supérieure de Justice, when sitting as Cour de Cassation,
in the Netherlands: de Hoge Raad;
2. the courts of the Contracting States when they are sitting in an appellate capacity;
3. in the cases provided for in Article 37 of the Convention, the courts referred to in that Article.

Article 3

1. Where a question of interpretation of the Convention or of one of the other instruments referred to in Article 1 is raised in a case pending before one of the courts listed in Article 2 (1), that court shall, if it considers that a decision on the question is necessary to enable it to give judgment, request the Court of Justice to give a ruling thereon.
2. Where such a question is raised before any court referred to in Article 2 (2) or (3), that court may, under the conditions laid down in paragraph 1, request the Court of Justice to give a ruling thereon.

Article 4

1. The competent authority of a Contracting State may request the Court of Justice to give a ruling on a question of interpretation of the Convention or of one of the other instruments referred to in Article 1 if judgments given by courts of that State conflict with

the interpretation given either by the Court of Justice or in a judgment of one of the courts of another Contracting State referred to in Article 2 (1) or (2). The provisions of this paragraph shall apply only to judgments which have been *res judicata*.

2. The interpretation given by the Court of Justice in response to such a request shall not affect the judgments which gave rise to the request for interpretation.
3. The Procurators-General of the Courts of Cassation of the Contracting States, or any other authority designated by a Contracting State, shall be entitled to request the Court of Justice for a ruling on interpretation in accordance with paragraph 1.
4. The Registrar of the Court of Justice shall give notice of the request to the Contracting States, to the Commission and to the Council of the European Communities; they shall then be entitled within two months of the notification to submit statements of case or written observations to the Court.
5. No fees shall be levied or any costs or expenses awarded in respect of the proceedings provided for in this Article.

Article 5

1. Except where this Protocol otherwise provides, the provisions of the Treaty establishing the European Economic Community and those of the Protocol on the Statute of the Court of Justice annexed thereto, which are applicable when the Court is requested to give a preliminary ruling, shall also apply to any proceedings for the interpretation of the Convention and the other instruments referred to in Article 1.
2. The Rules of Procedure of the Court of Justice shall, if necessary, be adjusted and supplemented in accordance with Article 188 of the Treaty establishing the European Economic Community.

Article 6

This Protocol shall apply to the European territories of the Contracting States, to the French overseas departments and to the French overseas territories.

The Kingdom of the Netherlands may declare at the time of signing or ratifying this Protocol or at any later time, by notifying the Secretary-General of the Council of the European Communities, that this Protocol shall be applicable to Surinam and the Netherlands Antilles.

Article 7

This Protocol shall be ratified by the signatory States. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the Council of the European Communities.

Article 8

This Protocol shall enter into force on the first day of the third month following the deposit of the instrument of ratification by the last signatory State to take this step; provided that it shall at the earliest enter into force at the same time as the Convention of 27 September 1968 on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters.

Article 9

The Contracting States recognize that any State which becomes a member of the European Economic Community, and to which Article 63 of the Convention on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters applies, must accept the provisions of this Protocol, subject to such adjustments as may be required.

Article 10

The Secretary-General of the Council of the European Communities shall notify the signatory States of:

- (a) the deposit of each instrument of ratification;
- (b) the date of entry into force of this Protocol;

- (c) any designation received pursuant to Article 4 (3);
- (d) any declaration received pursuant to the second paragraph of Article 6.

Article 11

The Contracting States shall communicate to the Secretary-General of the Council of the European Communities the texts of any provisions of their laws which necessitate an amendment to the list of courts in Article 2 (1).

Article 12

This Protocol is concluded for an unlimited period.

Article 13

Any Contracting State may request the revision of this Protocol. In this event, a revision conference shall be convened by the President of the Council of the European Communities.

Article 14

This Protocol, drawn up in a single original in the Dutch, French, German and Italian languages, all four texts being equally authentic, shall be deposited in the archives of the Secretariat of the Council of the European Communities. The Secretary-General shall transmit a certified copy to the Government of each signatory State.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed this Protocol.

Done at Luxembourg this third day of June in the year one thousand nine hundred and seventy-one.

For His Majesty the King of the Belgians,

Alfons VRANCKX

For the President of the Federal Republic of Germany,

Gerhard JAHN

For the President of the French Republic,

René PLEVEN

For the President of the Italian Republic,

Erminio PENNACCHINI

For His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg,

Eugène SCHAUS

For Her Majesty the Queen of the Netherlands,

C.H.F. POLAK

JOINT DECLARATION

The Governments of the Kingdom of Belgium, the Federal Republic of Germany, the French Republic, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg and the Kingdom of the Netherlands,

On signing the Protocol on the Interpretation by the Court of Justice of the Convention of 27 September 1968 on jurisdiction and the enforcement of judgments in civil and commercial matters,

Desiring to ensure that the provisions of that Protocol are applied as effectively and as uniformly as possible,

Declare themselves ready to organize, in cooperation with the Court of Justice, an exchange of information on the judgments given by the courts referred to in Article 2 (1) of that Protocol in application of the Convention and the Protocol of 27 September 1968.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed this Joint Declaration.

Done at Luxembourg this third day of June in the year one thousand nine hundred and seventy-one.

For His Majesty the King of the Belgians,

Alfons VRANCKX

For the President of the Federal Republic of Germany,

Gerhard JAHN

For the President of the French Republic,

René PLEVEN

For the President of the Italian Republic,

Erminio PENNACCHINI

For His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg,

Eugène SCHAUS

For Her Majesty the Queen of the Netherlands,

C.H.F. POLAK

COINBHINSIÚN

ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála

BROLLACH

TÁ NA hARDPHÁIRTITHE CONARTHACHA SA CHONRADH AG BUNÚ CHOMH-
PHOBAL EACNAMAÍOCHTA NA hEORPA,

Os mian leo go gcuirfear i ngníomh na forálacha in Airteagal 220 den Chonradh sin ar ghabh siad orthu féin dá mbua a áirithint go simpleofaí na foirmiúlachtaí a bhaineann le breithiúnais ó chúirteanna nó ó bhinsí a aithint agus a fhorghníomhú go cómhálartach;

Os é a miangas go neartófar sa Chomhphobal an chosaint dhlíthiúil ar dhaoine atá bunaithe ann;

De bhrí gur gá chun na críche sin dlínse idirnáisiúnta a gcúirteanna a chinneadh, aithint a éascú agus nós imeachta gasta a thabhairt isteach chun a áirithint go bhforghníomhófar breithiúnais, ionstraimí barántúla agus socraíochtaí cúirte;

Tar éis cinneadh ar an gCoinbhinsiún seo a chur i gcrích agus chuige sin tar éis na daoine seo a leanas a cheapadh mar Lánchumhachtaigh:

A SHOILSE RÍ NA mBEILGEACH:

M. Pierre HARMEL,
Aire Gnóthaí Eachtracha;

UACHTARÁN PHOBLACHT CHÓNAIDHME NA GEARMÁINE:

M. Willy BRANDT,
Leas-Seansailéir, Aire Gnóthaí Eachtracha;

UACHTARÁN PHOBLACHT NA FRAINCE:

M. Michel DEBRÉ,
Aire Gnóthaí Eachtracha;

UACHTARÁN PHOBLACHT NA hIODÁILE:

M. Giuseppe MEDICI,
Aire Gnóthaí Eachtracha;

A MHÓRGACHT RÍOGA ARD-DIÚC LUCSAMBURG:

M. Pierre GRÉGOIRE,
Aire Gnóthaí Eachtracha;

A SOILSE BANRÍON NA hSILTÍRE:

M. J.M.A.H. LUNS,
Aire Gnóthaí Eachtracha;

NOCH A RINNE, i dtionól na Comhairle, tar éis dóibh a Lánchumhachtaí, agus iad i bhfoirm cheart chuí, a thabhairt ar aird dá chéile,

COMHAONTÚ MAR A LEANAS:

TEIDEAL I

RAON FEIDHME

Airteagal 1

Beidh feidhm leis an gCoinbhinsiún seo in ábhair shibhialta agus tráchtála, cibé cineál cúirte nó binse a bheidh i gceist.

Eisiatar ó fheidhm an Choinbhinsiúin:

1. stádas nó inniúlacht dhlíthiúil daoine nádúrtha, maoin-chearta de bhua cóngais phósta, uachtanna agus comharbais;
2. féimheacht, imeachtaí maidir le foirceannadh cuideachtaí dócmhainneacha nó daoine dlítheana-cha eile atá dócmhainneach, comshocraíochtaí breithiúnacha, imshocraíochtaí agus imeachtaí cosúil leo sin;
3. slándáil shóisialta;
4. eadráin.

TEIDEAL II

DLÍNSE

Roinn I

Forálacha Ginearálta

Airteagal 2

Faoi réir forálacha an Choinbhinsiúin seo, beidh daoine a bhfuil sainchónaí orthu i Stát Conarthach inagartha, cibé náisiúntacht atá acu, i gcúirteanna an Stáit sin.

Daoine nach náisiúnaigh den Stát ina bhfuil sainchónaí orthu, beidh siad faoi rialú ag na rialacha dlínse a bhaineann le náisiúnaigh an Stáit sin.

Airteagal 3

Daoine a bhfuil sainchónaí orthu i Stát Conarthach, ní féidir iad a agairt i gcúirteanna Stáit

Chonarthaigh eile ach amháin de bhua na rialacha atá leagtha síos i Ranna 2 go 6 den Teideal seo.

Go háirithe, ní bheidh na forálacha seo a leanas infheidhme ina gcoinne:

- sa Bheilg: Airteagal 15 den chód sibhialta (*Code civil*), nó forálacha Airteagal 52, 52 *bis* agus 53 de Dhlí an 25 Márta 1976 ar ghlínse (*loi sur la compétence*);
- i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine: Airteagal 23 de chód an nós imeachta shibhialta (*Zivilprozeßordnung*);
- sa Fhrainc: Airteagail 14 agus 15 den chód sibhialta (*Code civil*);
- san Iodáil: Airteagal 2 agus Airteagal 4, Uimh. 1 agus 2, de chód an nós imeachta shibhialta (*Codice di procedura civile*);
- i Lucsamburg: Airteagail 14 agus 15 den chód sibhialta (*Code civil*);
- san Ísiltír: Airteagal 126 (3) agus Airteagal 127 de chód an nós imeachta shibhialta (*Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering*).

Airteagal 4

Mura bhfuil sainchónaí i Stát Conarthach ar an gcosantóir, rialófar dlínse na gcúirteanna i ngach Stát Conarthach de réir dlí an Stáit sin, faoi réir forálacha Airteagal 16.

Aon duine a bhfuil sainchónaí air i Stát Conarthach, cibé náisiúntacht atá aige, féadfaidh sé, ar nós náisiúnaigh an Stáit sin, leas a bhaint sa Stát sin, i gcoinne an chosantóra sin, as na rialacha dlínse atá i bhfeidhm ann agus go háirithe as na cinn a fhoráiltear sa dara mír d'Airteagal 3.

Roinn 2

Dlínse speisialta

Airteagal 5

Duine a bhfuil sainchónaí air i Stát Conarthach, féadfar é a agairt, i Stát Conarthach eile:

1. in ábhair a bhaineann le conradh, sna cúirteanna don áit i gcomhair chomhlíonadh na hoibleagáide áirithe;
2. in ábhair a bhaineann le cothabháil, sna cúirteanna don áit ina bhfuil sainchónaí nó gnáthchónaí ar an gcreidiúnaí cothabhála;
3. in ábhair a bhaineann le tort, míghníomh nó samhail mhíghnímh, sna cúirteanna don áit inar tharla an teagmhas díobhálach;
4. i gcás éileamh sibhialta chun damáistí nó aisíocaíocht a ghnóthú mar gheall ar shárú ba shiocair le himeachtaí coiriúla, sa chúirt ar tugadh na himeachtaí sin faoina bráid, sa mhéid go bhfuil dlínse ag an gcúirt sin faoina dlí féin glacadh le himeachtaí sibhialta;
5. i gcás díospóide a éiríonn as oibríochtaí brainse nó gníomhaireachta nó bunaíochta eile, sna cúirteanna don áit ina bhfuil an brainse, an gníomhaireacht nó an bhunaíocht eile.

Airteagal 6

Féadfar duine a bhfuil sainchónaí air i Stát Conarthach a agairt freisin:

1. más duine de líon cosantóirí é, sna cúirteanna don áit a bhfuil sainchónaí ar dhuine ar bith díobh;
2. mar thríú páirtí i gcaingean ar bharántas nó ráthaíocht nó in aon imeachtaí eile tríú páirtí, sa chúirt inar tionscnaíodh na himeachtaí bunaidh, mura rud é gur tionscnaíodh iad sin d'aontoisc chun é a thabhairt amach as dlínse na cúirte ab iomchuí ina chás;
3. i gcás frithéilimh a thig den chonradh céanna nó de na fíorais chéanna ab fhoras don éileamh bunaidh, sa chúirt ina bhfuil an t-éileamh bunaidh ar feitheamh.

Roinn 3

Dlínse in ábhair a bhaineann le hárachas

Airteagal 7

In ábhair a bhaineann le hárachas, cinnfear dlínse de réir na Roinne seo, gan dochar d'fhorálacha Airteagail 4 agus 5 (5).

Airteagal 8

Féadfar árachóir ar a bhfuil sainchónaí i Stát Conarthach a agairt i gcúirteanna an Stáit sin, nó i Stát Conarthach eile sna cúirteanna don áit a bhfuil sainchónaí ar shealbhóir an pholasaí, nó, i gcás breis is árachóir amháin a bheith ina gcosantóirí, i gcúirteanna an Stáit Chonarthach ina bhfuil sainchónaí ar dhuine díobh.

Má fhoráiltear don dlínse sin i ndlí na cúirte ar tugadh an t-ábhar faoina bráid, féadfar mar an gcéanna árachóir a agairt, i Stát Conarthach seachas an ceann a bhfuil a shainchónaí ann, sna cúirteanna don áit a bhfuil sainchónaí ar an ngníomhaire a rinne idirghabháil chun an conradh árachais a thabhairt i gcrích, ar an gcoinníoll go luaitear an sainchónaí sin sa pholasaí árachais nó sa tairiscint ina leith.

Árachóir nach bhfuil sainchónaí air i Stát Conarthach ach a bhfuil brainse nó gníomhaireacht aige i gceann de na Stáit Chonarthacha, measfar, i gcás díospóidí maidir le hoibríochtaí an bhrainse nó na gníomhaireachta sin, sainchónaí a bheith air sa Stát sin.

Airteagal 9

Féadfar fairis sin an t-árachóir a agairt sna cúirteanna don áit inar tharla an teagmhas díobhálach más é a bhíonn i gceist árachas i leith dliteannais nó árachas ar mhaoín dhochorraithe. Is é an dála chéanna é má chumhdaítear maoín shochorraithe agus maoín dhochorraithe leis an bpolasaí céanna árachais agus go dtéann an teagmhas céanna chun dochair dóibh araon.

Airteagal 10

I gcás árachais i leith dliteannais, féadfar mar an gcéanna, má cheadaíonn dlí na cúirte é, an t-árachóir a uamadh in imeachtaí a thionscain an duine díobhálaithe i gcoinne an árachais.

Beidh feidhm le forálacha Airteagail 7, 8 agus 9 i gcás caingne a thionscain an duine díobhálaithe go díreach i gcoinne an árachóra, má cheadaítear na caingne díreacha sin.

Má fhorálann an dlí maidir leis na caingne díreacha sin go bhféadfar sealbhóir an pholasaí nó an t-árachais a uamadh mar pháirtí sa chaingean, beidh dlínse ag an gcúirt chéanna ina leith.

Airteagal 11

Gan dochar d'fhorálacha an tríú mír d'Airteagal 10, ní féidir leis an árachóir imeachtaí a thionscnamh ach amháin i gcúirteanna an Stáit Chonarthach ina bhfuil sainchónaí ar an gcosantóir, cibé acu sealbhóir an pholasaí, nó an t-árachais nó tairbhí é.

Ní dhéanfaidh forálacha na Roinne seo difear don cheart chun frithéileamh a thabhairt sa chúirt ina bhfuil an t-éileamh bunaidh ar feitheamh, de réir na Roinne seo.

Airteagal 12

Ní féidir imeacht ó fhorálacha na Roinne seo ach amháin trí chomhaontú:

1. a dhéanfar tar éis díospóid a theacht ar barr; nó

2. a cheadóidh do shealbhóir an pholasaí, don áracháí nó do thairbhí imeachtaí a thionscnamh i gcúirteanna seachas na cinn a luaitear sa Roinn seo; nó
3. a chuirfear i gcrích idir sealbhóir polasaí agus árachóir, a bhfuil sainchónaí orthu araon sa Stát Conarthach céanna, agus arb é is éifeacht dó dlínse a thabhairt do chúirteanna an Stáit sin fiú i gcás an teagmhas díobhálach a tharlú ar an gcoigrích, ar an gcoiníoll nach bhfuil an comhaontú sin contrártha do dhlí an Stáit sin.

Roinn 4

Dlínse in ábhair a bhaineann le díolacháin agus iasachtaí ina dtráthchodanna

Airteagal 13

In ábhair a bhaineann le hearraí a dhíol ar théarmaí creidmhease tráthchoda, nó le hiasachtaí a tugadh go sainráite chun díolachán earraí a mhaoiniú agus is inaisíoctha ina dtráthchodanna, cinnfear dlínse de réir na Roinne seo, gan dochar d'fhorálacha Airteagail 4 agus 5 (5).

Airteagal 14

Féadfar díoltóir nó iasachtóir a bhfuil sainchónaí air i Stát Conarthach a agairt i gcúirteanna an Stáit sin nó i gcúirteanna an Stáit Chonarthach ina bhfuil sainchónaí ar an gceannaitheoir nó ar an iasachtaí.

Ní féidir le díoltóir imeachtaí a thabhairt i gcoinne ceannaitheora ná le hiasachtóir imeachtaí a thabhairt i gcoinne iasachtaí ach amháin i gcúirteanna an Stáit ina bhfuil sainchónaí ar an gcosantóir.

Ní dhéanfaidh na forálacha seo difear don cheart chun frithéileamh a thabhairt sa chúirt ina bhfuil an t-éileamh bunaidh ar feitheamh, de réir na Roinne seo.

Airteagal 15

Ní féidir imeacht ó fhorálacha na Roinne seo ach amháin trí chomhaontú;

1. a dhéanfar tar éis an díospóid a theacht ar barr; nó
2. a cheadóidh don cheannaitheoir nó don iasachtaí imeachtaí a thionscnamh i gcúirteanna seachas na cinn a luaitear sa Roinn seo; nó
3. a chuirfear i gcrích idir ceannaitheoir agus díoltóir nó idir iasachtaí agus iasachtóir, a bhfuil sainchónaí nó gnáthchónaí orthu araon sa Stát

Conarthach céanna, agus a thabharfaidh dlínse do chúirteanna an Stáit sin, ar an gcoiníoll nach bhfuil an comhaontú sin contrártha do dhlí an Stáit sin.

Roinn 5

Dlínse eisiatach

Airteagal 16

Beidh dlínse eisiatach ag na cúirteanna seo a leanas, ar neamhchead do shainchónaí:

1. in imeachtaí arb é is cuspóir dóibh cearta *in rem*, nó tionóntachtaí, ar mhaoin dhochorraithe, cúirteanna an Stáit Chonarthach ina bhfuil an mhaoin;
2. in imeachtaí arb é is cuspóir dóibh bailíocht chomhdhéanamh, neamhniú nó díscáileadh cuideachtaí nó daoine dlítheanacha eile nó comhlachas de dhaoine nádúrtha nó dlítheanacha, nó cinntí a thug orgáin dá gcuid, cúirteanna an Stáit Chonarthach ina bhfuil suíomh na cuideachta, an duine dhlítheanaigh nó an chomhlachais;
3. in imeachtaí arb é is cuspóir dóibh bailíocht taifead i gcláir phoiblí, cúirteanna an Stáit Chonarthach ina bhfuil an clár á choimeád;
4. in imeachtaí a bhaineann le clárú nó le bailíocht paitinní, trádmharcanna, dearthaí, nó le cearta eile dá leithéid sin is gá a thaisceadh nó a chlárú, cúirteanna an Stáit Chonarthach inar iarradh an taisceadh nó an clárú, nó arb ann a rinneadh nó a mheastar faoi théarmaí coinbhinsiúin idirnáisiúnta go ndearnadh é;
5. in imeachtaí a bhaineann le breithiúnais a fhorghníomhú, cúirteanna an Stáit Chonarthach ina ndearnadh, nó in ndéanfar, an breithiúnas a fhorghníomhú.

Roinn 6

Dlínse a iarchur

Airteagal 17

Más rud é, trí chomhaontú i scríbhinn nó trí chomhaontú ó bhéal arna fhianú i scríbhinn, go ndearna na páirtithe, a bhfuil sainchónaí ar pháirtí nó páirtithe díobh i Stát Conarthach, comhaontú chun dlínse a bheith ag cúirt nó cúirteanna de chuid Stáit Chonarthach aon díospóidí a réiteach a tharla nó a tharlódh i ndáil le comhbhaint dhlíthiúil áirithe, beidh dlínse eisiatach ag an gcúirt nó ag na cúirteanna sin.

Ní bheidh aon éifeacht dhlíthiúil le comhaontuithe chun dlínse a thabhairt má bhíonn siad contrártha d'fhorálacha Airteagail 12 nó 15 nó má bhíonn dlínse

eisiatach de bhua Airteagal 16 ag na cúirteanna a n-airbheartaíonn siad iad a chur ó dhlínse.

Más ar mhaithe le haon cheann amháin de na páirtithe a rinneadh an comhaontú chun dlínse a thabhairt, beidh ag an bpáirtí sin i gcónaí an ceart chun imeachtaí a thabhairt in aon chúirt eile a bhfuil dlínse aici de bhua an Choinbhinsiúin seo.

Airteagal 18

Amach ó na cásanna ina bhfuil dlínse aici de bhua forálacha eile den Choinbhinsiún seo, beidh dlínse ag cúirt Stáit Chonarthaigh a dtaifeadfaidh cosantóir láithreas os a comhair. Ní bheidh feidhm leis an riail seo más conspóid na dlínse ba chuspóir don láithreas a thaifeadadh, nó má bhíonn dlínse eisiatach ag cúirt eile ann de bhua Airteagal 16.

Roinn 7

Fíorú ar dhlínse agus ar inghlacthacht

Airteagal 19

Cúirt de chuid Stáit Chonarthaigh a dtabharfar os a comhair éileamh a bhaineann go príomha le hábhar a bhfuil dlínse eisiatach ina leith ag cúirteanna Stáit Chonarthaigh eile de bhua Airteagal 16, dearbhóidh sí as a treoir féin nach bhfuil aon dlínse aici.

Airteagal 20

Má dhéantar cosantóir a bhfuil sainchónaí air i Stát Conarthach amháin a agairt i gcúirt de chuid Stáit Chonarthaigh eile agus nach dtaifeadfaidh sé láithreas, dearbhóidh an chúirt as a treoir féin nach bhfuil aon dlínse aici mura bhfuil dlínse aici atá bunaithe ar fhorálacha an Choinbhinsiúin seo.

Cuirfidh an chúirt bac ar na himeachtaí fad a bheifear gan a shuíomh go raibh caoi ag an gcosantóir doiciméad tionscanta na n-imeachtaí a fháil in am trátha chun socrú a dhéanamh é féin a chosaint, nó go ndearnadh gach dícheall chuig sin.

Cuirfear in ionad forálacha na míre roimhe seo forálacha Airteagal 15 de Choinbhinsiún na Háige dar dáta 15 Samhain 1965 ar sheirbheáil doiciméad dlíthiúil agus seachdlíthiúil in ábhair shibhialta nó tráchtála ar an gcoigrích, má ba ghá doiciméad tionscanta na n-imeachtaí, nó fógra ina dtaobh, a sheoladh amach ar an gcoigrích de réir an Choinbhinsiúin sin.

Roinn 8

Lis Pendens — Caingne gaolmhara

Airteagal 21

Má dhéantar imeachtaí leis an gcúis chéanna chaingne agus idir na páirtithe céanna a

thionscnamh i gcúirteanna Stát Conarthach éagsúil, dlífidh cúirt ar bith seachas an chéad chúirt ar tugadh os a comhair iad dlínse a dhiúltú, ar a treoir féin, i bhfabhar na chéad chúirte sin.

Cúirt a dhlífeadh dlínse a dhiúltú, féadfaidh sí bac a chur ar a himeachtaí má chonspóidtear dlínse na cúirte eile.

Airteagal 22

Má thionscnaítear caingne gaolmhara i gcúirteanna Stát Conarthach éagsúil, féadfaidh cúirt ar bith seachas an chéad chúirt ar tugadh os a comhair iad, le linn na caingne a bheidh ar feitheamh ar an gcéad chéim, bac a chur ar a himeachtaí.

Féadfaidh cúirt seachas an chéad chúirt ar tugadh na caingne os a comhair dlínse a dhiúltú freisin, ar iarratas ó cheann de na páirtithe, má cheadaíonn dlí na cúirte sin caingne gaolmhara a dhlúthú agus go bhfuil dlínse i leith an dá chaingean ag an gcéad chúirt ar tugadh os a comhair iad.

Chun críocha an Airteagail seo, meastar caingne a bheith gaolmhar má bhíonn baint chomh dlúth sin acu lena chéile go bhfuil sé fóirsteanach iad a éisteacht agus breith a thabhairt orthu i dteannta a chéile ionas go seachnófaí breithiúnais bunoscionn lena chéile mar ab fhéidir a theacht d'imeachtaí ar leithligh.

Airteagal 23

Má thagann caingne faoi dhlínse eisiatach cúirteanna éagsúla, dlífidh cúirt ar bith seachas an chéad chúirt ar tugadh os a comhair iad dlínse a dhiúltú i bhfabhar na chéad chúirte sin.

Roinn 9

Bearta sealadacha, lena n-áirítear bearta cosantacha

Airteagal 24

Féadfar cibé bearta sealadacha, lena n-áirítear bearta cosantacha, a bheidh ar fáil faoi dhlí Stáit Chonarthaigh a iarraidh ar chúirteanna an Stáit sin, fiú más rud é, faoin gCoinbhinsiún seo, go bhfuil dlínse ag cúirteanna Stáit Chonarthaigh eile maidir le substaint an ábhair.

TEIDEAL III

AITHINT AGUS FORGHNIOMHÚ

Airteagal 25

Chun críocha an Choinbhinsiúin seo, ciallaíonn 'breithiúnas' aon bhreithiúnas arna thabhairt ag

cúirt nó binse de chuid Stáit Chonarthaigh, cibé ainm a thugtar ar an mbreithiúnas, lena n-áirítear foraithe, ordú, cinneadh, nó eascaire fhorghníomhaithe, mar aon le cinneadh ar chostais nó caiteachais ag oifigeach den chúirt.

Roinn 1

Aithint

Airteagal 26

Gheobhaidh breithiúnas a tugadh i Stát Conarthach aithint sna Stáit Chonarthacha eile gan aon nós imeachta speisialta a bheith riachtanach chuige sin.

Aon pháirtí leasmhar a thabharfaidh aithint bhreithiúnais faoi thrácht mar phríomhshaincheist i gconspóid féadfaidh sé, de réir an nós imeachta dá bhforáiltear i Ranna 2 agus 3 den Teideal seo, iarratas a dhéanamh ar chinneadh go ndlitear an breithiúnas a aithint.

Má bhíonn toradh imeachtaí i gcúirt de chuid Stáit Chonarthaigh ag brath ar cheist theagmhasach aithinte a chinneadh beidh dlínse ag an gcúirt sin ar an gceist sin.

Airteagal 27

Ní aithneofar breithiúnas:

1. má bhíonn an aithint sin contrártha don ord poiblí sa Stát ina n-iarrtar an aithint;
2. más d'éagmais láithris a tugadh an breithiúnas, mura ndearnadh doiciméad tionscanta na n-imeachtaí, nó fógra ina dtaobh, a sheirbheáil go cuí ar an gcosantóir in am trátha chun socrú a dhéanamh é féin a chosaint;
3. má bhíonn an breithiúnas bunoscionn le breithiúnas a tugadh i ndíodpóid idir na páirtithe céanna sa Stát ina n-iarrtar an aithint;
4. má rinne cúirt an Stáit inar tugadh an breithiúnas, d'fhonn teacht ar a breithiúnas, réamhcheist maidir le stádas nó le hinniúlacht dhlíthiúil daoine nádúrtha, le maoin-chearta de thoradh cóngais phósta, le huachtanna nó le comharbas, a chinneadh ar dhóigh atá contrártha le riail de dhlí idirnáisiúnta príobháideach an Stáit ina n-iarrtar an aithint, mura rud é gurb é an toradh céanna a thiocfadh de rialacha dlí idirnáisiúnta príobháideach an Stáit sin a chur chun feidhme.

Airteagal 28

Ina theannta sin, ní aithneofar breithiúnas má bhíonn sé contrártha le forálacha alt 3, 4 nó 5 de Theideal II, ná i gcás dá bhforáiltear in Airteagal 59.

Nuair a bheidh na forais dlínse a luaitear sa mhír roimhe seo faoi bhreithniú aige nó aici, beidh an t-údarás nó an chúirt chun a ndearnadh an t-iarratas faoi cheangal ag na cinntí fíorais a ndearna cúirt an Stáit inar tugadh an breithiúnas a dlínse a bhunú orthu.

Faoi réir forálacha na chéad mhíre, ní féidir dlínse chúirt an Stáit inar tugadh an breithiúnas a athbhreithniú; nó bheidh an fhoráil i dtaobh ord poiblí dá dtagraítear in Airteagal 27 (1) inchurtha chun feidhme ar na rialacha maidir le dlínse.

Airteagal 29

Ní féidir i gcás ar bith breithiúnas coigríche a aithbhreithniú ó thaobh a shubstainte.

Airteagal 30

Féadfaidh cúirt i Stát Conarthach ar a n-iarrfar aithint bhreithiúnais a tugadh i Stát Conarthach eile bac a chur ar na himeachtaí má taisceadh gnáthachomharc i gcoinne an bhreithiúnais sin.

Roinn 2

Forghníomhú

Airteagal 31

Déanfar breithiúnas a tugadh i Stát Conarthach agus is infhorghníomhaithe sa Stát sin a fhorghníomhú i Stát Conarthach eile nuair a bheidh, ar iarratas ó aon pháirtí leasmhar, ordú a fhorghníomhaithe eisithe sa Stát eile sin.

Airteagal 32

Is chucu seo a bheidh an t-iarratas le déanamh:

- sa Bheilg, an 'tribunal première instance' nó an 'rechtbank van eerste aanleg',
- i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine, uachtarán dlísheomra den 'Landgericht',
- sa Fhrainc, uachtarán an 'tribunal de grande instance',
- san Iodáil, an 'corte d'appello',
- i Lucsamburg, uachtarán an 'tribunal d'arrondissement',
- san Ísiltír, uachtarán an 'Arrondissementsrechtbank'.

Cinnfear dlínse cúirteanna áitiúla de réir na háite a bhfuil sainchónaí ar an bpáirtí a n-iarrtar

forghníomhú ina choinne. Mura bhfuil sainchónaí air sa Stát a n-iarrtar an forghníomhú ann, cinnfear í de réir áit an fhorghníomhaithe.

Airteagal 33

Is de réir dlí an Stáit a n-iarrtar forghníomhú ann a rialófar an nós imeachta maidir leis an iarratas a thaisceadh.

Ní foláir don iarratasóir seoladh a thabhairt le haghaidh seirbheála próise i limistéar dlínse na cúirte chun a ndéantar an t-iarratas. Ach más rud é nach bhforálann dlí an Stáit a n-iarrtar forghníomhú ann seoladh mar sin a bheith le tabhairt, ceapfaidh an t-iarratasóir ionadaí *ad litem*.

Ní foláir na doiciméid a luaitear in Airteagail 46 agus 47 a bheith i gceangal leis an iarratas.

Airteagal 34

Tabharfaidh an chúirt chun a ndéantar an t-iarratas a breith ar an iarratas gan mhoill; agus ní fhéadfaidh an páirtí a n-iarrtar forghníomhú ina choinne aon aighneachtaí a dhéanamh maidir leis an iarratas ag an gcéim seo de na himeachtaí.

Ní féidir diúltú don iarratas ach ar chúis dá bhforáiltear in Airteagail 27 agus 28.

Ní féidir i gcás ar bith an breithiúnas coigríche a athbhreithniú ó thaobh a shubstainte.

Airteagal 35

Déanfaidh oifigeach iomchuí na cúirte, gan mhoill, an bhreith a tugadh ar an iarratas a chur in iúl don iarratasóir, de réir an nós imeachta a leagadh síos le dlí an Stáit a n-iarrtar forghníomhú ann.

Airteagal 36

Má údaraítear forghníomhú, féadfaidh an páirtí ar iarradh forghníomhú ina choinne achomharc a dhéanamh i gcoinne na breithe laistigh de mhí ó lá a seirbheála.

Má tá sainchónaí ar an bpáirtí sin i Stát Conarthach seachas an ceann inar tugadh an bhreith a d'údaraigh forghníomhú, beidh tréimhse dhá mhí ann le haghaidh achomhairc agus rithfidh sí ó lá na seirbheála, air féin go pearsanta nó ag a ionad cónaithe. Ní féidir cur leis an tréimhse sin mar gheall ar fhad slí ó bhaile.

Airteagal 37

Beidh achomharc i gcoinne breithe a d'údaraigh forghníomhú le taisceadh, de réir rialacha an nós imeachta i gcás ábhar cointinneach:

- sa Bheilg, sa 'tribunal de première instance' nó sa 'rechtbank van eerste aanleg',
- i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine, san 'Oberlandesgericht',
- sa Fhrainc, sa 'cour d'appel',
- san Iodáil, sa 'corte d'appello',
- i Lucsamburg, sa 'Cour supérieure de Justice' ina suí di mar chúirt achomhairc shibhialta,
- san Isiltír, san 'Arrondissementsrechtbank'.

Ní féidir an breithiúnas a tugadh ar an achomharc a chonspóid ach amháin trí chomharc 'en cassation' nó, i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine, trí Rechtsbeschwerde.

Airteagal 38

Féadfaidh an chúirt ar tugadh an t-achomharc faoin gcéad mhír d'Airteagal 37 ós a comhair, má iarrann an t-achomharcóir é, bac a chur leis na himeachtaí i gcás gnáthachomharc i gcoinne an bhreithiúnais a bheith taiscthe sa Stát inar tugadh an breithiúnas, nó mura bhfuil an tréimhse le haghaidh achomhairc den sórt sin dulta in éag fós; sa chás deiridh sin, féadfaidh an chúirt a shonrú cad é an tréimhse le haghaidh achomharc den sórt sin a thaisceadh.

Féadfaidh an chúirt freisin é a chur de choinníoll leis an bhforghníomhú go dtabharfar don chúirt cibé urrús a chinnfidh sí.

Airteagal 39

Le linn na tréimhse a shonraítear le haghaidh achomhairc de bhun Airteagal 36 agus go dtí go mbeidh breith tugtha ar aon achomharc den sórt sin, ní féidir a dhéanamh maidir leis an bhforghníomhú ach amháin bearta cosanta in aghaidh maoín an pháirtí a n-iarrtar forghníomhú ina choinne.

Gabhfaidh údarás chun aon bhearta cosanta den sórt sin a ghlacadh leis an mbreith a údaróidh forghníomhú.

Airteagal 40

Má dhiúltaítear don iarratas ar fhorghníomhú, féadfaidh an t-iarratasóir achomharc a dhéanamh:

- sa Bheilg, chuig an 'cour d'appel' nó an 'hof van beroep';
- i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine, chuig an 'Oberlandesgericht';
- sa Fhrainc, chuig an 'cour d'appel';
- san Iodáil, chuig an 'corte d'appello';

— i Lucsamburg, chun an 'Cour supérieure de Justice' ina suí di mar chúirt achomhairc shibhialta;

— san Ísiltír, chun an 'Gerechtshof'.

Cuirfear toghairm ar an bpáirtí a n-iarrtar forghníomhú ina choinne á cheangal air láithriú os comhair na cúirte achomhairc. Mura láithreoidh sé, beidh forálacha an dara agus an tríú mír d'Airteagal 20 infheidhme, fiú mura bhfuil sainchónaí air in aon cheann de na Stáit Chonarthacha.

Airteagal 41

Ní féidir breithiúnas a tugadh ar achomharc dá bhforáiltear in Airteagal 40 a chonspóid ach amháin trí achomharc 'en cassation' nó, i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine, trí 'Rechtsbeschwerde'.

Airteagal 42

Má bhíonn breithiúnas coigríche tugtha i leith ábhar éagsúil agus nach féidir forghníomhú a údarú ina dtaobh go léir, déanfaidh an chúirt forghníomhú a údarú i gcás ábhair amháin nó níos mó díobh.

Féadfaidh iarratasóir forghníomhú páirteach ar bhreithiúnas a iarraidh.

Airteagal 43

Ní fhéadfar breithiúnas coigríche a d'ordaigh íocaíoch phionósach thréimhsiúil a fhorghníomhú sa Stát a n-iarrtar forghníomhú ann mura mbeidh méad na híocaíochta arna chinneadh go críochnaitheach ag cúirteanna an Stáit inar tugadh an breithiúnas.

Airteagal 44

Iarratasóir dar deonaíodh cabhair dhlíthiúil sa Stát inar tugadh an breithiúnas, tairbheoidh sé de chabhair dhlíthiúil freisin, gan a chás a athscrúdú, sna nósanna imeachta dá bhforáiltear in Airteagal 32 go 35.

Airteagal 45

Ní féidir urrús, banna ná taisce, de chineál ar bith, a éileamh ar pháirtí a iarrfaidh forghníomhú i Stát Conarthach amháin ar bhreithiúnas a tugadh i Stát Conarthach eile ar an bhforas gur náisiúnach eachtrach é ná ar an bhforas nach bhfuil sainchónaí ná gnáthchónaí air sa Stát a n-iarrtar na forghníomhú ann.

Roinn 3

Forálacha comhchoiteanna

Airteagal 46

Dlífidh páirtí a iarrfaidh aithint nó forghníomhú ar bhreithiúnas na nithe seo a leanas a thabhairt ar aird:

1. cóip den bhreithiúnas a shásóidh na coinníollacha is gá chun a barántúlacht a shuíomh;
2. i gcás breithiúnas mainneachtana, an chóip bhunaidh nó cóip dhílis dheimhnithe den doiciméad á shuíomh gur seirbheáladh doiciméad tionscanta na n-imeachtaí ar an bpáirtí mainneachtnach.

Airteagal 47

Dlífidh páirtí a iarrfaidh forghníomhú na nithe seo a leanas a thabhairt ar aird freisin:

1. doiciméid á shuíomh go bhfuil an breithiúnas infhorghníomhaithe, agus gur seirbheáladh é, de réir dlí an Stáit inar tugadh an breithiúnas;
2. más cuí, doiciméad á thaispeáint go bhfuil cabhair dhlíthiúil á fáil ag an iarratasóir sa Stát inar tugadh an breithiúnas.

Airteagal 48

Mura dtugtar ar aird na doiciméid a luaitear in Airteagail 46 (2) agus 47 (2), féadfaidh an chúirt tréimhse a shonrú chun iad a thabhairt ar aird, nó glacadh le doiciméid chomhionanna, nó déanamh d'éagmais na ndoiciméad má mheasann sí go bhfuil a sáith faisnéise os a comhair.

Déanfar aistriúchán ar na doiciméid a thabhairt ar aird má éilíonn an chúirt é; ní foláir an t-aistriúchán a bheith deimhnithe ag duine atá cáilithe chuige sin i gceann de na Stáit Chonarthacha.

Airteagal 49

Ní gá aon dlíthiúilíocht ná aon fhoirmiúlacht dá samhail i leith na ndoiciméad a luaitear in Airteagail 46 nó 47 nó sa dara mír d'Airteagal 48, ná i leith doiciméad ag ceapadh ionadaí *ad litem*.

TEIDEAL IV

IONSTRAIMÍ BARÁNTÚLA AGUS SOCRAÍOCHTAÍ CÚIRTE

Airteagal 50

Doiciméad a tarraingíodh suas go foirmiúil nó a cláraíodh mar ionstraim bharántúil agus is

infhorghníomhaithe i Stát Conarthach amháin, déanfar, arna iarraidh sin de réir an nós imeachta dá bhforáiltear in Airteagal 31 *et seg.* ordú a fhorghníomhaithe a eisiúint i Stát Conarthach eile. Ní féidir diúltú don iarratas ach amháin i gcás forghníomhú na hionstraim a bheith contrártha don ord poiblí sa Stát a n-iarrrtar forghníomhú ann.

Ní foláir an ionstraim a thabharfar ar aird a bheith de réir na gcoinníollacha is gá chun a bharántúlacht i Stát a tionscanta a shuíomh.

Beidh feidhm le forálacha Roinn 3 de Theideal III de réir mar is cuí.

Airteagal 51

Socraíocht ar tugadh formheas uirthi sa chúirt i gcúrsa imeachtaí agus is infhorghníomhaithe sa Stát inar tugadh i gcrích í féadfar í a fhorghníomhú sa Stát a n-iarrrtar forghníomhú ann, faoi na coinníollacha céanna le hionstraimí barántúla.

TEIDEAL V

FORÁLACHA GINEARÁLTA

Airteagal 52

Chun a chinneadh an bhfuil sainchónaí ar pháirtí i Stát Conarthach ar tugadh ábhar os comhair a chúirteanna, cuirfidh an chúirt a dlí inmheánach chun feidhme.

Mura bhfuil sainchónaí ar pháirtí sa Stát ar tugadh an t-ábhar os comhair a chúirteanna, déanfaidh an chúirt, chun a chinneadh an bhfuil sainchónaí i Stát Conarthach eile ar an bpáirtí, dlí an Stáit sin a chur chun feidhme.

Déanfar sainchónaí páirtí a chinneadh, áfach, de réir a dhlí náisiúnta féin más rud é, de réir an dlí sin, go mbraitheann a shainchónaí ar shainchónaí duine eile nó ar an áit a bhfuil suíomh údarais.

Airteagal 53

Chun críocha an Choinbhinsiúin seo, measfar sainchónaí a bheith ar chuideachta nó ar dhuine dlítheanach nó ar chomhlachas de dhaoine nádúrtha nó dlítheanacha san áit a bhfuil a suíomh. Ach chun an suíomh sin a chinneadh cuirfidh an chúirt rialacha a dlí idirnáisiúnta phríobháidigh chun feidhme.

TEIDEAL VI

FORÁLACHA IDIRTHREIMHSEACHA

Airteagal 54

Ní bhainfidh forálacha an Choinbhinsiúin seo ach le himeachtaí dlíthiúla a thionscnófar agus le doiciméid a tharraingeofar suas go foirmiúil nó a chlárófar mar ionstraimí barántúla tar éis a theachta i bhfeidhm.

Déanfar, áfach, breithiúnais a thabharfar tar éis dáta an Choinbhinsiúin seo a theacht i bhfeidhm, i gcás imeachtaí a tionscnaíodh roimh an dáta sin, a aithint agus a fhorghníomhú de réir forálacha Theideal III má bhí dlínse bunaithe ar rialacha i gcomhréir leis na rialacha dá bhforáiltear i dTeideal II den Choinbhinsiún seo nó i gcoinbhinsiún a tugadh i gcrích idir an Stát tionscnaimh agus an Stát chun a ndéantar an t-iarratas agus a raibh feidhm aige nuair a tionscnaíodh na himeachtaí.

TEIDEAL VII

GAOL LE COINBHINSIÚIN EILE

Airteagal 55

Faoi réir forálacha an dara mír d'Airteagal 54, agus Airteagal 56, gabhfaidh an Coinbhinsiún seo, i gcás na Stát is páirtithe ann, ionad na gCoinbhinsiún seo a leanas a tugadh i gcrích idir dhá cheann nó níos mó díobh:

- an Coinbhinsiún idir an Bheilg agus an Fhrainc ar dhlínse agus ar bhailíocht agus forghníomhú breithiúnas, dámhachtaintí eadrána agus ionstraimí barántúla, a síníodh i bPáras an 8 Iúil 1899,
- an Coinbhinsiún idir an Bheilg agus an Ísiltír ar dhlínse, ar fhéimheacht, agus ar bhailíocht agus forghníomhú breithiúnas, dámhachtaintí eadrána agus ionstraimí barántúla, a síníodh sa Bhruiséil an 28 Márta 1925,
- an Coinbhinsiún idir an Fhrainc agus an Iodáil ar fhorghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála, a síníodh sa Róimh an 3 Meitheamh 1930,
- an Coinbhinsiún idir an Ghearmáin agus an Iodáil ar aithint agus forghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála, a síníodh sa Róimh an 9 Márta 1936,
- an Coinbhinsiún idir Poblacht Chónaidhme na Gearmáine agus Ríocht na Beilge ar aithint agus forghníomhú breithiúnas, dámhachtaintí eadrána agus ionstraimí barántúla go cómhálartach in ábhair shibhialta agus tráchtála, a síníodh in Bonn an 30 Meitheamh 1958,
- an Coinbhinsiún idir Ríocht na hÍsiltíre agus Poblacht na hIodáile ar aithint agus forghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála, a síníodh sa Róimh an 17 Aibreán 1959,
- an Coinbhinsiún idir Ríocht na Beilge agus Poblacht na hIodáile ar aithint agus forghníomhú breithiúnas agus ionstraimí infhorghníomhaithe eile in ábhair shibhialta agus tráchtála, a síníodh sa Róimh an 6 Aibreán 1962,

— an Coinbhinsiún idir Ríocht na hÍsiltíre agus Poblacht Chónaidhme na Gearmáine ar aithint agus forghníomhú breithiúnas agus ionstraimí infhorghníomhaithe eile go cómhalartach in ábhair shibhialta agus tráchtála a síníodh sa Háig an 30 Lúnasa 1962,

agus, sa mhéid go bhfuil sé i bhfeidhm,

— an Conradh idir an Bheilg, an Ísiltír agus Lucsamburg ar dhlínse, ar fhéimheacht, agus ar bhailíocht agus forghníomhú breithiúnas, dámhachtaintí eadrána agus ionstraimí barántúla a síníodh sa Bhruiséil an 24 Samhain 1961.

Airteagal 56

Leanfaidh an Conradh agus na Coinbhinsiúin a luaitear in Airteagal 55 d'éifeacht a bheith acu maidir le hábhair nach mbaineann an Coinbhinsiún seo leo.

Leanfaidh siad d'éifeacht a bheith acu i leith breithiúnas a tugadh agus ionstraimí barántúla a tarraingíodh suas go foirmiúil nó a cláraíodh mar ionstraimí barántúla roimh theacht i bhfeidhm don Choinbhinsiún seo.

Airteagal 57

Ní dhéanfaidh an Coinbhinsiún seo difear d'aon choinbhinsiúin a bhfuil nó a mbeidh na Stáit Chonarthacha ina bpáirtithe iontu agus, i ndáil le hábhair áirithe, a rialaíonn dlínse agus aithint agus forghníomhú bhreithiúnas.

Airteagal 58

Ní dhéanfaidh an Coinbhinsiún seo difear do na cearta a deonaíodh do náisiúnaigh Eilvéiseacha leis an gCoinbhinsiún a tugadh i gcrích an 15 Meitheamh 1869 idir, an Fhrainc agus Cónaidhm na hEilvéise ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta.

Airteagal 59

Ní choiscfidh an Coinbhinsiún seo ar Stát Conarthach a ghabháil d'oibleagáid air féin i leith tríú Stát, i gcoinbhinsiún um aithint agus forghníomhú breithiúnas, gan breithiúnais a aithint a tugadh i Stáit Chonarthacha eile i gcoinne cosantóirí a raibh sáinchónaí nó ngáthchónaí orthu sa tríú Stát más rud é, i gcásanna dá bhforáiltear in Airteagal 4, nárbh fhéidir an breithiúnas a bhunú ach amháin ar fhoras dlínse a shonraítear sa dara mír d'Airteagal 3.

TEIDEAL VIII

FORÁLACHA CRÍOCHNAITHEACHA

Airteagal 60

Bainfidh an Coinbhinsiún seo le críocha Eorpacha na Stát Conarthach, leis na Ranna Francacha thar lear agus leis na críocha Francacha thar lear.

Féadfaidh Ríocht na hÍsiltíre a dhearbhu, tráth an Choinbhinsiúin seo a shínú nó a dhaingniú nó tráth ar bith ina dhiaidh sin, trí fhógra a thabairt d'Ard-Rúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach, go mbainfidh an Coinbhinsiún seo le Suranam agus le hAintillí na hÍsiltíre. Mura ndéantar dearbhú mar sin i leith Aintillí na hÍsiltíre, measfar i gcás imeachtaí a bheidh ar bun i gcríoch Eorpach na Ríochta, de bhítin achomharc 'en cassation' i gcoinne breithiúnas ó chúirt in Aintillí na hÍsiltíre na himeachtaí sin a bheith ar bun sa chúirt deiridh sin.

Airteagal 61

Déanfaidh Stáit a shínithe daingniú ar an gCoinbhinsiún seo. Taiscfear na hionstraimí daingniúcháin le hArd-Rúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach.

Airteagal 62

Tiocfaidh an Coinbhinsiún seo a bhfeidhm an chéad lá den tríú mí i ndiaidh taisceadh na hionstraime daingniúcháin ag an gceaan is déanaí de Stáit a shínithe a dhéanfaidh an taisceadh sin.

Airteagal 63

Aithníonn na Stáit Chonarthacha go ndlífidh aon Stát a thiocfaidh chun bheith ina chomhalta de Chomhphobal Eacnamaíochta na hEorpa glacadh leis an gCoinbhinsiún seo mar bhonn do na caibidlí is gá idir na Stáit Chonarthacha agus an Stát sin chun a áirithint go bhfeidhmeofar an fhomhír dheireanach d'Airteagal 220 den Chonradh ag bunú Chomhphobal Eacnamaíochta na hEorpa.

Is féidir na hoiriúnuithe is gá a bheith ina n-ábhar do choinbhinsiún speisialta idir na Stáit Chonarthacha de pháirt agus an Ballstát nua den pháirt eile.

Airteagal 64

Cuirfidh Ard-Rúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach in iúl do na Stáit a shíneoidh an Coinbhinsiún seo:

- (a) taisceadh gach ionstraime daingniúcháin;
- (b) dáta an Choinbhinsiúin seo a theacht i bhfeidhm;
- (c) aon dearbhú a fuarthas de bhun an dara mír d'Airteagal 60;
- (d) aon dearbhú a fuarthas de bhun Airteagal IV den Phrótacal;
- (e) aon téacsanna a fuarthas de bhun Airteagal VI den Phrótacal.

Airteagal 65

Is cuid dhílis den Choinbhinsiún seo an Prótacal atá curtha i gceangal leis de chomhthoil na Stát Conarthach.

Airteagal 66

Tá an Coinbhinsiún seo tugtha i gcrích go ceann tréimhse gan teorainn.

Airteagal 67

Féadfaidh Stát Conarthach ar bith athbhreithniú ar an gCoinbhinsiún seo a iarraidh. Sa chás sin, comórfaidh Uachtarán Chomhairle na gComhphobal Eorpach comhdháil lena athbreithniú.

Airteagal 68

Tarraingíodh an Coinbhinsiún seo suas i scríbhinn bhunaidh amháin sa Fhraincis, sa Ghearmáinis, san Iodáilis agus san Ollainnis, agus comhúdarás ag gach ceann de na ceithre théacs; taiscfear é i gcartlann Rúnaíocht Chomhairle na gComhphobal Eorpach, agus cuirfidh an tArd-Rúnaí cóip dheimhnithe chuig Rialtas gach ceann de Stáit a shínithe.

Dá fhianú sin, chuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an gCoinbhinsiún seo.

Arna dhéanamh sa Bhruiséil, an seachtú lá is fiche de Mheán Fómhair sa bhliain míle naoi gcéad seasca a hocht.

Thar ceann a Shoilse Rí na mBeilgeach,

Pierre HARMEL

Thar ceann Uachtarán Phoblacht Chónaidhme na Gearmáine,

Willy BRANDT

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na Fraince,

Michel DEBRÉ

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na hIodáile,

Giuseppe MEDICI

Thar ceann a Mhórgacht Ríoga Ard-Diúc Lucsamburg,

Pierre GRÉGOIRE

Thar ceann a Soilse Banríon na hÍsiltíre,

J.M.A.H. LUNS

PRÓTACAL

Tá na hArdpháirtithe Conarthacha tar éis comhaontú ar na forálacha seo a leanas, a chuirfear i gceangal leis an gCoinbhinsiún:

Airteagal I

Aon duine ina shainchónaí i Lucsamburg a agrófar i gcúirt Stáit Chonarthach eile de bhun Airteagal 5 (1), féadfaidh sé diúltú géilleadh do dhlínse na cúirte sin. Mura dtaifeadfaidh an cosantóir láithreas, dearbhóidh an chúirt, as a treoír féin, nach bhfuil dlínse aici.

Beidh comhaontú chun dlínse a thabhairt, de réir brí Airteagal 17, gan bailíocht i leith duine ina shainchónaí i Lucsamburg murar aontaigh an duine sin leis go sainráite agus go speisialta.

Airteagal II

Gan dochar d'aon fhorálacha níos fabhraí i ndlíthe náisiúnta, má bhíonn daoine a bhfuil sainchónaí orthu i Stát Conarthach á n-ionchúiseamh mar gheall ar chion neamhthoiliúil i gcúirteanna coiriúla Stáit Chonarthach eile nach náisiúnaigh dá chuid iad, féadfaidh daoine atá cáilithe chuige sin feidhmiú ar a son lena gcosaint, fiú gan iad a bheith i láthair go pearsanta.

Ach féadfaidh an chúirt ar tugadh an t-ábhar os a comhair a ordú do dhuine láithriú go pearsanta; mura ndearnadh láithriú níl sé riachtanach aithint a thabhairt ná forghníomhú a dhéanamh sna Stáit Chonarthacha eile ar bhreithiúnas a tugadh sa chaingean shibhialta gan caoi a bheith ag an duine a cúisíodh socrú a dhéanamh chun é féin a chosaint.

Airteagal III

In imeachtaí chun ordú forghníomhaithe a eisiúint, ní dhéanfar muirear, dleacht ná cáin ar bith, arna ríomh de réir luach an ábhair i saincheist, a thobhach sa Stát a n-iarrtar an forghníomhú ann.

Airteagal IV

Doiciméid dhlíthiúla nó seachdhlíthiúla a tarraingíodh suas i Stát Conarthach amháin agus a dhlífear a sheirbheáil ar dhaoine i Stát Conarthach eile, tarchuirfear iad de réir an nós imeachta dá bhforáiltear sna coinbhinsiúin agus sna

comhaontuithe a cuireadh i gcrích idir na Stáit Chonarthacha.

Mura ndéanfaidh an Stát a bhfuil siad le seirbheáil ann agóid ina choinne sin trí dhearbhu d'Ardrúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach, is féidir freisin d'oifigigh phoiblí iomchuí an Stáit inar tarraingíodh suas an doiciméad é a chur go díreach chuig oifigigh phoiblí iomchuí an Stáit ina bhfuil seolaí an doiciméid le fáil. Sa chás sin, déanfaidh oifigeach Stát a thionscanta cóip den doiciméad a chur chuig an oifigeach de chuid an Stáit chun a ndéantar an t-iarratas a bhfuil údarás aige í a chur ar aghaidh chuig an seolaí. Cuirfear an doiciméad ar aghaidh ar an modh a shonraítear le dlí an Stáit chun a ndéantar an t-iarratas. Dearbhófar go ndearnadh amhlaidh i ndeimhniú a chuirfear go díreach go dtí oifigeach Stát a thionscanta.

Airteagal V

I bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine ní féidir feidhm a bhaint as an dlínse a shonraítear in Airteagal 6 (2) agus in Airteagal 10 i gcaingne ar bharántas nó ar ráthaíocht nó in aon imeachtaí eile tríú páirtí. Sa Stát sin, féadfar aon duine ina shainchónaí i Stát Conarthach eile a agairt sna cúirteanna de bhun Airteagail 68, 72, 73 agus 74 de chód na nós imeachta shibhialta (*Zivilprozeßordnung*) maidir le fógraí tríú páirtí.

Déanfar breithiúnais a tugadh sna Stáit Chonarthacha eile de bhua Airteagal 6 (2) nó Airteagal 10 a aithint agus a fhorghníomhú i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine de réir Theideal III. Aithneofar mar an gcéanna sna Stáit Chonarthacha eile aon éifeachtaí a bheadh ag breithiúnais a tugadh sa Stát sin ar thríú páirtithe, de bhun Airteagail 68, 72, 73 agus 74 de chód na nós imeachta shibhialta (*Zivilprozeßordnung*) a chur chun feidhme.

Airteagal VI

Cuirfidh an Stáit Chonarthacha in iúil d'Ardrúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach téacsanna aon fhorálacha ina ndlíthe a dhéanann leasú ar na hairteagail sin dá ndlíthe a luaitear sa Choinbhinsiún nó ar liosta na gcúirteanna a shonraítear i Roinn 2 de Theideal III den Choinbhinsiún.

Dá fhianú sin chuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an bPrótacal seo.

Arna dhéanamh sa Bhruiséil an seachtú lá is fiche de Mheán Fómhair sa bhliain míle naoi gcéad seasca a hocht.

Thar ceann a Shoilse Rí na mBeilgeach,

Pierre HARMEL

Thar ceann Uachtarán Phoblacht Chónaidhme na Gearmáine,

Willy BRANDT

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na Fraince,

Michel DEBRÉ

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na hIodáile,

Guiseppe MEDICI

Thar ceann a Mhórgacht Ríoga Ard-Diúc Lucsamburg,

Pierre GRÉGOIRE

Thar ceann a Soilse Banríon na hÍsiltíre,

J.M.A.H. LUNS

DEARBHÚ COMHPHÁIRTEACH

Tá Rialtais Ríocht na Beilge, Phoblacht Chónaidhme na Gearmáine, Phoblacht na Fraince, Phoblacht ha hIodáile, Ard-Diúiceacht Lucsamburg agus Ríocht na hÍsiltíre,

Tráth sínithe an Choinbhinsiúin ar Dhlínse agus ar Fhorghníomhú Breithiúnas in Ábhair Shibhialta agus Tráchtála,

Ós mian leo a áirithint go gcuirfear an Coinbhinsiún chun feidhme chomh héifeachtach agus is féidir;

Ós é a miangas nach mbeadh difríochtaí léiriúcháin ag baint óna éifeacht aontach;

A aithint dóibh go bhféadfadh éileamh ar dhlínse agus séanadh ar dhlínse teacht i gceist i bhfeidhmiú an Choinbhinsiúin;

Ag dearbhú a bhfonnmhaireachta:

1. chun staidéar a dhéanamh ar na ceistanna sin agus go háirithe chun féachaint arbh fhéidir dlínse in ábhair áirithe a thabhairt do Chúirt Bhreithiúnais na gComhphobal Eorpach agus, más gá, chun comhaontú dá réir sin a chur i gcrích;
2. chun cruinnithe idir a n-ionadaithe a thionól go tráthrialta.

Dá fhianú sin chuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an Dearbhú Comhpháirteach seo.

Arna dhéanamh sa Bhruiséil an seachtú lá is fiche seo de Mheán Fómhair sa bhliain míle naoi gcéad seasca a hocht.

Pierre HARMEL

Willy BRANDT

Michel DEBRÉ

Giuseppe MEDICI

Pierre GRÉGOIRE

J.M.A.H. LUNS

PRÓTACAL

ar léiriú ag an gCúirt Bhreithiúnais ar Choinbhinsiún 27 Meán Fómhair 1968 ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála

TÁ NA hARDPHÁIRTITHE CONARTHACHA SA CHONRADH AG BUNÚ CHOMH-
PHOBAL EACNAMAÍOCHTA NA hEORPA,

Ag féachaint dóibh don Dearbhú atá i gceangal leis an gCoinbhinsiún ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála, a síníodh sa Bhruiséil an 27 Meán Fómhair 1968,

Tar éis cinneadh ar Phrótacal a chur i gcrích chun dlínse a thabhairt do Chúirt Bhreithiúnais na gComhphobal Eorpach an Coinbhinsiún sin a léiriú agus chuige sin tar éis na daoine seo a leanas a cheapadh mar Lánchumhachtaigh:

A SHOILSE RÍ NA mBEILGEACH:

M. Alfons VRANCKX,
Aire Dlí agus Cirt;

UACHTARÁN PHOBLACHT CHÓNAIDHME NA GEARMÁINE:

M. Gerhard JAHN,
Aire Dlí agus Cirt na Cónaidhme;

UACHTARÁN PHOBLACHT NA FRAINCE:

M. René PLEVEN,
Coimeádaí na Séalaí,
Aire Glí agus Cirt;

UACHTARÁN PHOBLACHT NA hIODÁILE:

M. Erminio PENNACCHINI,
Fo-Rúnaí Stáit san
Aireacht Dlí agus Cirt;

A MHÓRGACHT RÍOGA ARD-DIÚC LUCSAMBURG:

M. Eugène SCHAUS,
Aire Dlí agus Cirt
Leas-Uachtarán an Rialtais;

A SOILSE BANRÍON NA hÍSILTÍRE:

M. C.H.F. POLAK,
Aire Dlí agus Cirt;

NOCH A RINNE, i dtionól na Comhairle, tar éis dóibh a Lánchumhachtaí, agus iad i bhfoirm cheart chuí, a thabhairt ar aird dá chéile,

COMHAONTÚ MAR A LEANAS:

Airteagal 1

Beidh dlínse ag Cúirt Bhreithiúnais na gComhphobal Eorpach chun rialú a thabhairt i dtaobh léiriú an Choinbhinsiúin ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in abhair shibhialta agus tráchtála agus an Phrótacail atá i gceangal leis an gCoinbhinsiúin sin, a síníodh sa Bhruiséil an 27 Meán Fómhair 1968, agus fós i dtaobh léiriú an Phrótacail seo.

Airteagal 2

Féadfaidh na cúirteanna seo a leanas a iarraidh ar an gCúirt Bhreithiúnais réamhrialú a thabhairt ar cheisteanna léiriúcháin:

1. sa Bheilg: la Cour de Cassation — het Hof van Cassatie
agus le Conseil d'État — de Raad van State;
i bPoblacht Chónaidhme na Gearmáine: die obersten Gerichtshöfe des Bundes;
sa Fhrainc: la Cour de Cassation agus le Conseil d'État;
san Iodáil: la Corte Suprema di Cassazione;
i Lucsamburg: la Cour Supérieure de Justice, ina suí di mar Cour de Cassation;
san Ísiltír: de Hoge Raad;
2. cúirteanna na Stát Conarthach ina suí dóibh i gcáil achomharcach;
3. sna cásanna dá bhforáiltear in Airteagal 37 den Choinbhinsiún, na cúirteanna a luaitear san Airteagal sin.

Airteagal 3

1. Nuair a dhéanfar ceist i dtaobh léiriú an Choinbhinsiúin nó ionstraime eile dá luaitear in Airteagal 1 a tharraingt anuas i gcás a bheidh ar feitheamh os comhair cúirte dá luaitear in Airteagal 2 (1), iarrfaidh an chúirt sin ar an gCúirt Bhreithiúnais, má mheasann sí gur gá cinneadh ar an gceist ionas go bhféadfaidh sí breithiúnas a thabhairt, rialú a thabhairt ar an gceist sin.
2. Má tharraingítear ceist mar sin anuas os comhair aon chúirte dá dtagraítear in Airteagal 2 (2) nó (3), féadfaidh an chúirt sin, ar na coinníollacha atá leagtha síos a mír (1), a iarraidh ar an gCúirt Bhreithiúnais rialú a thabhairt uirthi.

Airteagal 4

1. Féadfaidh údarás inniúil Stáit Chonarthaigh a iarraidh ar an gCúirt Bhreithiúnais rialú a thabhairt ar cheist i dtaobh léiriú an Choinbhinsiúin nó i dtaobh léiriú ceann de na hionstraimí eile a luaitear in Airteagal 1 má bhíonn breithiúnas ó chúirteanna

sa Stát sin ar neamhréir leis an léiriú a thug an Chúirt Bhreithiúnais nó a tugadh i mbreithiúnas ó chúirt de chuid Stáit Chonarthaidh eile a luaitear in Airteagal 2 (1) nó (2). Ní bhainfidh forálacha na míre seo ach le breithiúnais a bhfuil éifeacht *res judicata* leo.

2. Ní dhéanfaidh an léiriú a dhéanfaidh an Chúirt Bhreithiúnais de bhun iarratais den sórt sin difear do na breithiúnais ba bhun leis an léiriú sin a iarraidh.

3. Beidh Ionchúisitheoirí Ginearálta na gCúirteanna Uachtaracha Achomhairc sna Stáit Chonarthacha nó údarás ar bith eile a bheidh ainmnithe chuige sin ag Stát Conarthach, i dteideal rialú ar an léiriú a iarraidh ar an gCúirt Bhreithiúnais de réir mhír 1.

4. Tabharfaidh Cláraitheoir na Cúirte Breithiúnais fógra faoin iarratas do na Stáit Chonarthacha, don Choimisiún agus do Chomhairle na gComhphobal Eorpach; beidh siadsan i dteideal ansin, laistigh de dhá mhí tar éis an fógra a fháil, sonruithe cáis nó tuairimí i scríbhinn a chur faoi bhráid na Cúirte.

5. Ní fhéadfar aon táillí a thobhach ná aon chostais nó caiteachas a dhámhachtain i leith na n-imeachtaí dá bhforáiltear san Airteagal seo.

Airteagal 5

1. Na forálacha sin den Chonradh ag bunú Chomhphobal Eacnamaíochta na hEorpa, agus na cinn sin den Phrótacal ar Reacht an Cúirte Breithiúnais atá i gceangal leis, is infheidhme nuair a iarrtar ar an gCúirt réamhrialú a thabhairt, beidh feidhm acu mar an gcéanna, ach amháin mar a bhforáiltear a mhalairt leis an bPrótacal seo, ar an nós imeachta maidir le léiriú an Choinbhinsiúin agus na n-ionstraimí eile a luaitear in Airteagal 1.

2. Déanfar, más gá, Rialacha Nós Imeachta na Cúirte Breithiúnais a oiriúnú agus a chomhlánú de réir Airteagal 188 den Chonradh ag bunú Chomhphobal Eacnamaíochta na hEorpa.

Airteagal 6

Bainfidh an Prótacal seo le críocha Eorpacha na Stát Conarthach, leis na Ranna Francacha thar lear agus leis na críocha Francacha thar lear.

Féadfaidh Ríocht na hÍsiltíre a dhearbhu tráth an Phrótacail seo a shíniú nó a dhaingniú nó tráth ar bith ina dhiaidh sin, trí fhógra a thabhairt d'Ardrúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach, go mbainfidh an Prótacal seo le Súranam agus le hAintillí na hÍsiltíre.

Airteagal 7

Déanfaidh Stáit a shínithe daingniú ar an gCoinbhinsiún seo. Taiscfear na hionstraimí daingniúcháin le hArdrúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach.

Airteagal 8

Tiocfaidh an Prótacal seo i bhfeidhm an chéad lá den tríú mí i ndiaidh taisceadh na hionstraime daingniúcháin ag an gceann is déanaí de Stáit a shínithe a dhéanfaidh an taisceadh sin; ach ní thiocfaidh sé i bhfeidhm tráth is luaithe ná teacht i bhfeidhm Choinbhinsiúin an 27 Meán Fómhair 1968 ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in abhair shibhialta agus tráchtála.

Airteagal 9

Aithníonn na Stáit Chonarthacha go ndlífidh gach Stát a thiocfaidh chun bheith ina chomhalta de Chomhphobal Eacnamaíochta na hEorpa, agus a mbainfidh Airteagal 63 den Choinbhinsiún ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála leis, glacadh le forálacha an Phrótacail seo, faoi réir cibé oiriúnuithe is gá.

Airteagal 10

Cuirfidh Ardrúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach in iúl do na Stáit a shíneoidh an Prótacal seo:

- (a) taisceadh gach ionstraime daingniúcháin;
- (b) dáta an Phrótacail seo a theacht i bhfeidhm;

(c) aon ainmniú a fuarthas de bhun Airteagal 4 (3);

(d) aon dearbhú a fuarthas de bhun an dara mír d'Airteagal 6.

Airteagal 11

Cuirfidh na Stáit Chonarthacha in iúl d'Ardrúnaí Chomhairle na gComhphobal Eorpach téacsanna aon fhorálacha ina ndlíthe a bheireann gur gá liosta na gcúirteanna in Airteagal 2 (1) a leasú.

Airteagal 12

Tá an Prótacal seo tugtha i gcrích go ceann tréimhse gan teorainn.

Airteagal 13

Féadfaidh Stát Conarthach ar bith athbhreithniú ar an bPrótacal seo a iarraidh. Sa chás sin comórfaidh Uachtarán Chomhairle na gComhphobal Eorpach comhdháil lena athbhreithniú.

Airteagal 14

Tarraingíodh an Prótacal seo suas i scríbhinn bhunaidh amháin sa Fhraincis, sa Ghearmáinis, san Iodáilis agus san Ollainnis, agus comhúdarás ag gach ceann de na ceithre théacs; taiscfear é i gcartlann Rúnaíocht Chomhairle na gComhphobal Eorpach, agus cuirfidh an tArdrúnaí cóip dheimhnithe chuig Rialtas gach ceann Stáit a shínithe.

Dá fhianú sin, chuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an bPrótacal seo.

Arna dhéanamh i Lucsamburg, an tríú lá seo de Mheitheamh sa bhliain míle naoi gcéad seachtó a haon.

Thar ceann a Shoilse Rí na mBeilgeach,

Alfons VRANCKX

Thar ceann Uachtarán Phoblacht Chónaidhme na Gearmáine

Gerhard JAHN

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na Fraince,

René PLEVEN

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na hIodáile,

Erminio PENNACCHINI

Thar ceann a Mhórgacht Ríoga Ard-Diúc Lucsamburg,

Eugène SCHAUS

Thar ceann a Soilse Banríon na hÍsiltíre,

C.H.F. POLAK

DEARBHÚ COMHPHÁIRTEACH

Tá rialtais Ríocht na Beilge, Phoblacht Chónaidhme na Gearmáine, Phoblacht na Fraince, Phoblacht na hIodáile, Ard-Diúceacht Lucsamburg agus Ríocht na hÍsiltíre,

Tráth sínithe an Phrótacail ar Léiriú ag an gCúirt Bhreithiúnais ar Choinbhinsiún an 27 Meán Fómhair 1968 ar dhlínse agus ar fhorghníomhú breithiúnas in ábhair shibhialta agus tráchtála;

Os mian leo a áirithint go gcuirfear forálacha an Phrótacail sin chun feidhme chomh héifeachtach agus leis an oiread comhionannais agus is féidir;

Ag dearbhú a bhfonnmhaircacha chun eagrú a thabhairt, i gcomhar leis an gCúirt Bhreithiúnais, ar mhalartú faisnéise i dtaobh na mbreithiúnas a bhéarfaidh na cúirteanna a luaitear in Airteagal 2 (1) den Phrótacal sin i bhfeidhmiú Choinbhinsiún agus Phrótacal an 27 Meán Fómhair 1968.

Dá fhianú sin, chuir na Lánchumhachtaigh thíos-sínithe a lámh leis an Dearbhú Comhpháirteach seo.

Arna dhéanamh i Lucsamburg, an tríú lá seo de Mheitheamh sa bhliain míle naoi gcéad seachtó a haon.

Thar ceann a Shoilse Rí na mBeilgeach,

Alfons VRANCKX

Thar ceann Uachtarán Phoblacht Chónaidhme na Gearmáine,

Gerhard JAHN

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na Fraince,

René PLEVEN

Thar ceann Uachtarán Phoblacht na hIodáile,

Erminio PENNACCHINI

Thar ceann a Mhórgacht Ríoga Ard-Diúc Lucsamburg,

Eugène SCHAUSS

Thar ceann a Soilse Banríon na hÍsiltíre,

C.H.F. POLAK

DÉCLARATION COMMUNE

LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE, RÉUNIS AU SEIN DU CONSEIL,

désirant assurer que, dans l'esprit de la convention du 27 septembre 1968, l'uniformité des compétences judiciaires soit également réalisée, dans toute la mesure du possible, en matière maritime ;

considérant que la convention internationale pour l'unification de certaines règles sur la saisie conservatoire des navires de mer, signée à Bruxelles le 10 mai 1952, contient des dispositions sur la compétence judiciaire ;

considérant que les États membres ne sont pas tous parties à ladite convention,

émettent le vœu que les États membres qui sont des États côtiers et qui ne sont pas encore devenus parties à la convention du 10 mai 1952 la ratifient ou y adhèrent dans les meilleurs délais.

Udfærdiget i Luxembourg, den niende oktober nitten hundrede og otteoghalvfjerds.

Geschehen zu Luxemburg am neunten Oktober neunzehnhundertachtundsiebzig.

Done at Luxembourg on the ninth day of October in the year one thousand nine hundred and seventy-eight.

Fait à Luxembourg, le neuf octobre mil neuf cent soixante-dix-huit.

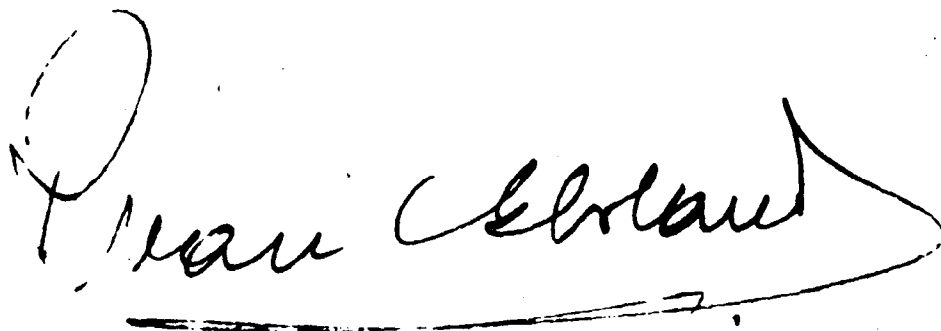
Arna dhéanamh i Lucsamburg, an naoú lá de Dheireadh Fómhair sa bhliain míle naoi gcéad seachtó a hocht.

Fatto a Lussemburgo, addì nove ottobre millenovecentosettantotto.

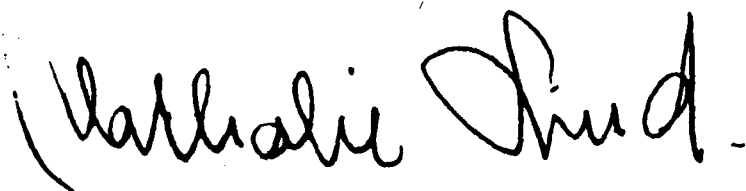
Gedaan te Luxemburg, de negende oktober negentienhonderd achtenzeventig.

Pour Sa Majesté le roi des Belges

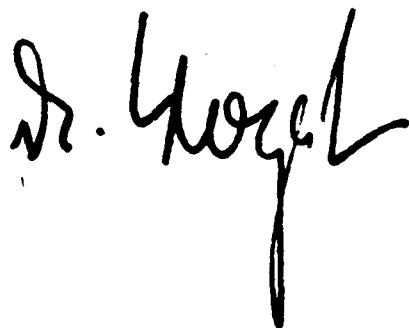
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen

A handwritten signature in black ink, reading "Jean Chabaud". The signature is written in a cursive style with a large initial 'J' and a long horizontal stroke at the end.

For Hendes Majestæt Danmarks Dronning

A handwritten signature in black ink, reading "Nathalie Lind". The signature is written in a cursive style with a large initial 'N' and a long horizontal stroke at the end.

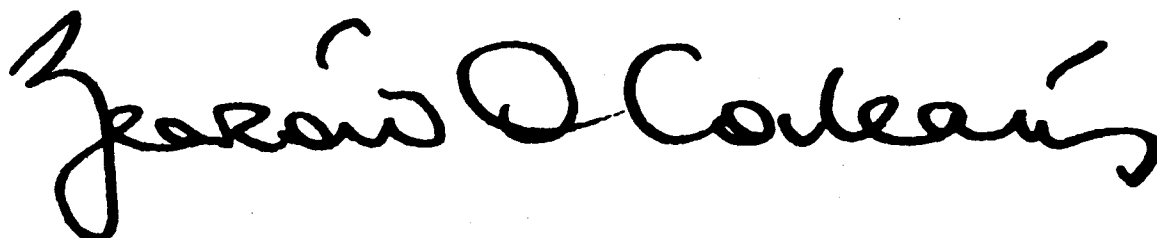
Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

A handwritten signature in black ink, reading "Dr. Hoyer". The signature is written in a cursive style with a large initial 'D' and a long horizontal stroke at the end.

Pour le président de la République française

A handwritten signature in black ink, reading "Alain Levet". The signature is written in a cursive style with a large initial 'A' and a long horizontal stroke at the end.

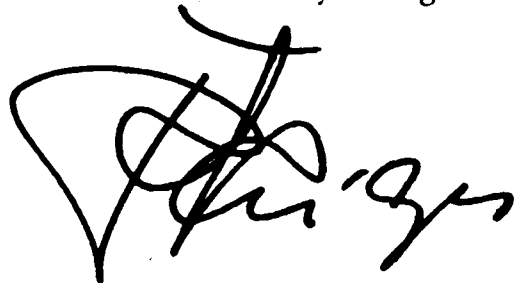
Thar ceann Uachtarán na hÉireann

A handwritten signature in black ink, reading "Seán O'Connell". The signature is written in a cursive style with a large initial 'S' and a long horizontal stroke at the end.

Per il presidente della Repubblica italiana

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sandro Pertini', written in a cursive style.

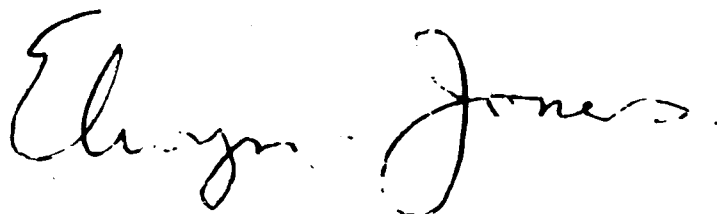
Pour Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean', written in a cursive style.

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Beatrix', written in a cursive style.

For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Elizabeth Jones', written in a cursive style.

CONVENTION

concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*)

PRÉAMBULE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

désirant mettre en œuvre les dispositions de l'article 220 dudit traité en vertu duquel elles se sont engagées à assurer la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires,

soucieuses de renforcer dans la Communauté la protection juridique des personnes qui y sont établies,

considérant qu'il importe à cette fin de déterminer la compétence de leurs juridictions dans l'ordre international, de faciliter la reconnaissance et d'instaurer une procédure rapide afin d'assurer l'exécution des décisions ainsi que des actes authentiques et des transactions judiciaires,

ont décidé de conclure la présente convention et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Pierre HARMEL,
ministre des affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE :

M. Willy BRANDT,
vice-chancelier, ministre des affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Michel DEBRÉ,
ministre des affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE :

M. Giuseppe MEDICI,
ministre des affaires étrangères ;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG :

M. Pierre GRÉGOIRE,
ministre des affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. J.M.A.H. LUNS,
ministre des affaires étrangères ;

LESQUELS, réunis au sein du Conseil, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT :

TITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION

Article premier

La présente convention s'applique en matière civile et commerciale et quelle que soit la nature de la juridiction. Elle ne recouvre notamment pas les matières fiscales, douanières ou administratives ⁽¹⁾.

Sont exclus de son application :

1. l'état et la capacité des personnes physiques, les régimes matrimoniaux, les testaments et les successions ;
2. les faillites, concordats et autres procédures analogues ;
3. la sécurité sociale ;
4. l'arbitrage.

TITRE II

COMPÉTENCE

Section première

Dispositions générales

Article 2

Sous réserve des dispositions de la présente convention, les personnes domiciliées sur le territoire d'un

État contractant sont atraites, quelle que soit leur nationalité, devant les juridictions de cet État.

Les personnes qui ne possèdent pas la nationalité de l'État dans lequel elles sont domiciliées y sont soumises aux règles de compétence applicables aux nationaux.

Article 3

Les personnes domiciliées sur le territoire d'un État contractant ne peuvent être atraites devant les tribunaux d'un autre État contractant qu'en vertu des règles énoncées aux sections 2 à 6 du présent titre.

Ne peuvent être invoqués contre elles notamment :

- en Belgique : l'article 15 du Code civil (*Burgerlijk Wetboek*) et l'article 638 du Code judiciaire (*Gerechtelijk Wetboek*),
- au Danemark : l'article 248 paragraphe 2 de la loi sur la procédure civile (*Lov om retsens pleje*) et le chapitre 3 article 3 de la loi sur la procédure civile au Groenland (*Lov for Grønland om retsens pleje*),
- en république fédérale d'Allemagne : l'article 23 du Code de procédure civile (*Zivilprozeßordnung*),
- en France : les articles 14 et 15 du Code civil,
- en Irlande : les dispositions relatives à la compétence fondée sur un acte introductif d'instance signifié ou notifié au défendeur qui se trouve temporairement en Irlande,

⁽¹⁾ Deuxième phrase ajoutée par l'article 3 de la convention d'adhésion.

- en Italie : l'article 2 et l'article 4 n^{os} 1 et 2 du Code de procédure civile (*Codice di procedura civile*),
- au Luxembourg : les articles 14 et 15 du Code civil,
- aux Pays-Bas : l'article 126 troisième alinéa et l'article 127 du Code de procédure civile (*Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering*),
- au Royaume-Uni : les dispositions relatives à la compétence fondée sur :
 - a) un acte introductif d'instance signifié ou notifié au défendeur qui se trouve temporairement au Royaume-Uni ;
 - b) l'existence au Royaume-Uni de biens appartenant au défendeur ;
 - c) la saisie par le demandeur de biens situés au Royaume-Uni ⁽¹⁾.

Article 4

Si le défendeur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État contractant, la compétence est, dans chaque État contractant, réglée par la loi de cet État, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 16.

Toute personne, quelle que soit sa nationalité, domiciliée sur le territoire d'un État contractant, peut, comme les nationaux, y invoquer contre ce défendeur les règles de compétence qui y sont en vigueur et notamment celles prévues à l'article 3 deuxième alinéa.

Section 2

Compétences spéciales

Article 5

Le défendeur domicilié sur le territoire d'un État contractant peut être attrait, dans un autre État contractant :

1. en matière contractuelle, devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée ⁽²⁾ ;
2. en matière d'obligation alimentaire, devant le tribunal du lieu où le créancier d'aliments a son

domicile ou sa résidence habituelle ou, s'il s'agit d'une demande accessoire à une action relative à l'état des personnes, devant le tribunal compétent selon la loi du for pour en connaître, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité d'une des parties ⁽³⁾ ;

3. en matière délictuelle ou quasi délictuelle, devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit ;
4. s'il s'agit d'une action en réparation de dommage ou d'une action en restitution fondées sur une infraction, devant le tribunal saisi de l'action publique, dans la mesure où, selon sa loi, ce tribunal peut connaître de l'action civile ;
5. s'il s'agit d'une contestation relative à l'exploitation d'une succursale, d'une agence ou de tout autre établissement, devant le tribunal du lieu de leur situation ;
6. en sa qualité de fondateur, de *trustee* ou de bénéficiaire d'un *trust* constitué soit en application de la loi, soit par écrit ou par une convention verbale, confirmée par écrit, devant les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel le *trust* a son domicile ⁽⁴⁾ ;
7. s'il s'agit d'une contestation relative au paiement de la rémunération réclamée en raison de l'assistance ou du sauvetage dont a bénéficié une cargaison ou un fret, devant le tribunal dans le ressort duquel cette cargaison ou le fret s'y rapportant :
 - a) a été saisi pour garantir ce paiement
 - ou
 - b) aurait pu être saisi à cet effet, mais une caution ou autre sûreté a été donnée ;

cette disposition ne s'applique que s'il est prétendu que le défendeur a un droit sur la cargaison ou sur le fret ou qu'il avait un tel droit au moment de cette assistance ou de ce sauvetage ⁽⁵⁾.

Article 6

Ce même défendeur peut aussi être attrait :

1. s'il y a plusieurs défendeurs, devant le tribunal du domicile de l'un d'eux ;

⁽¹⁾ Deuxième alinéa tel qu'il est modifié par l'article 4 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Point 1 tel qu'il est modifié, dans sa version française, par l'article 5 paragraphe 1 de la convention d'adhésion.

⁽³⁾ Point 2 tel qu'il est modifié par l'article 5 paragraphe 3 de la convention d'adhésion.

⁽⁴⁾ Point 6 ajouté par l'article 5 paragraphe 4 de la convention d'adhésion.

⁽⁵⁾ Point 7 ajouté par l'article 5 paragraphe 4 de la convention d'adhésion.

2. s'il s'agit d'une demande en garantie ou d'une demande en intervention, devant le tribunal saisi de la demande originaire, à moins qu'elle n'ait été formée que pour traduire hors de son tribunal celui qui a été appelé ;
3. s'il s'agit d'une demande reconventionnelle qui dérive du contrat ou du fait sur lequel est fondée la demande originaire, devant le tribunal saisi de celle-ci.

Article 6 bis ⁽¹⁾

Lorsque, en vertu de la présente convention, un tribunal d'un État contractant est compétent pour connaître des actions en responsabilité du fait de l'utilisation ou de l'exploitation d'un navire, ce tribunal ou tout autre que lui substitue la loi interne de cet État, connaît aussi des demandes relatives à la limitation de cette responsabilité.

Section 3

Compétence en matière d'assurances

Article 7

En matière d'assurances, la compétence est déterminée par la présente section, sans préjudice des dispositions des articles 4 et 5 point 5.

Article 8 ⁽²⁾

L'assureur domicilié sur le territoire d'un État contractant peut être attiré :

1. devant les tribunaux de l'État où il a son domicile
ou
- 2 dans un autre État contractant, devant le tribunal du lieu où le preneur d'assurance a son domicile
ou
3. s'il s'agit d'un coassureur, devant le tribunal d'un État contractant saisi de l'action formée contre l'apériseur de la coassurance.

Lorsque l'assureur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État contractant, mais possède une succursale, une agence ou tout autre établissement dans un État contractant, il est considéré pour les contestations

relatives à leur exploitation comme ayant son domicile sur le territoire de cet État.

Article 9

L'assureur peut, en outre, être attiré devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit s'il s'agit d'assurance de responsabilité ou d'assurance portant sur des immeubles. Il en est de même si l'assurance porte à la fois sur des immeubles et des meubles couverts par une même police et atteints par le même sinistre.

Article 10

En matière d'assurance de responsabilité, l'assureur peut également être appelé devant le tribunal saisi de l'action de la personne lésée contre l'assuré si la loi de ce tribunal le permet.

Les dispositions des articles 7, 8 et 9 sont applicables en cas d'action directe intentée par la victime contre l'assureur lorsque l'action directe est possible.

Si la loi relative à cette action directe prévoit la mise en cause du preneur d'assurance ou de l'assuré, le même tribunal sera aussi compétent à leur égard.

Article 11

Sous réserve des dispositions de l'article 10 troisième alinéa, l'action de l'assureur ne peut être portée que devant les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel est domicilié le défendeur, qu'il soit preneur d'assurance, assuré ou bénéficiaire.

Les dispositions de la présente section ne portent pas atteinte au droit d'introduire une demande reconventionnelle devant le tribunal saisi d'une demande originaire conformément à la présente section.

Article 12 ⁽³⁾

Il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente section que par des conventions :

1. postérieures à la naissance du différend
ou

⁽¹⁾ Article ajouté par l'article 6 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 7 de la convention d'adhésion.

⁽³⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 8 de la convention d'adhésion.

2. qui permettent au preneur d'assurance, à l'assuré ou au bénéficiaire de saisir d'autres tribunaux que ceux indiqués à la présente section

ou

3. qui, passés entre un preneur d'assurance et un assureur ayant, au moment de la conclusion du contrat, leur domicile ou leur résidence habituelle dans un même État contractant, ont pour effet, alors même que le fait dommageable se produirait à l'étranger, d'attribuer compétence aux tribunaux de cet État sauf si la loi de celui-ci interdit de telles conventions,

ou

4. conclues par un preneur d'assurance n'ayant pas son domicile dans un État contractant, sauf s'il s'agit d'une assurance obligatoire ou qui porte sur un immeuble situé dans un État contractant,

ou

5. qui concernent un contrat d'assurance en tant que celui-ci couvre un ou plusieurs des risques énumérés à l'article 12 *bis*.

Article 12 bis ⁽¹⁾

1. Les risques visés à l'article 12 point 5 sont les suivants :

1. tout dommage :

a) aux navires de mer, aux installations au large des côtes et en haute mer ou aux aéronefs, causé par des événements survenant en relation avec leur utilisation à des fins commerciales ;

b) aux marchandises autres que les bagages des passagers, durant un transport réalisé par ces navires ou aéronefs soit en totalité, soit en combinaison avec d'autres modes de transport ;

2. toute responsabilité, à l'exception de celle des dommages corporels aux passagers ou à leurs bagages,

a) résultant de l'utilisation ou de l'exploitation des navires, installations ou aéronefs, conformément au point 1 sous a) ci-dessus, pour autant que la loi de l'État contractant d'immatriculation de l'aéronef n'interdise pas les clauses attributives de juridiction dans l'assurance de tels risques ;

b) du fait de marchandises durant un transport visé au point 1 sous b) ci-dessus ;

3. toute perte pécuniaire liée à l'utilisation ou à l'exploitation des navires, installations ou aéronefs conformément au point 1 sous a) ci-dessus, notamment celle du fret ou du bénéfice d'affrètement ;

4. tout risque lié accessoirement à l'un de ceux visés aux points 1 à 3 ci-dessus.

Section 4 ⁽²⁾

Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs

Article 13

En matière de contrat conclu par une personne pour un usage pouvant être considéré comme étranger à son activité professionnelle, ci-après dénommée « le consommateur », la compétence est déterminée par la présente section, sans préjudice des dispositions de l'article 4 et de l'article 5 point 5 ;

1. lorsqu'il s'agit d'une vente à tempérament d'objets mobiliers corporels ;

2. lorsqu'il s'agit d'un prêt à tempérament ou d'une autre opération de crédit liés au financement d'une vente de tels objets ;

3. pour tout autre contrat ayant pour objet une fourniture de services ou d'objets mobiliers corporels si :

a) la conclusion du contrat a été précédée dans l'État du domicile du consommateur d'une proposition spécialement faite ou d'une publicité et que

b) le consommateur a accompli dans cet État les actes nécessaires à la conclusion de ce contrat.

Lorsque le cocontractant du consommateur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État contractant, mais possède une succursale, une agence ou tout autre établissement dans un État contractant, il est considéré pour les contestations relatives à leur exploitation comme ayant son domicile sur le territoire de cet État.

La présente section ne s'applique pas au contrat de transport.

Article 14

L'action intentée par un consommateur contre l'autre partie au contrat peut être portée soit devant les

⁽¹⁾ Article ajouté par l'article 9 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 10 de la convention d'adhésion.

tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel est domicilié le consommateur.

L'action intentée contre le consommateur par l'autre partie au contrat ne peut être portée que devant les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel est domicilié le consommateur.

Ces dispositions ne portent pas atteinte au droit d'introduire une demande reconventionnelle devant le tribunal saisi d'une demande originaire conformément à la présente section.

Article 15

Il ne peut être dérogé aux dispositions de la présente section que par des conventions :

1. postérieures à la naissance du différend
ou
2. qui permettent au consommateur de saisir d'autres tribunaux que ceux indiqués à la présente section
ou
3. qui, passées entre le consommateur et son cocontractant ayant, au moment de la conclusion du contrat, leur domicile ou leur résidence habituelle dans un même État contractant, attribuent compétence aux tribunaux de cet État sauf si la loi de celui-ci interdit de telles conventions.

Section 5

Compétences exclusives

Article 16

Sont seuls compétents, sans considération de domicile :

1. en matière de droits réels immobiliers et de baux d'immeubles, les tribunaux de l'État contractant où l'immeuble est situé ;
2. en matière de validité, de nullité ou de dissolution des sociétés ou personnes morales ayant leur siège sur le territoire d'un État contractant, ou des décisions de leurs organes, les tribunaux de cet État ;
3. en matière de validité des inscriptions sur les registres publics, les tribunaux de l'État contractant sur le territoire duquel ces registres sont tenus ;
4. en matière d'inscription ou de validité des brevets, marques, dessins et modèles, et autres droits analogues donnant lieu à un dépôt ou à un enregis-

trement, les juridictions de l'État contractant sur le territoire duquel le dépôt ou l'enregistrement a été demandé, a été effectué ou est réputé avoir été effectué aux termes d'une convention internationale ;

5. en matière d'exécution des décisions, les tribunaux de l'État contractant du lieu de l'exécution.

Section 6

Prorogation de compétence

Article 17 ⁽¹⁾

Si les parties, dont l'une au moins a son domicile sur le territoire d'un État contractant, sont convenues d'un tribunal ou de tribunaux d'un État contractant pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, ce tribunal ou les tribunaux de cet État sont seuls compétents. Cette convention attributive de juridiction doit être conclue soit par écrit, soit verbalement avec confirmation écrite, soit dans le commerce international, en une forme admise par les usages dans ce domaine et que les parties connaissent ou sont censées connaître. Lorsqu'une telle convention est conclue par des parties dont aucune n'a son domicile sur le territoire d'un État contractant, les tribunaux des autres États contractants ne peuvent connaître du différend tant que le tribunal ou les tribunaux désignés n'ont pas décliné leur compétence.

Le tribunal ou les tribunaux d'un État contractant auxquels l'acte constitutif d'un *trust* attribue compétence sont exclusivement compétents pour connaître d'une action contre un fondateur, un *trustee* ou un bénéficiaire d'un *trust*, s'il s'agit de relations entre ces personnes ou de leurs droits ou obligations dans le cadre du *trust*.

Les conventions attributives de juridiction ainsi que les stipulations similaires d'actes constitutifs de *trust* sont sans effet si elles sont contraires aux dispositions des articles 12 et 15 ou si les tribunaux à la compétence desquels elles dérogent sont exclusivement compétents en vertu de l'article 16.

Si une convention attributive de juridiction n'a été stipulée qu'en faveur de l'une des parties, celle-ci conserve le droit de saisir tout autre tribunal compétent en vertu de la présente convention.

⁽¹⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 11 de la convention d'adhésion.

Article 18

Outre les cas où sa compétence résulte d'autres dispositions de la présente convention, le juge d'un État contractant devant lequel le défendeur comparaît est compétent. Cette règle n'est pas applicable si la comparution a pour objet de contester la compétence ou s'il existe une autre juridiction exclusivement compétente en vertu de l'article 16.

Section 7

Vérification de la compétence et de la recevabilité

Article 19

Le juge d'un État contractant, saisi à titre principal d'un litige pour lequel une juridiction d'un autre État contractant est exclusivement compétente en vertu de l'article 16, se déclare d'office incompétent.

Article 20

Lorsque le défendeur domicilié sur le territoire d'un État contractant est attiré devant une juridiction d'un autre État contractant et ne comparaît pas, le juge se déclare d'office incompétent si sa compétence n'est pas fondée aux termes de la présente convention.

Le juge est tenu de surseoir à statuer aussi longtemps qu'il n'est pas établi que ce défendeur a été mis à même de recevoir l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent en temps utile pour se défendre ou que toute diligence a été faite à cette fin ⁽¹⁾.

Les dispositions de l'alinéa précédent seront remplacées par celles de l'article 15 de la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et à la notification à l'étranger des actes judiciaires et extra-judiciaires en matière civile ou commerciale, si l'acte introductif d'instance a dû être transmis en exécution de cette convention.

Section 8

Litispendance et connexité

Article 21

Lorsque des demandes ayant le même objet et la même cause sont formées entre les mêmes parties

devant des juridictions d'États contractants différents, la juridiction saisie en second lieu doit, même d'office, se dessaisir en faveur du tribunal premier saisi.

La juridiction qui devrait se dessaisir peut surseoir à statuer si la compétence de l'autre juridiction est contestée.

Article 22

Lorsque des demandes connexes sont formées devant des juridictions d'États contractants différents et sont pendantes au premier degré, la juridiction saisie en second lieu peut surseoir à statuer.

Cette juridiction peut également se dessaisir, à la demande de l'une des parties, à condition que sa loi permette la jonction d'affaires connexes et que le tribunal premier saisi soit compétent pour connaître des deux demandes.

Sont connexes, au sens du présent article, les demandes liées entre elles par un rapport si étroit qu'il y a intérêt à les instruire et à juger en même temps afin d'éviter des solutions qui pourraient être inconciliables si les causes étaient jugées séparément.

Article 23

Lorsque les demandes relèvent de la compétence exclusive de plusieurs juridictions, le dessaisissement a lieu en faveur de la juridiction première saisie.

Section 9

Mesures provisoires et conservatoires

Article 24

Les mesures provisoires ou conservatoires prévues par la loi d'un État contractant peuvent être demandées aux autorités judiciaires de cet État, même si, en vertu de la présente convention, une juridiction d'un autre État contractant est compétente pour connaître du fond.

TITRE III

RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

Article 25

On entend par décision, au sens de la présente convention, toute décision rendue par une juridiction

⁽¹⁾ Deuxième alinéa tel qu'il est modifié par l'article 12 de la convention d'adhésion.

d'un État contractant quelle que soit la dénomination qui lui est donnée, telle qu'arrêt, jugement, ordonnance ou mandat d'exécution, ainsi que la fixation par le greffier du montant des frais du procès.

Section première

Reconnaissance

Article 26

Les décisions rendues dans un État contractant sont reconnues dans les autres États contractants, sans qu'il soit nécessaire de recourir à aucune procédure.

En cas de contestation, toute partie intéressée qui invoque la reconnaissance à titre principal peut faire constater, selon la procédure prévue aux sections 2 et 3 du présent titre, que la décision doit être reconnue.

Si la reconnaissance est invoquée de façon incidente devant une juridiction d'un État contractant, celle-ci est compétente pour en connaître.

Article 27

Les décisions ne sont pas reconnues :

1. si la reconnaissance est contraire à l'ordre public de l'État requis ;
2. si l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent n'a pas été signifié ou notifié au défendeur défaillant, régulièrement et en temps utile, pour qu'il puisse se défendre ⁽¹⁾ ;
3. si la décision est inconciliable avec une décision rendue entre les mêmes parties dans l'État requis ;
4. si le tribunal de l'État d'origine, pour rendre sa décision, a, en tranchant une question relative à l'état ou à la capacité des personnes physiques, aux régimes matrimoniaux, aux testaments et aux successions, méconnu une règle de droit international privé de l'État requis, à moins que sa décision n'aboutisse au même résultat que s'il avait fait application des règles du droit international privé de l'État requis ;
5. si la décision est inconciliable avec une décision rendue antérieurement dans un État non contractant entre les mêmes parties dans un litige ayant le

même objet et la même cause, lorsque cette dernière décision réunit les conditions nécessaires à sa reconnaissance dans l'État requis ⁽²⁾.

Article 28

De même, les décisions ne sont pas reconnues si les dispositions des sections 3, 4 et 5 du titre II ont été méconnues ainsi que dans le cas prévu à l'article 59.

Lors de l'appréciation des compétences mentionnées à l'alinéa précédent, l'autorité requise est liée par les constatations de fait sur lesquelles la juridiction de l'État d'origine a fondé sa compétence.

Sans préjudice des dispositions du premier alinéa, il ne peut être procédé au contrôle de la compétence des juridictions de l'État d'origine ; les règles relatives à la compétence ne concernent pas l'ordre public visé à l'article 27 point 1.

Article 29

En aucun cas, la décision étrangère ne peut faire l'objet d'une révision au fond.

Article 30

L'autorité judiciaire d'un État contractant, devant laquelle est invoquée la reconnaissance d'une décision rendue dans un autre État contractant, peut surseoir à statuer si cette décision fait l'objet d'un recours ordinaire.

L'autorité judiciaire d'un État contractant devant laquelle est invoquée la reconnaissance d'une décision rendue en Irlande ou au Royaume-Uni et dont l'exécution est suspendue dans l'État d'origine du fait de l'exercice d'un recours peut surseoir à statuer ⁽³⁾.

Section 2

Exécution

Article 31

Les décisions rendues dans un État contractant et qui y sont exécutoires sont mises à exécution dans un

⁽¹⁾ Point 2 tel qu'il est modifié par l'article 13 paragraphe 1 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Point 5 ajouté par l'article 13 paragraphe 2 de la convention d'adhésion.

⁽³⁾ Deuxième alinéa ajouté par l'article 14 de la convention d'adhésion.

autre État contractant après y avoir été revêtues de la formule exécutoire sur requête de toute partie intéressée.

Toutefois, au Royaume-Uni, ces décisions sont mises à exécution en Angleterre et au pays de Galles, en Écosse ou en Irlande du Nord, après avoir été enregistrées en vue de leur exécution, sur requête de toute partie intéressée, dans l'une ou l'autre de ces parties du Royaume-Uni, suivant le cas ⁽¹⁾.

Article 32

La requête est présentée :

- en Belgique, au tribunal de première instance ou à la rechtbank van eerste aanleg,
- au Danemark, à l'underret,
- en république fédérale d'Allemagne, au président d'une chambre du Landgericht,
- en France, au président du tribunal de grande instance,
- en Irlande, à la High Court,
- en Italie, à la corte d'appello,
- au Luxembourg, au président du tribunal d'arrondissement,
- aux Pays-Bas, au président de l'arrondissementsrechtbank,
- au Royaume-Uni :
 1. en Angleterre et au pays de Galles, à la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, à la Magistrates' Court saisie par l'intermédiaire du Secretary of State ;
 2. en Écosse, à la Court of Session ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, à la Sheriff Court, saisie par l'intermédiaire du Secretary of State ;
 3. en Irlande du Nord, à la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, à la Magistrates' Court saisie par l'intermédiaire du Secretary of State ⁽²⁾.

La juridiction territorialement compétente est déterminée par le domicile de la partie contre laquelle l'exécution est demandée. Si cette partie n'est pas domiciliée sur le territoire de l'État requis, la compétence est déterminée par le lieu de l'exécution.

⁽¹⁾ Deuxième alinéa ajouté par l'article 15 de la convention.

⁽²⁾ Premier alinéa tel qu'il est modifié par l'article 16 de

Article 33

Les modalités du dépôt de la requête sont déterminées par la loi de l'État requis.

Le requérant doit faire élection de domicile dans le ressort de la juridiction saisie. Toutefois, si la loi de l'État requis ne connaît pas l'élection de domicile, le requérant désigne un mandataire *ad litem*.

Les documents mentionnés aux articles 46 et 47 sont joints à la requête.

Article 34

La juridiction saisie de la requête statue à bref délai, sans que la partie contre laquelle l'exécution est demandée puisse, en cet état de la procédure, présenter d'observation.

La requête ne peut être rejetée que pour l'un des motifs prévus aux articles 27 et 28.

En aucun cas, la décision étrangère ne peut faire l'objet d'une révision au fond.

Article 35

La décision rendue sur enquête est aussitôt portée à la connaissance du requérant, à la diligence du greffier, suivant les modalités déterminées par la loi de l'État requis.

Article 36

Si l'exécution est autorisée, la partie contre laquelle l'exécution est demandée peut former un recours contre la décision dans le mois de sa signification.

Si cette partie est domiciliée dans un État contractant autre que celui où la décision qui autorise l'exécution a été rendue, le délai est de deux mois et court du jour où la signification a été faite à personne ou à domicile. Ce délai ne comporte pas de prorogation à raison de la distance.

Article 37 ⁽³⁾

Le recours est porté, selon les règles de la procédure contradictoire :

- en Belgique, devant le tribunal de première instance ou la rechtbank van eerste aanleg,

⁽³⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 17 de la conven-

- au Danemark, devant le landsret,
- en république fédérale d'Allemagne, devant l'Oberlandesgericht,
- en France, devant la cour d'appel,
- en Irlande, devant la High Court,
- en Italie, devant la corte d'appello,
- au Luxembourg, devant la Cour supérieure de justice siégeant en matière d'appel civil ;
- aux Pays-Bas, devant l'arrondissementsrechtbank,
- au Royaume-Uni :
 1. en Angleterre et au pays de Galles, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court ;
 2. en Écosse, devant la Court of Session ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Sheriff Court ;
 3. en Irlande du Nord, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court.

La décision rendue sur le recours ne peut faire l'objet :

- en Belgique, en France, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, que d'un pourvoi en cassation,
- au Danemark, que d'un recours devant le højesteret, avec l'autorisation du ministre de la justice,
- en république fédérale d'Allemagne, que d'une *Rechtsbeschwerde*,
- en Irlande, que d'un recours sur un point de droit devant la Supreme Court,
- au Royaume-Uni, que d'un seul recours sur un point de droit.

Article 38

La juridiction saisie du recours peut, à la requête de la partie qui l'a formé, surseoir à statuer, si la décision étrangère fait, dans l'État d'origine, l'objet d'un recours ordinaire ou si le délai pour le former n'est pas expiré ; dans ce dernier cas, la juridiction peut impartir un délai pour former ce recours.

Lorsque la décision a été rendue en Irlande ou au Royaume-Uni, toute voie de recours prévue dans

l'État d'origine est considérée comme un recours ordinaire pour l'application du premier alinéa ⁽¹⁾.

Cette juridiction peut également surbordonner l'exécution à la constitution d'une garantie qu'elle détermine.

Article 39

Pendant le délai du recours prévu à l'article 36 et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur celui-ci, il ne peut être procédé qu'à des mesures conservatoires sur les biens de la partie contre laquelle l'exécution est demandée.

La décision qui accorde l'exécution emporte l'autorisation de procéder à ces mesures.

Article 40

Si sa requête est rejetée, le requérant peut former un recours :

- en Belgique, devant la cour d'appel ou le hof van beroep,
- au Danemark, devant le landsret,
- en république fédérale d'Allemagne, devant l'Oberlandesgericht,
- en France, devant la cour d'appel,
- en Irlande, devant la High Court,
- en Italie, devant la corte d'appello,
- au Luxembourg, devant la Cour supérieure de justice siégeant en matière d'appel civil,
- aux Pays-Bas, devant le gerechtshof,
- au Royaume-Uni :
 1. en Angleterre et au pays de Galles, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court ;
 2. en Écosse, devant la Court of Session ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Sheriff Court ;
 3. en Irlande du Nord, devant la High Court of Justice ou, s'il s'agit d'une décision en matière d'obligation alimentaire, devant la Magistrates' Court ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Deuxième alinéa ajouté par l'article 18 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Premier alinéa tel qu'il est modifié par l'article 19 de la convention d'adhésion.

La partie contre laquelle l'exécution est demandée est appelée à comparaître devant la juridiction saisie du recours. En cas de défaut, les dispositions de l'article 20 deuxième et troisième alinéas sont applicables alors même que cette partie n'est pas domiciliée sur le territoire d'un des États contractants.

Article 41 ⁽¹⁾

La décision rendue sur le recours prévu à l'article 40 ne peut faire l'objet :

- en Belgique, en France, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas, que d'un pourvoi en cassation,
- au Danemark, que d'un recours devant le højesteret, avec l'autorisation du ministre de la justice,
- en république fédérale d'Allemagne, que d'une *Rechtsbeschwerde*,
- en Irlande, que d'un recours sur un point de droit devant la Supreme Court,
- au Royaume-Uni, que d'un seul recours sur un point de droit.

Article 42

Lorsque la décision étrangère a statué sur plusieurs chefs de la demande et que l'exécution ne peut être autorisée pour le tout, l'autorité judiciaire accorde l'exécution pour un ou plusieurs d'entre eux.

Le requérant peut demander une exécution partielle.

Article 43

Les décisions étrangères condamnant à une astreinte ne sont exécutoires dans l'État requis que si le montant en a été définitivement fixé par les tribunaux de l'État d'origine.

Article 44 ⁽²⁾

Le requérant qui, dans l'État où la décision a été rendue, a bénéficié en tout ou en partie de l'assistance

judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens, bénéficie, dans la procédure prévue aux articles 32 à 35, de l'assistance la plus favorable ou de l'exemption la plus large prévue par le droit de l'État requis.

Le requérant qui demande l'exécution d'une décision rendue au Danemark par une autorité administrative en matière d'obligation alimentaire peut invoquer dans l'État requis le bénéfice des dispositions du premier alinéa s'il produit un document établi par le ministère de la justice danois et attestant qu'il remplit les conditions économiques pour pouvoir bénéficier en tout ou partie de l'assistance judiciaire ou d'une exemption de frais et dépens.

Article 45

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé en raison, soit de la qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, à la partie qui demande l'exécution dans un État contractant d'une décision rendue dans un autre État contractant.

Section 3

Dispositions communes

Article 46

La partie qui invoque la reconnaissance ou demande l'exécution d'une décision doit produire :

1. une expédition de celle-ci réunissant les conditions nécessaires à son authenticité ;
2. s'il s'agit d'une décision par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document établissant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été signifié ou notifié à la partie défaillante ⁽³⁾.

Article 47

La partie qui demande l'exécution doit en outre produire :

1. tout document de nature à établir que, selon la loi de l'État d'origine, la décision est exécutoire et a été signifiée ;

⁽¹⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 20 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 21 de la conven-

⁽³⁾ Point 2 tel qu'il est modifié par l'article 22 de la

2. s'il y a lieu, un document justifiant que le requérant bénéficie de l'assistance judiciaire dans l'État d'origine.

Article 48

À défaut de production des documents mentionnés à l'article 46 point 2 et à l'article 47 point 2, l'autorité judiciaire peut impartir un délai pour les produire ou accepter des documents équivalents ou, si elle s'estime suffisamment éclairée, en dispenser.

Il est produit une traduction des documents si l'autorité judiciaire l'exige ; la traduction est certifiée par une personne habilitée à cet effet dans l'un des États contractants.

Article 49

Aucune légalisation ni formalité analogue n'est exigée en ce qui concerne les documents mentionnés aux articles 46, 47 et à l'article 48 deuxième alinéa, ainsi que, le cas échéant, la procuration *ad litem*.

TITRE IV

ACTES AUTHENTIQUES ET TRANSACTIONS JUDICIAIRES

Article 50

Les actes authentiques reçus et exécutoires dans un État contractant sont, sur requête, revêtus de la formule exécutoire dans un autre État contractant, conformément à la procédure prévue aux articles 31 et suivants. La requête ne peut être rejetée que si l'exécution de l'acte authentique est contraire à l'ordre public de l'État requis.

L'acte produit doit réunir les conditions nécessaires à son authenticité dans l'État d'origine.

Les dispositions de la section 3 du titre III sont, en tant que de besoin, applicables.

Article 51

Les transactions conclues devant le juge au cours d'un procès et exécutoires dans l'État d'origine sont exécutoires dans l'État requis aux mêmes conditions que les actes authentiques.

TITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 52

Pour déterminer si une partie a un domicile sur le territoire de l'État contractant dont les tribunaux sont saisis, le juge applique sa loi interne.

Lorsqu'une partie n'a pas de domicile dans l'État dont les tribunaux sont saisis, le juge, pour déterminer si elle a un domicile dans un autre État contractant, applique la loi de cet État.

Toutefois, pour déterminer le domicile d'une partie, il est fait application de sa loi nationale si, selon celle-ci, son domicile dépend de celui d'une autre personne ou du siège d'une autorité.

Article 53

Le siège des sociétés et des personnes morales est assimilé au domicile pour l'application de la présente convention. Toutefois, pour déterminer ce siège, le juge saisi applique les règles de son droit international privé.

Pour déterminer si un *trust* a son domicile sur le territoire d'un État contractant dont les tribunaux sont saisis, le juge applique les règles de son droit international privé ⁽¹⁾.

TITRE VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ⁽²⁾

Article 54

Les dispositions de la présente convention ne sont applicables qu'aux actions judiciaires intentées et aux actes authentiques reçus postérieurement à son entrée en vigueur.

Toutefois, les décisions rendues après la date d'entrée en vigueur de la présente convention à la suite d'actions intentées avant cette date sont reconnues et exécutées conformément aux dispositions du titre III si les règles de compétence appliquées sont conformes

⁽¹⁾ Deuxième alinéa ajouté par l'article 23 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Des dispositions transitoires propres à la convention d'adhésion figurent au titre V de celle-ci.

à celles prévues soit par le titre II soit par une convention qui était en vigueur entre l'État d'origine et l'État requis lorsque l'action a été intentée.

TITRE VII

RELATIONS AVEC LES AUTRES CONVENTIONS

Article 55

Sans préjudice des dispositions de l'article 54 deuxième alinéa et de l'article 56, la présente convention remplace entre les États qui y sont parties les conventions conclues entre deux ou plusieurs de ces États, à savoir :

- la convention entre la Belgique et la France sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, signée à Paris le 8 juillet 1899,
- la convention entre la Belgique et les Pays-Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, ainsi que sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, signée à Bruxelles le 28 mars 1925,
- la convention entre la France et l'Italie sur l'exécution des jugements en matière civile et commerciale, signée à Rome le 3 juin 1930,
- la convention entre le Royaume-Uni et la France sur l'exécution réciproque des jugements en matière civile et commerciale, accompagnée d'un protocole, signée à Paris le 18 janvier 1934 ⁽¹⁾,
- la convention entre le Royaume-Uni et la Belgique sur l'exécution réciproque des jugements en matière civile et commerciale, accompagnée d'un protocole, signée à Bruxelles le 2 mai 1934 ⁽¹⁾,
- la convention entre l'Allemagne et l'Italie sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, signée à Rome le 9 mars 1936,
- la convention entre la république fédérale d'Allemagne et le royaume de Belgique concernant la reconnaissance et l'exécution réciproques en matière civile et commerciale des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques, signée à Bonn le 30 juin 1958,

- la convention entre le royaume des Pays-Bas et la République italienne sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires en matière civile et commerciale, signée à Rome le 17 avril 1959,
- la convention entre le Royaume-Uni et la république fédérale d'Allemagne sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile et commerciale, signée à Bonn le 14 juillet 1960 ⁽¹⁾,
- la convention entre le royaume de Belgique et la République italienne concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et d'autres titres exécutoires en matière civile et commerciale, signée à Rome le 6 avril 1962,
- la convention entre le royaume des Pays-Bas et la république fédérale d'Allemagne sur la reconnaissance et l'exécution mutuelles des décisions judiciaires et autres titres exécutoires en matière civile et commerciale, signée à La Haye le 30 août 1962,
- la convention entre le Royaume-Uni et la République italienne sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile et commerciale, signée à Rome le 7 février 1964, accompagnée d'un protocole signé à Rome le 14 juillet 1970 ⁽²⁾,
- la convention entre le Royaume-Uni et le royaume des Pays-Bas sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile, signée à La Haye le 17 novembre 1967 ⁽²⁾,

et pour autant qu'il est en vigueur :

- le traité entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg sur la compétence judiciaire, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, signé à Bruxelles le 24 novembre 1961.

Article 56

Le traité et les conventions mentionnés à l'article 55 continuent à produire leurs effets dans les matières auxquelles la présente convention n'est pas applicable.

Ils continuent à produire leurs effets en ce qui concerne les décisions rendues et les actes reçus avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

⁽¹⁾ Quatrième, cinquième et neuvième tirets ajoutés par l'article 24 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Douzième et treizième tirets ajoutés par l'article 24 de la convention d'adhésion.

Article 57 ⁽¹⁾

La présente convention ne déroge pas aux conventions auxquelles les États contractants sont ou seront parties et qui, dans des matières particulières, règlent la compétence judiciaire, la reconnaissance ou l'exécution des décisions ⁽²⁾.

Elle ne préjuge pas l'application des dispositions qui, dans des matières particulières, règlent la compétence judiciaire, la reconnaissance ou l'exécution des décisions et qui sont ou seront contenues dans les actes des institutions des Communautés européennes ou dans les législations nationales harmonisées en exécution de ces actes.

Article 58

Les dispositions de la présente convention ne portent pas préjudice aux droits reconnus aux ressortissants suisses par la convention conclue, le 15 juin 1869, entre la France et la Confédération helvétique sur la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile.

Article 59

La présente convention ne fait pas obstacle à ce qu'un État contractant s'engage envers un État tiers, aux termes d'une convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements, à ne pas reconnaître une décision rendue, notamment dans un autre État contractant, contre un défendeur qui avait son domicile ou sa résidence habituelle sur le territoire de l'État tiers lorsque, dans un cas prévu par l'article 4, la décision n'a pu être fondée que sur une compétence visée à l'article 3 deuxième alinéa.

Toutefois, aucun État contractant ne peut s'engager envers un État tiers à ne pas reconnaître une décision rendue dans un autre État contractant par une juridiction dont la compétence est fondée sur l'existence dans cet État de biens appartenant au défendeur ou sur la saisie par le demandeur de biens qui y existent :

1. si la demande porte sur la propriété ou la possession desdits biens, vise à obtenir l'autorisation d'en disposer ou est relative à un autre litige les concernant,

ou

2. si les biens constituent la garantie d'une créance qui fait l'objet de la demande ⁽³⁾.

TITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES ⁽⁴⁾*Article 60* ⁽⁵⁾

La présente convention s'applique au territoire européen des États contractants, y compris le Groenland, aux départements et territoires français d'outre-mer ainsi qu'à Mayotte.

Le royaume des Pays-Bas peut déclarer au moment de la signature ou de la ratification de la présente convention ou à tout moment ultérieur, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes, que la présente convention est applicable aux Antilles néerlandaises. À défaut d'une telle déclaration, les procédures se déroulant sur le territoire européen du Royaume à la suite d'un pourvoi en cassation contre les décisions de tribunaux des Antilles néerlandaises sont considérées comme des procédures se déroulant devant ces tribunaux.

Par dérogation au premier alinéa, la présente convention ne s'applique pas :

1. aux îles Féroé, sauf déclaration contraire du royaume de Danemark ;
2. aux territoires européens situés hors du Royaume-Uni et dont celui-ci assume les relations internationales, sauf déclaration contraire du Royaume-Uni pour un tel territoire.

Ces déclarations peuvent être faites à tout moment, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Les procédures d'appel introduites au Royaume-Uni contre des décisions rendues par les tribunaux situés dans un des territoires visés au troisième alinéa point 2 sont considérées comme des procédures se déroulant devant ces tribunaux.

Les affaires qui, au royaume de Danemark, sont traitées d'après la loi sur la procédure civile pour les îles

⁽¹⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 25 paragraphe 1 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Des dispositions d'application de cet alinéa sont fixées dans l'article 25 paragraphe 2 de la convention d'adhésion.

⁽³⁾ Deuxième alinéa ajouté par l'article 26 de la convention d'adhésion.

⁽⁴⁾ Des dispositions finales propres à la convention d'adhésion figurent au titre VI de celle-ci.

⁽⁵⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 27 de la convention d'adhésion.

Féroé (*Lov for Færøerne om rettens pleje*) sont considérées comme des affaires se déroulant devant les tribunaux des îles Féroé.

Article 61

La présente convention sera ratifiée par les États signataires. Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Article 62 ⁽¹⁾

La présente convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité.

Article 63

Les États contractants reconnaissent que tout État qui devient membre de la Communauté économique européenne aura l'obligation d'accepter que la présente convention soit prise comme base pour les négociations nécessaires pour assurer la mise en œuvre de l'article 220 dernier alinéa du traité instituant la Communauté économique européenne dans les rapports entre les États contractants et cet État.

Les adaptations nécessaires pourront faire l'objet d'une convention spéciale entre les États contractants, d'une part, et cet État, d'autre part.

Article 64

Le secrétaire général du Conseil des Communautés européennes notifiera aux États signataires :

- a) le dépôt de tout instrument de ratification ;
- b) la date d'entrée en vigueur de la présente convention ;
- c) les déclarations reçues en application de l'article 60 ⁽²⁾ ;
- d) les déclarations reçues en application de l'article IV du protocole ;
- e) les communications faites en application de l'article VI du protocole.

Article 65

Le protocole qui, du commun accord des États contractants, est annexé à la présente convention, en fait partie intégrante.

Article 66

La présente convention est conclue pour une durée illimitée.

Article 67

Chaque État contractant peut demander la révision de la présente convention. Dans ce cas, une conférence de révision est convoquée par le président du Conseil des Communautés européennes.

Article 68 ⁽³⁾

La présente convention, rédigée en un exemplaire unique en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du secrétariat du Conseil des Communautés européennes. Le secrétaire général en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des États signataires.

⁽¹⁾ Pour l'entrée en vigueur de la convention d'adhésion, voir l'article 39 de celle-ci.

⁽²⁾ Lettre c) telle qu'elle est modifiée par l'article 28 de la convention d'adhésion.

⁽³⁾ Voir aussi l'article 37 deuxième alinéa de la convention d'adhésion, qui prévoit que les textes danois, anglais et irlandais font également foi.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschrift unter dieses Übereinkommen gesetzt.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature en bas de la présente convention.

In fede di che i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce alla presente convenzione.

Ten blijke waarvan de onderscheiden gevolmachtigden hun handtekening onder dit Verdrag hebben gesteld.

Geschehen zu Brüssel am siebenundzwanzigsten September neunzehnhundertachtundsechzig.

Fait à Bruxelles, le vingt-sept septembre mil neuf cent soixante-huit.

Fatto a Bruxelles, addì ventisette settembre millenovecentosessantotto.

Gedaan te Brussel, op zevenentwintig september negentienhonderdachtenzestig.

Pour Sa Majesté le roi des Belges

Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Pierre HARMEL

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

Willy BRANDT

Pour le président de la République française

Michel DEBRÉ

Per il presidente della Repubblica italiana

Giuseppe MEDICI

Pour Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg

Pierre GRÉGOIRE

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

J.M.A.H. LUNS

PROTOCOLE (*)

Les hautes parties contractantes sont convenues des dispositions ci-après, qui sont annexées à la convention :

Article I

Toute personne domiciliée au Luxembourg, atraite devant un tribunal d'un autre État contractant en application de l'article 5 point 1, peut décliner la compétence de ce tribunal. Ce tribunal se déclare d'office incompétent si le défendeur ne comparaît pas.

Toute convention attributive de juridiction au sens de l'article 17 ne produit ses effets à l'égard d'une personne domiciliée au Luxembourg que si celle-ci l'a expressément et spécialement acceptée.

Article II

Sans préjudice de dispositions nationales plus favorables, les personnes domiciliées dans un État contractant et poursuivies pour une infraction involontaire devant les juridictions répressives d'un autre État contractant dont elles ne sont pas les nationaux, peuvent se faire défendre par les personnes habilitées à cette fin, même si elles ne comparaissent pas personnellement.

Toutefois, la juridiction saisie peut ordonner la comparution personnelle ; si celle-ci n'a pas eu lieu, la décision rendue sur l'action civile sans que la personne en cause ait eu la possibilité de se faire défendre pourra ne pas être reconnue ni exécutée dans les autres États contractants.

Article III

Aucun impôt, droit ou taxe, proportionnel à la valeur du litige, n'est perçu dans l'État requis à l'occasion de la procédure tendant à l'octroi de la formule exécutoire.

Article IV

Les actes judiciaires et extrajudiciaires dressés sur le territoire d'un État contractant et qui doivent être

notifiés ou signifiés à des personnes se trouvant sur le territoire d'un autre État contractant sont transmis selon les modes prévus par les conventions ou accords conclus entre les États contractants.

Sauf si l'État de destination s'y oppose par déclaration faite au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes, ces actes peuvent aussi être envoyés directement par les officiers ministériels de l'État où les actes sont dressés aux officiers ministériels de l'État sur le territoire duquel se trouve le destinataire de l'acte. Dans ce cas, l'officier ministériel de l'État d'origine transmet une copie de l'acte à l'officier ministériel de l'État requis, qui est compétent pour la remettre au destinataire. Cette remise est faite dans les formes prévues par la loi de l'État requis. Elle est constatée par une attestation envoyée directement à l'officier ministériel de l'État d'origine.

Article V

La compétence judiciaire prévue à l'article 6 point 2 et à l'article 10, pour la demande en garantie ou la demande en intervention, ne peut être invoquée dans la république fédérale d'Allemagne. Dans cet État, toute personne domiciliée sur le territoire d'un autre État contractant peut être appelée devant les tribunaux en application des articles 68 et 72, 73 et 74 du Code de procédure civile concernant la *litis denuntiatio*.

Les décisions rendues dans les autres États contractants en vertu de l'article 6 point 2 et de l'article 10 sont reconnues et exécutées dans la république fédérale d'Allemagne, conformément au titre III. Les effets produits à l'égard des tiers, en application des articles 68 et 72, 73 et 74 du Code de procédure civile, par des jugements rendus dans cet État, sont également reconnus dans les autres États contractants.

Article V bis ⁽¹⁾

En matière d'obligation alimentaire, les termes « juge », « tribunal » et « juridiction » comprennent les autorités administratives danoises.

(*) Texte tel qu'il est modifié par la convention d'adhésion.

⁽¹⁾ Article ajouté par l'article 29 de la convention d'adhésion.

Article V ter ⁽¹⁾

Dans les litiges entre le capitaine et un membre de l'équipage d'un navire de mer immatriculé au Danemark ou en Irlande, relatifs aux rémunérations ou aux autres conditions de service, les juridictions d'un État contractant doivent contrôler si l'agent diplomatique ou consulaire dont relève le navire a été informé du litige. Elles doivent surseoir à statuer aussi longtemps que cet agent n'a pas été informé. Elles doivent, même d'office, se dessaisir, si cet agent, dûment informé, a exercé les attributions que lui reconnaît en la matière une convention consulaire ou, à défaut d'une telle convention, a soulevé des objections sur la compétence dans le délai imparti.

Article V quater ⁽¹⁾

Lorsque, dans le cadre de l'article 69 paragraphe 5 de la convention relative au brevet européen pour le marché commun, signée à Luxembourg le 15 décembre 1975, les articles 52 et 53 de la présente convention sont appliqués aux dispositions relatives à la *residence*, selon le texte anglais de la première convention, le terme *residence* employé dans ce texte

est réputé avoir la même portée que le terme « domicile » figurant dans les articles 52 et 53 précités.

Article V quinquies ⁽¹⁾

Sans préjudice de la compétence de l'Office européen des brevets selon la convention sur la délivrance de brevets européens, signée à Munich le 5 octobre 1973, les juridictions de chaque État contractant sont seules compétentes, sans considération de domicile, en matière d'inscription ou de validité d'un brevet européen délivré pour cet État et qui n'est pas un brevet communautaire en application des dispositions de l'article 86 de la convention relative au brevet européen pour le marché commun, signée à Luxembourg le 15 décembre 1975.

Article VI

Les États contractants communiqueront au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes les textes de leurs dispositions législatives qui modifieraient soit les articles de leur lois qui sont mentionnés dans la convention, soit les juridictions qui sont désignées au titre III section 2 de la convention.

⁽¹⁾ Articles ajoutés par l'article 29 de la convention d'adhésion.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschrift unter dieses Protokoll gesetzt.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent protocole.

In fede di che i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente protocollo.

Ten blijke waarvan de onderscheiden gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Geschehen zu Brüssel am siebenundzwanzigsten September neunzehnhundertachtundsechzig.

Fait à Bruxelles, le vingt-sept septembre mil neuf cent soixante-huit.

Fatto a Bruxelles, addì ventisette settembre millenovecentosessanotto.

Gedaan te Brussel, op zevenentwintig september negentienhonderdachtenzestig.

Pour Sa Majesté le roi des Belges

Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Pierre HARMEL

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

Willy BRANDT

Pour le président de la République française

Michel DEBRÉ

Per il presidente della Repubblica italiana

Giuseppe MEDICI

Pour Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg

Pierre GRÉGOIRE

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

J.M.A.H. LUNS

DÉCLARATION COMMUNE

Les gouvernements du royaume de Belgique, de la république fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du grand-duché de Luxembourg et du royaume des Pays-Bas,

au moment de la signature de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des jugements en matière civile et commerciale,

désirant assurer une application aussi efficace que possible de ses dispositions,

soucieux d'éviter que des divergences d'interprétation de la convention ne nuisent à son caractère unitaire,

conscients du fait que des conflits positifs ou négatifs de compétences pourraient éventuellement se présenter dans l'application de la convention,

se déclarent prêts :

1. à étudier ces questions et notamment à examiner la possibilité d'attribuer certaines compétences à la Cour de justice des Communautés européennes, et à négocier, le cas échéant, un accord à cet effet ;
2. à instituer des contacts périodiques entre leurs représentants.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschrift unter diese Gemeinsame Erklärung gesetzt.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé leur signature au bas de la présente déclaration commune.

In fede di che i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce alla presente Dichiarazione comune.

Ten blijke waarvan de onderscheiden gevolmachtigden hun handtekening onder deze Gemeenschappelijke Verklaring hebben gesteld.

Geschehen zu Brüssel am siebenundzwanzigsten September neunzehnhundertachtundsechzig.

Fait à Bruxelles, le vingt-sept septembre mil neuf cent soixante-huit.

Fatto a Bruxelles, addì ventisette settembre millenovecentosessantotto.

Gedaan te Brussel, op zevenentwintig september negentienhonderdachtenzestig.

Pierre HARMEL

Willy BRANDT

Michel DEBRÉ

Giuseppe MEDICI

Pierre GRÉGOIRE

J.M.A.H. LUNS

PROTOCOLE

concernant l'interprétation par la Cour de justice de la convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (*)

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

se référant à la déclaration annexée à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale signée à Bruxelles le 27 septembre 1968,

ont décidé de conclure un protocole attribuant compétence à la Cour de justice des Communautés européennes pour l'interprétation de ladite convention et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Alfons VRANCKX,
ministre de la justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE :

M. Gerhard JAHN,
ministre fédéral de la justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. René PLEVEN,
garde des sceaux,
ministre de la justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE :

M. Erminio PENNACCHINI,
sous-secrétaire d'État au ministère de la justice et des grâces ;

SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG :

M. Eugène SCHAUS,
ministre de la justice,
vice-président du gouvernement ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. C.H.F. POLAK
ministre de la justice ;

LESQUELS, réunis au sein du Conseil, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS QUI SUIVENT :

(*) Texte tel qu'il est modifié par la convention d'adhésion.

Article premier

La Cour de justice des Communautés européennes est compétente pour statuer sur l'interprétation de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et du protocole annexé à cette convention, signés à Bruxelles le 27 septembre 1968, ainsi que du présent protocole.

La Cour de justice des Communautés européennes est également compétente pour statuer sur l'interprétation de la convention relative à l'adhésion du royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à la convention du 27 septembre 1968 ainsi qu'au présent protocole ⁽¹⁾.

Article 2

Les juridictions suivantes ont le pouvoir de demander à la Cour de justice de statuer à titre préjudiciel sur une question d'interprétation:

1. — en Belgique : la Cour de cassation (het Hof van Cassatie) et le Conseil d'État (de Raad van State),
— au Danemark : højesteret,
— en république fédérale d'Allemagne : die obersten Gerichtshöfe des Bundes,
— en France : la Cour de cassation et le Conseil d'État,
— en Irlande: the Supreme Court,
— en Italie: la Corte suprema di cassazione,
— au Luxembourg: la Cour supérieure de justice siégeant comme Cour de cassation,
— aux Pays-Bas : de Hoge Raad,
— au Royaume-Uni : the House of Lords et les juridictions saisies sur la base de l'article 37 deuxième alinéa ou de l'article 41 de la convention ⁽²⁾ ;
2. les juridictions des États contractants lorsqu'elles statuent en appel ;
3. dans les cas prévus à l'article 37 de la convention, les juridictions mentionnées audit article.

Article 3

1. Lorsqu'une question portant sur l'interprétation de la convention et des autres textes mentionnés à

⁽¹⁾ Deuxième alinéa ajouté par l'article 30 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Point 1 tel qu'il est modifié par l'article 31 de la convention d'adhésion.

l'article 1^{er} est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction indiquée à l'article 2 point 1, cette juridiction, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, est tenue de demander à la Cour de justice de statuer sur cette question.

2. Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction indiquée à l'article 2 points 2 et 3, cette juridiction peut, dans les conditions déterminées au paragraphe 1, demander à la Cour de justice de statuer.

Article 4

1. L'autorité compétente d'un État contractant a la faculté de demander à la Cour de justice de se prononcer sur une question d'interprétation de la convention et des autres textes mentionnés à l'article 1^{er} si des décisions rendues par des juridictions de cet État sont en contradiction avec l'interprétation donnée, soit par la Cour de justice, soit par une décision d'une juridiction d'un autre État contractant mentionnée à l'article 2 points 1 et 2. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'aux décisions passées en force de chose jugée.
2. L'interprétation donnée par la Cour de justice à la suite d'une telle demande est sans effet sur les décisions à l'occasion desquelles l'interprétation lui a été demandée.
3. Sont compétents pour saisir la Cour de justice d'une demande d'interprétation conformément au paragraphe 1, les procureurs généraux près les cours de cassation des États contractants ou toute autre autorité désignée par un État contractant.
4. Le greffier de la Cour de justice notifie la demande aux États contractants, à la Commission et au Conseil des Communautés européennes qui, dans un délai de deux mois à compter de cette notification, ont le droit de déposer devant la Cour des mémoires ou observations écrites.
5. La procédure prévue au présent article ne donne lieu ni à la perception ni au remboursement des frais et dépens.

Article 5

1. Dans la mesure où le présent protocole n'en dispose pas autrement, les dispositions du traité instituant la Communauté économique européenne et celles du protocole sur le statut de la Cour de justice y annexé, qui sont applicables lorsque la Cour est appelée à statuer à titre préjudiciel, s'appliquent également à la procédure d'interprétation de la convention et des autres textes mentionnés à l'article 1^{er}.

2. Le règlement de procédure de la Cour de justice est adapté et complété, si besoin est, conformément à l'article 188 du traité instituant la Communauté économique européenne.

Article 6 ⁽¹⁾

Le présent protocole s'applique au territoire européen des États contractants, y compris le Groenland, aux départements et territoires français d'outre-mer ainsi qu'à Mayotte.

Le royaume des Pays-Bas peut déclarer, au moment de la signature ou de la ratification du présent protocole ou à tout moment ultérieur, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes, que le présent protocole est applicable aux Antilles néerlandaises.

Par dérogation au premier alinéa, le présent protocole ne s'applique pas:

1. aux îles Féroé, sauf déclaration contraire du royaume de Danemark;
2. aux territoires européens situés hors du Royaume-Uni et dont celui-ci assume les relations internationales, sauf déclaration contraire du Royaume-Uni pour un tel territoire.

Ces déclarations peuvent être faites à tout moment, par voie de notification au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Article 7

Le présent protocole sera ratifié par les États signataires. Les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général du Conseil des Communautés européennes.

Article 8 ⁽²⁾

Le présent protocole entre en vigueur le premier jour du troisième mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procède le dernier à cette formalité. Toutefois, son entrée en vigueur intervient au plus tôt en même temps que celle de la convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

Article 9

Les États contractants reconnaissent que tout État qui devient membre de la Communauté économique européenne et auquel s'applique l'article 63 de la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale doit accepter les dispositions du présent protocole, sous réserve des adaptations nécessaires.

Article 10

Le secrétaire général du Conseil des Communautés européennes notifie aux États signataires:

- a) le dépôt de tout instrument de ratification;
- b) la date d'entrée en vigueur du présent protocole;
- c) les déclarations reçues en application de l'article 4 paragraphe 3;
- d) les déclarations reçues en application de l'article 6 ⁽³⁾.

Article 11

Les États contractants communiqueront au secrétaire général du Conseil des Communautés européennes les textes de leurs dispositions législatives qui impliquent une modification de la liste des juridictions désignées à l'article 2 point 1.

Article 12

Le présent protocole est conclu pour une durée illimitée.

Article 13

Chaque État contractant peut demander la révision du présent protocole. Dans ce cas, une conférence de révision est convoquée par le président du Conseil des Communautés européennes.

Article 14 ⁽⁴⁾

Le présent protocole rédigé en un exemplaire unique en langues allemande, française, italienne et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, est déposé dans les archives du secrétariat du Conseil des Communautés européennes. Le secrétaire général en remet une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des États signataires.

⁽¹⁾ Texte tel qu'il est modifié par l'article 32 de la convention d'adhésion.

⁽²⁾ Pour l'entrée en vigueur de la convention d'adhésion, voir l'article 39 de celle-ci.

⁽³⁾ Lettre d) telle qu'elle est modifiée par l'article 33 de la convention d'adhésion.

⁽⁴⁾ Voir aussi l'article 37 deuxième alinéa de la convention d'adhésion, qui prévoit que les textes danois, anglais et irlandais font également foi.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschrift unter dieses Protokoll gesetzt.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent protocole.

In fede di che i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente protocollo.

Ten blijke waarvan de onderscheiden gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Geschehen zu Luxembourg am dritten Juni neunzehnhunderteinundsiebzig.

Fait à Luxembourg, le trois juin mil neuf cent soixante et onze.

Fatto a Lussemburgo, addì tre giugno millenovecentosettantuno.

Gedaan te Luxemburg, de derde juni negentienhonderdeenzeventig.

Pour Sa Majesté le roi des Belges

Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Alfons VRANCKX

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

Gerhard JAHN

Pour le président de la République française

René PLEVEN

Per il presidente della Repubblica italiana

Erminio PENNACCHINI

Pour Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg

Eugène SCHAUS

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

C.H.F. POLAK

DÉCLARATION COMMUNE

Les gouvernements du royaume de Belgique, de la république fédérale d'Allemagne, de la République française, de la République italienne, du grand-duché de Luxembourg et du royaume des Pays-Bas,

au moment de la signature du protocole concernant l'interprétation par la Cour de justice de la convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale,

désirant assurer une application aussi efficace et uniforme que possible de ses dispositions,

se déclarent prêts à organiser, en liaison avec la Cour de justice, un échange d'information concernant les décisions rendues par les juridictions mentionnées à l'article 2 point 1 dudit protocole en application de la convention et du protocole du 27 septembre 1968.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschrift unter diese Gemeinsame Erklärung gesetzt.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas de la présente déclaration commune.

In fede di che i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce alla presente dichiarazione commune.

Ten blijke waarvan de onderscheiden gevolmachtigden hun handtekening onder deze Gemeenschappelijke Verklaring hebben gesteld.

Geschehen zu Luxembourg am dritten Juni neunzehnhunderteinundsiebzig.

Fait à Luxembourg, le trois juin mil neuf cent soixante et onze.

Fatto a Lussemburgo, addì tre giugno millenovecentosettantuno.

Gedaan te Luxemburg, de derde juni negentienhonderdeenzeventig.

Pour Sa Majesté le roi des Belges

Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen

Alfons VRANCKX

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

Gerhard JAHN

Pour le président de la République française

René PLEVEN

Per il presidente della Repubblica italiana

Erminio PENNACCHINI

Pour Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg

Eugène SCHAUS

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden

C.H.F. POLAK
